



Assemblée générale

Soixante-dix-septième session

8^e séance plénière

Jeudi 22 septembre 2022, à 9 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Kőrösi (Hongrie)

*En l'absence du Président, M. Hikmat (Tadjikistan),
Vice-Président, assume la présidence.*

La séance est ouverte à 9 heures.

Allocution de M. Mokgweetsi Eric Keabetswe Masisi, Président de la République du Botswana

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Botswana.

M. Mokgweetsi Eric Keabetswe Masisi, Président de la République du Botswana, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Mokgweetsi Eric Keabetswe Masisi, Président de la République du Botswana, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Masisi (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je souhaite adresser mes sincères félicitations à M. Csaba Kőrösi et à son pays, la Hongrie, pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session. Je suis certain que cet organe bénéficiera grandement de la richesse des connaissances et de l'expérience qu'il a acquises au cours de son illustre carrière dans le service diplomatique, notamment quand il servi ici à New York en tant que Représentant permanent de la Hongrie, période au cours de laquelle il a coprésidé le processus

intergouvernemental et inauguré le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses objectifs de développement durable.

Je me dois d'exprimer une gratitude toute spéciale au Président sortant pour son étroite coordination et collaboration avec les autres organes principaux, notamment le Conseil économique et social, que le Botswana a eu l'honneur de diriger en tant que soixante-dix-septième Président. Je suis ravi que les deux Présidents aient travaillé de manière très coopérative sur l'équité vaccinale, le développement durable de l'Afrique, le financement de la relance durable et le lien entre les ressources naturelles et le développement durable, entre autres priorités. Une collaboration étroite entre les organes principaux de l'ONU est bénéfique et doit être encouragée.

Le Botswana approuve le thème choisi par M. Kőrösi pour la présente session, « Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis intriqués ». Nous partageons son observation selon laquelle les défis mondiaux actuels, à savoir la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la guerre en Ukraine, les défis humanitaires et les changements climatiques, sont complexes et interconnectés et nécessitent donc des solutions transformatrices. Compte tenu de l'interdépendance de ces défis, il est évident qu'ils ne peuvent être relevés efficacement que par une approche globale. Cela démontre une fois de plus la pertinence de la Charte des Nations Unies, qui résiste au temps. Il y a 77 ans, celle-ci a établi les trois

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



piliers fondateurs du système des Nations Unies, que sont les droits de l'homme, la paix et la sécurité, et le développement, comme étant interdépendants et se renforçant mutuellement.

En tant qu'États Membres de l'ONU, nous ne devons pas chercher ces solutions plus loin que dans les principaux cadres multilatéraux déjà existants, notamment le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses objectifs de développement durable, l'Accord de Paris sur les changements climatiques, la Déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (résolution 75/1), ainsi que les résultats des grandes réunions des Nations Unies. La présente session est l'occasion de réaffirmer notre engagement en faveur de ces solutions. Dans son rapport détaillé, *Notre Programme commun* (A/75/982), le Secrétaire général nous a donné un coup de pouce en nous proposant des idées et des recommandations concrètes pour accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 et combler les lacunes existantes dans nos cadres multilatéraux.

Je souhaite donc préfacer ma déclaration, à travers laquelle je ferai part des progrès accomplis par mon pays pour se remettre de la COVID-19 et avancer vers un développement transformateur et durable, en rappelant à l'Assemblée le chemin parcouru par le Botswana vers le développement. Nombreux sont ceux qui, dans cette salle, ne connaissent peut-être que le Botswana d'aujourd'hui, qui est un pays à revenu intermédiaire supérieur. C'est un statut dont nous sommes fiers, étant donné que lorsque nous avons obtenu notre indépendance, il y a seulement 56 ans, nous étions parmi les plus pauvres du monde. Cependant, nous avons eu la chance de découvrir ce qui s'est avéré être la plus grande réserve de diamants au monde, tout autour de la ceinture de Kimberley.

Pour ceux qui sont moins au courant le chemin que nous avons parcouru en tant que pays en matière de développement, ce n'est pas le reflet complet de l'histoire du Botswana. Notre histoire est basée sur l'humanité, les principes et la ténacité que nous avons en tant que peuple, en tant que Botswana. C'est l'histoire de la sagesse de nos ancêtres, qui ont évité les malheurs qui ont souvent accompagné la découverte et l'exploitation de minéraux dans d'autres parties du monde, choisissant de faire de la découverte de diamants une histoire de développement. Le Botswana est une nation qui n'aurait jamais pu réaliser son développement si nous n'avions pas maintenu fermement notre croyance

dans les principes de la démocratie, centrés sur l'état de droit, la bonne gouvernance et la protection des droits humains fondamentaux et leur exercice par notre peuple.

Cependant, je dois admettre que nous avons bien du mal à attirer des investisseurs pour qu'ils nous aident à diversifier notre économie afin de ne plus dépendre des diamants. Je me suis présenté devant l'Assemblée générale et j'ai échangé dans différentes enceintes, lorsque l'occasion s'est présentée, pour partager l'histoire du Botswana en vue d'encourager les partenariats pour accroître nos efforts de diversification. Je suis convaincu que ceux qui sont attentifs à notre appel sont plus nombreux, et je crois fermement qu'ils aspirent, eux aussi, à partager une partie de notre histoire.

En attendant, les diamants constituent toujours le socle de notre économie. C'est à cet égard que les mots du Secrétaire général António Guterres et l'appel à un programme commun résonnent en moi. J'aime en particulier l'appel du Secrétaire général en faveur d'une vision globale dans laquelle le pouvoir, la richesse et les opportunités sont partagés plus largement et plus équitablement au niveau international. Pour mon pays, cela se traduit par une occasion juste et équitable d'utiliser les ressources dont nous disposons pour développer notre peuple et lui donner une chance égale de contribuer et de partager la richesse mondiale. Alors que nous continuons à plaider en faveur du Processus de Kimberley, je souhaite rappeler à l'Assemblée que l'histoire du Botswana est la preuve incontestable et le témoignage vivant qu'avec une bonne gouvernance, les diamants sont au service du développement. En fait, les diamants constituent une sérieuse question de moyens de subsistance. Plus tard dans la soirée, j'organiserai une manifestation parallèle sur les diamants au service du développement. J'espère ainsi élargir les conversations et permettre à nos partenaires au sein de l'ONU, aux gouvernements, à la société civile et au secteur privé de se joindre à nous pour faire en sorte que mon pays, le Botswana, fasse également partie de la famille des Nations Unies, fondée sur le partage du pouvoir, de la richesse et des opportunités, alors que nous nous employons à réaliser le Programme 2030.

Malgré les difficultés rencontrées, mon gouvernement continue à jouer son rôle en contribuant au programme international et en veillant à ce que l'accès de nos populations aux médicaments fasse partie intégrante de leurs soins de santé, tout en s'assurant que l'économie se remet également de la pandémie. Le déploiement des vaccins reste une condition préalable

à une relance durable. Pourtant, de nombreux pays du Sud, notamment en Afrique, n'ont pas atteint l'objectif fixé par l'Organisation mondiale de la Santé, à savoir la vaccination complète de 70% de la population d'ici à la mi-2022. Cela souligne l'urgence de continuer à promouvoir l'équité vaccinale par le biais de la solidarité internationale et de s'attaquer à la réticence à la vaccination en luttant contre la désinformation et en faisant connaître les faits scientifiques concernant l'efficacité et la sécurité des vaccins.

Malgré les difficultés que nous avons rencontrées, et qui sont communes à de nombreux pays en développement, le Botswana s'est procuré suffisamment de vaccins pour les administrer à tous les groupes pouvant y prétendre, ce qui a permis des progrès significatifs, 64% de notre population étant désormais complètement vaccinée. Cependant, il faut faire beaucoup plus. C'est dans ce contexte que le Botswana continue de jouer un rôle actif en la matière et s'est récemment joint à d'autres États Membres pour se porter coauteur de la résolution 76/301, demandant la tenue d'une réunion de haut niveau sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies au cours de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale. Nous continuons également de participer activement au processus en cours en vue de l'élaboration éventuelle d'un traité sur les pandémies à l'Organisation mondiale de la Santé à Genève. Nous pensons qu'un tel instrument juridiquement contraignant renforcerait les mécanismes mondiaux existants pour faire face et réagir plus rapidement aux urgences sanitaires.

J'ai le plaisir d'informer l'Assemblée que, dans le cadre du règlement du problème de l'inégalité vaccinale et conformément à notre engagement à reconstruire en mieux et de manière transformatrice, le Gouvernement botswanais a approuvé la fabrication du vaccin CorbeVax contre la COVID-19, qui n'est soumis à aucun brevet. La construction d'une usine de fabrication de vaccins a déjà commencé. En outre, l'installation produira des traitements contre le cancer et des immunothérapies cellulaires de nouvelle génération. Ces initiatives ont été entreprises en partenariat avec NantWorks, le Centre de développement de vaccins de l'hôpital pour enfants du Texas et le Baylor College of Medicine. Ce partenariat renforcera les capacités du Botswana en matière de production de vaccins humains, contribuera à son objectif de construire une économie fondée sur la connaissance et l'aidera à se préparer à de futures pandémies.

Les plans de redressement du Botswana prévoient de renforcer le vaste système de protection sociale du pays afin de garantir l'inclusion des groupes vulnérables, notamment les personnes vivant avec un handicap. Cela contribuera grandement à faciliter l'exercice de leurs droits dans des conditions d'égalité tout en élargissant le dispositif d'application du principe de responsabilité, puisque nous avons récemment adhéré à la Convention relative aux droits des personnes handicapées. À cet égard, mon gouvernement a établi un plan de relance et de transformation économique à moyen et long terme destiné à accélérer les efforts de relance tout en faisant progresser la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs qui y sont énoncés. Afin de parvenir au développement durable, un financement adéquat est nécessaire pour assurer le succès de nos efforts de redressement après la pandémie et l'accélération de la mise en œuvre du Programme 2030 au cours de cette décennie d'action. La mobilisation efficace des ressources financières nationales et internationales, ainsi que leur utilisation prudente, sont donc impératives. Je renouvelle dès lors les appels lancés aux partenaires de développement pour qu'ils augmentent et honorent leurs engagements en matière d'aide publique au développement afin d'appuyer nos efforts visant à parvenir à un développement durable à long terme.

Outre le financement international, il convient de signaler que les programmes de transformation nécessitent une mise en œuvre efficace par les gouvernements et les parties prenantes associées, ainsi qu'un sentiment d'appropriation de la part de tous les acteurs concernés et l'adhésion des personnes que nous servons. En ce moment décisif, les innombrables défis auxquels nous sommes confrontés exigent que nous nous surpassions. Mon gouvernement a donc lancé son récent programme, inspiré par la nécessité de déployer des efforts collectifs, inclusifs et coordonnés en faveur du programme de transformation. Nous accélérons la numérisation de la prestation de services, par le biais de l'innovation et de la créativité. Notre peuple réagit aux solutions axées sur la technologie et fait preuve, lui aussi, d'adaptation et de souplesse conceptuelle, ce qui lui permet de s'aventurer vers de nouvelles frontières pour faire les choses différemment. Une adhésion totale à ce changement de mentalité favorise la mise en œuvre efficace des politiques, programmes, projets et activités commerciales du Gouvernement et, de fait, la réalisation des objectifs de développement durable.

La mise en œuvre de solutions transformatrices aux défis sociaux et économiques actuels exigera la solidarité, tant au sein des pays qu'entre eux. En tant que Président du Groupe des pays en développement sans littoral, dont beaucoup font également partie des petits États et des pays les moins avancés, le Botswana exprime sa solidarité avec les États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui se trouvent dans des situations particulières. Je pense notamment aux défis distincts et spécifiques auxquels se heurtent les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement dans leurs efforts pour reconstruire en mieux et se remettre durablement de la pandémie.

Conformément à la position répétée de notre organisation sous-régionale, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), je souhaite également exprimer ma solidarité avec notre voisin du nord-est, le Zimbabwe, et appeler à la suppression des mesures coercitives unilatérales visant ce pays. Bien que nous nous ne doutions pas de la résilience et de la détermination du Zimbabwe et ayons toute confiance en ses perspectives de transformation économique, nous craignons que ces mesures ne contribuent en rien aux moyens de subsistance des Zimbabwéens innocents ni à la réalisation de nos objectifs de développement durable.

Cette année, nous continuons à assister à des phénomènes météorologiques extrêmes qui témoignent de la gravité croissante de la crise climatique. La mise en œuvre décisive de l'action climatique audacieuse définie dans l'Accord de Paris et le Pacte de Glasgow pour le climat s'impose donc si l'on veut éviter les pires conséquences. Le Botswana reste déterminé à atteindre son objectif de réduction des émissions de carbone de 15 % d'ici à 2030, comme indiqué dans ses contributions déterminées au niveau national et confirmé dans sa politique en matière de changements climatiques, adoptée en 2021, qui porte sur l'accès au financement de l'action climatique, aux technologies propres et aux énergies renouvelables.

Les ambitions climatiques ne se traduiront pas par une action climatique dans les pays en développement si elles restent insuffisamment financées. Nous sommes donc heureux que de nouvelles promesses financières visant à soutenir l'adaptation dans les pays en développement aient été faites à la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Glasgow, au Royaume-Uni. Nous espérons que ces engagements seront honorés rapidement afin d'accélérer

la mise en œuvre, notamment en Afrique, une région qui contribue peu aux changements climatiques mais qui est, malheureusement, la plus touchée. Dans ce contexte, nous sommes optimistes quant au fait que la vingt-septième session de la Conférence des Parties, qui se tiendra à Charm el-Cheikh, en Égypte, sur le sol africain, favorisera plus encore une action climatique ambitieuse et débouchera sur une augmentation des ressources d'adaptation accordées à l'Afrique et aux autres régions vulnérables.

Fort de cette inspiration, le Botswana, en collaboration avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et diverses parties prenantes, a organisé une semaine d'adaptation au climat 2022 du 22 au 26 août à Gaborone, sous le thème « Transformations en vue de favoriser l'élaboration et la mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation ». L'exposition a permis de promouvoir l'échange d'expériences et les partenariats entre un large éventail d'acteurs et de parties prenantes sur la manière de faire progresser les plans nationaux d'adaptation.

Le 2 mars, le Botswana a fait partie des 141 États Membres qui ont voté pour la résolution ES-11/1, exigeant la fin de l'invasion de l'Ukraine. Par ce vote, nous réaffirmons les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, en particulier les Articles 1 et 2, qui soulignent la nécessité du règlement pacifique des différends, ainsi que le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale. La Charte est un instrument contraignant du droit international ; par conséquent, toutes les nations éprises de paix doivent adhérer à sa lettre et à son esprit en toutes circonstances. Nous continuons donc à appeler toutes les parties à renouveler leur engagement à trouver des solutions pacifiques et durables au conflit par la diplomatie et le dialogue. Les pourparlers menés sous l'égide de l'ONU, qui ont abouti à la signature par la Fédération de Russie et l'Ukraine d'un accord sur l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire, témoignent du fait que, lorsqu'on leur en donne la possibilité, la diplomatie et le dialogue peuvent porter leurs fruits. À tout le moins, la fin de la Seconde Guerre mondiale et la création de l'ONU en 1945 ont démontré que ce n'est qu'en abordant les conflits sur la base de la solidarité et du travail en commun que nous pouvons trouver la paix.

Je félicite le Secrétaire général et les organisations du système des Nations Unies, la Türkiye et les autres parties prenantes, y compris les pays voisins comme la Pologne, d'avoir relevé les défis pour répondre

aux besoins humanitaires en Ukraine et dans d'autres situations de crise. Alors que nous continuons à rechercher un règlement à l'amiable de ce conflit armé, il est important que le système des Nations Unies en particulier dispose de ressources adéquates, compte tenu de son travail essentiel consistant à sauver des vies et à soulager les souffrances des victimes de conflits armés, des changements climatiques et d'autres catastrophes.

Nous, les États Membres de l'ONU, avons la responsabilité collective et le mandat de renforcer le droit international, de promouvoir les droits de l'homme et l'égalité des sexes et, surtout, de protéger les civils dans des environnements de maintien de la paix difficiles. Dans ce contexte, le Botswana partage les mêmes idéaux que de nombreux États représentés ici aujourd'hui en ce qui concerne le principe de la responsabilité de protéger. Comme cela a déjà été reconnu lors du Sommet mondial de 2005, c'est aux États qu'il incombe au premier chef d'assurer la protection de leurs propres populations contre le génocide, le nettoyage ethnique, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. En tant que Coprésident, avec le Costa Rica et le Danemark, du Groupe des Amis de la responsabilité de protéger, le Botswana continuera de veiller à ce que les Membres de l'ONU prêtent attention à cette importante responsabilité de renforcer l'action mondiale.

En Afrique australe, par l'intermédiaire de notre organisation sous-régionale, la SADC, nous continuons de jouer un rôle actif dans la lutte contre la menace que le terrorisme et l'extrémisme violent font peser sur la paix et la sécurité dans notre sous-région. À cette fin, la SADC a déployé ses forces de sécurité pour déjouer les menaces terroristes dans la province de Cabo Delgado, au Mozambique.

La réponse de l'ONU aux crises d'aujourd'hui démontre clairement son caractère indispensable en tant qu'organisation de premier plan pour traiter les problèmes mondiaux. De sa riposte à la COVID-19 à son action rapide dans le cadre de la crise humanitaire en Ukraine et d'autres situations de crise, le système des Nations Unies a prouvé qu'il était adapté à l'objectif visé. Néanmoins, il reste encore beaucoup à faire pour améliorer l'efficacité de l'Organisation dans la réalisation des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. À cet égard, nous nous félicitons des récentes réformes et propositions visant à renforcer le système des Nations Unies et à accroître sa pertinence pour relever les défis contemporains. Citons par exemple les réformes du Secrétaire général en matière de gestion

du développement, de paix et de sécurité, de droits de l'homme et d'action humanitaire, qui visent à renforcer la capacité, l'agilité, la responsabilité et l'efficacité du Secrétariat dans l'exécution des mandats.

Pour un petit pays comme le mien, la réforme de l'Organisation des Nations Unies n'est importante que dans la mesure où elle garantit l'égalité de voix des États Membres, quelle que soit leur taille. Mon gouvernement et moi-même sommes donc désireux de voir notre peuple représenté et employé au sein du système des Nations Unies. Grâce à notre présidence du Conseil économique et social, je crois que le Botswana a démontré ses capacités, y compris celles de nos jeunes, qui ont reçu des commentaires positifs pour leur appui au secrétariat du Conseil économique et social pendant notre mandat. Nous sommes toutefois impatients de voir ces éloges se transformer en véritables occasions d'intégration par le biais d'autres possibilités d'emploi dans l'Organisation, y compris aux échelons supérieurs, en particulier pour nos jeunes.

Pour terminer, je tiens à assurer au Président qu'il peut compter sur l'appui et l'engagement constructif du Botswana en vue d'une mise en œuvre réussie du programme de travail de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale. J'espère que le Botswana peut également compter sur le système des Nations Unies, nos partenaires de développement et l'ensemble de la communauté internationale pour nous aider à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à faire en sorte que notre peuple vive dans une nation développée à l'horizon 2036.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Botswana de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Mokgweetsi Eric Keabetswe Masisi, Président de la République du Botswana, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Mohamed Bazoum, Président de la République du Niger

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de M. Mohamed Bazoum, Président de la République du Niger.

M. Mohamed Bazoum, Président de la République du Niger, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Mohamed Bazoum, Président de la République du Niger, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Bazoum : De prime abord, qu'il me soit permis d'adresser à M. Csaba Kőrösi mes chaleureuses félicitations, auxquelles je joins mes vœux de succès, pour sa brillante élection à la présidence de la soixante-dix-septième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies. Je voudrais saluer le leadership et l'engagement du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. António Guterres, en faveur de la paix et du développement, de l'action climatique, de la maîtrise de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), ainsi que ses efforts soutenus dans la recherche de solutions aux différents foyers de tension à travers le monde.

Alors que nous sommes dans la décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable, l'urgence climatique crée des besoins humanitaires, en même temps qu'elle exacerbe les défis de développement qui existent déjà. Des preuves alarmantes, émanant du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, montrent que des points de basculement majeur et des renversements irréversibles ont peut-être été atteints, voire dépassés. Du fait du dérèglement climatique, le continent africain est exposé à l'aggravation de l'insécurité alimentaire, au déplacement des populations, aux sécheresses récurrentes et à la pression sur les ressources en eau. Devant l'urgence de cette situation, je me réjouis du fait que, lors du dialogue spécial de haut niveau sur le thème de « l'Afrique que nous voulons », organisé le 20 juillet 2022 sous les auspices de l'ONU, la communauté internationale ait reconnu que la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, prévue en Égypte en novembre prochain, est une opportunité unique d'ajuster ce déséquilibre. À cet égard, je tiens à exprimer l'attachement du Niger à la proposition des négociateurs africains d'un nouvel objectif de 1 300 milliards de dollars de flux financiers d'ici à 2025 pour mieux faire face aux défis climatiques.

Au Sahel, ensemble géographique auquel appartient mon pays, le Niger, les changements climatiques, qui influencent négativement les activités agricoles et pastorales ainsi que les ressources en eau, sont également

la cause de sécheresses extrêmes, de pluies diluviennes parfois et d'une augmentation des températures supérieure à la moyenne mondiale. C'est pourquoi le Niger accorde une attention toute particulière à l'initiative africaine de la Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel, qui s'inscrit dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Sur le plan sécuritaire, la situation au Sahel s'est dégradée ces dernières années, aussi s'est-elle dégradée au Niger de façon considérable du fait d'un environnement sous-régional particulièrement défavorable. Tout est parti, on s'en souvient, de l'année 2011 et de la chute du régime libyen auquel n'a jamais pu, jusqu'à ce jour, se substituer un pouvoir stable qui ait pu exercer une véritable autorité sur l'ensemble du pays. Aussi, le vaste territoire du sud de la Libye est-il devenu une plateforme de la criminalité transnationale organisée où prospèrent les trafics d'armes, de drogues, de carburant et de migrants, entretenant une insécurité structurelle dans l'ensemble des pays du Sahel de son voisinage.

Le Mali, qui a succombé depuis 2011 à cette violence générée à partir de la Libye, ne s'en est jamais véritablement remis. Il est devenu à son tour un foyer d'incubation d'un terrorisme propre au Sahel, profondément affecté par les effets des changements climatiques, qui remettent en cause la pratique de l'élevage pastoral. Cet écosystème de la violence a eu un effet d'aubaine sur les jeunes bergers des communautés les plus affectées par le dérèglement climatique, chez qui se sont développées de nombreuses vocations terroristes. Du nord du Mali, ce fléau s'est propagé vers le Niger et le Burkina Faso et tente désormais de s'étendre vers les pays du golfe de Guinée. Cette violence comporte un tel potentiel de déstabilisation des institutions étatiques qu'elle a eu raison des régimes démocratiquement élus du Mali et du Burkina Faso, respectivement en 2020 et 2022. Le Niger, mon pays, en plus de ce foyer terroriste dit des trois frontières – Mali, Niger et Burkina Faso –, fait face à un autre foyer terroriste dans le bassin du lac Tchad, où opèrent les différents groupes qui se réclament de la nébuleuse Boko Haram.

En dépit des pesantes contraintes liées à ce contexte que je viens de décrire, mon pays fait preuve d'une grande résilience basée sur une gouvernance toute de sagesse, promouvant la culture de la tolérance et de la cohésion entre les communautés ainsi que les règles de la démocratie et de l'état de droit. C'est cette option résolue en faveur des droits et des libertés qui a permis l'organisation des élections transparentes qui

ont consacré la première alternance à la tête de l'État en vertu de laquelle un Président démocratiquement élu a passé le témoin à un autre Président démocratiquement élu, en 2021. Notre expérience du Niger prouve s'il en était besoin que la voie la plus sûre pour conjurer les effets de la violence terroriste, c'est de renforcer le régime démocratique, et non autre chose.

La guerre contre le terrorisme nous impose en ce moment de consacrer des ressources importantes destinées à l'accroissement des effectifs de nos forces, à l'acquisition d'équipements adéquats et au renforcement des capacités de nos soldats. Qu'il me soit permis de saisir la présente occasion pour remercier nos différents partenaires engagés à nos côtés dans ce combat contre le terrorisme. Je voudrais en particulier remercier la France, dont l'action, à travers l'opération Barkhane, constitue un atout majeur dans le rapport de forces contre nos ennemis. Je remercie également les États-Unis d'Amérique, la République fédérale d'Allemagne ainsi que tous les autres pays engagés à nos côtés selon diverses modalités, aussi précieuses les unes que les autres.

Il me paraît néanmoins indispensable de relever ici que l'engagement de la communauté internationale dans la lutte contre le terrorisme au Sahel comporte des lacunes, qui méritent d'être identifiées et prises en charge. En effet, ce terrorisme tire une grande partie de ses ressources financières du trafic transsaharien de la drogue en direction de l'Europe et de l'Asie, via la Libye. L'essentiel des armes qui inondent le marché de la violence terroriste sahélienne viennent également de Libye. Nous sommes, me semble-t-il en l'espèce, face à une problématique qui n'est pas particulièrement compliquée. Pourquoi dès lors n'a-t-il pas été possible de mettre en place un dispositif adéquat, avec les moyens nécessaires à cet effet pour combattre ce phénomène convenablement ? Il est temps qu'ensemble, les grandes puissances présentes dans cette région et la communauté internationale de façon entière, avec nous, les pays de cette région, nous puissions engager une réflexion bien plus pertinente que nous l'avons fait jusqu'à présent, de façon à définir une action qui soit efficace dans la lutte contre le trafic de la drogue et le trafic des armes au Sahel.

Malgré les défis auxquels nous faisons face, tels que décrits plus haut, le Niger entend rester un État solide et stable, adossé à des institutions démocratiques, résolument engagé dans le combat contre la pauvreté et pour le développement. Notre conviction profonde à cet

égard est que le moyen le plus efficace pour combattre la pauvreté consiste dans la promotion du système éducatif. Les défis du développement pour le Niger sont résumés par les statistiques simples suivantes : un taux de croissance démographique annuel de 3,9 %, un indice synthétique de fécondité moyen de 7 enfants par femme, une première maternité pour près de 50 % des filles avant l'âge de 15 ans, une population âgée à 50 % en moyenne de 15 ans. Ces statistiques en disent long sur l'état du système éducatif dans notre pays. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes engagés à agir avec résolution pour améliorer les choses en la matière. Aussi, le programme sur la base duquel nous avons été élus par le peuple du Niger vise-t-il à agir sur le double front de l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'offre scolaire.

S'agissant de la qualité, nous avons décidé de mettre un accent particulier sur la qualité de la formation des enseignants et une professionnalisation de la fonction d'enseignant. En ce qui concerne l'amélioration de l'accès, notre politique met l'accent sur la construction d'infrastructures scolaires. L'autre aspect particulièrement important de notre programme éducatif sur lequel je vais insister vise l'équité de genre et réside dans la construction des internats pour les filles dans les collèges ruraux. En effet, du fait de la précarité des conditions de vie des enfants dans les collèges ruraux, loin de leurs parents, car ceux-ci ont tendance à empêcher leurs filles de poursuivre leurs études. Ces adolescentes, aussitôt sorties du circuit scolaire, sont données en mariage, ce qui explique certaines des statistiques annoncées plus haut. Les internats, en offrant aux filles la quiétude et la sécurité souhaitées par leurs parents, leur offrent en même temps les conditions pour poursuivre leurs études avec la possibilité de durer à l'école et d'y acquérir les compétences scolaires et professionnelles nécessaires. La généralisation à grande échelle des internats des filles dans les collèges ruraux, tout en contribuant à l'amélioration des performances du système éducatif, contribue également à la réduction du taux de croissance démographique.

Si j'ai quelque peu insisté sur nos ambitions dans le domaine de l'éducation pour un pays comme le Niger, après avoir parlé des changements climatiques, du terrorisme et de l'insécurité au Sahel, c'est parce que nous avons conscience que ces trois questions, à savoir la démographie, les changements climatiques et l'insécurité, sont intimement liées. En effet, le terrorisme à l'œuvre au Sahel aujourd'hui a partie liée avec les conditions de vie de certaines communautés, dont

l'environnement a été passablement perturbé par les changements climatiques. Le Sahel est par ailleurs, ces dernières décennies, un espace qui a connu une poussée démographique particulièrement élevée. Ces deux phénomènes, à savoir la démographie et la dégradation du climat, en se combinant, ont créé, à la faveur du désordre régional consécutif à la chute du régime du colonel Kadhafi en 2011, la situation de chaos que vivent les pays du Sahel aujourd'hui.

C'est pourquoi, pour l'Organisation des Nations Unies, pour la communauté internationale, s'émouvoir et dissenter sur la violence terroriste ne suffit pas. Il faut agir en investissant les ressources qu'il faut dans l'éducation pour lutter contre la violence d'aujourd'hui et prévenir les violences de demain.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Niger de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Mohamed Bazoum, Président de la République du Niger, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Adama Barrow, Président de la République de Gambie

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Gambie.

M. Adama Barrow, Président de la République de Gambie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Adama Barrow, Président de la République de Gambie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Barrow (*parle en anglais*) : J'apporte les salutations chaleureuses du peuple gambien et j'exprime le souhait que la soixante-dix-septième session soit fructueuse et couronnée de succès.

Il est regrettable que nous n'ayons pu organiser un véritable débat général ces deux dernières années en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Qu'il me soit donc permis de rendre un hommage particulier aux millions de personnes qui ont perdu la vie du fait de cette pandémie dans le monde. En

leur mémoire, nous devons prendre l'engagement d'améliorer notre préparation et notre riposte aux pandémies.

Ma délégation félicite M. Csaba Kőrösi pour le rôle efficace qu'il joue en tant que Président de l'Assemblée générale, et je l'assure du soutien de la Gambie pendant son mandat. Nous félicitons également le Secrétaire général pour avoir dirigé avec compétence les affaires de l'Organisation des Nations Unies pendant ce qui est devenu l'une des périodes les plus difficiles du siècle.

En raison des nombreux défis mondiaux imbriqués nécessitant une action mondiale coordonnée, il est urgent que nous soyons à la hauteur de la situation. Le thème, « Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis intriqués », est donc tout à fait approprié. Au cœur de toutes les complexités avec lesquelles les dirigeants mondiaux sont aux prises, nous devons souligner la centralité du rôle singulier et du potentiel de l'ONU pour apporter un réel changement dans la vie des gens. Des solutions durables, à la hauteur de l'ampleur et de l'intensité des défis incessants, restent le plus grand défi de l'Assemblée. La situation exige de nouvelles perceptions, de nouvelles approches, de nouveaux partenariats, des engagements renouvelés et des niveaux de ressources accrus à la hauteur des défis existants et de ceux qui se poseront à l'avenir. Pour nous redresser en tant que famille mondiale, nous devons mobiliser le courage et la volonté politique nécessaires et exploiter les possibilités qui accompagnent les crises mondiales.

La crise du coût de la vie qui sévit actuellement dans le monde entier est un signal d'alarme, qui appelle une réponse mondiale immédiate pour soulager la souffrance et la pauvreté qui tiennent nos nations en otage. Les tendances inflationnistes mondiales, l'insécurité alimentaire et la crise énergétique viennent s'ajouter aux catastrophes naturelles qui continuent de faire des ravages dans le monde. Les besoins en matière de secours augmentent au fil des jours, mais les efforts déployés dans le monde semblent de moins en moins efficaces. À cet égard, ma délégation accueille avec une grande satisfaction la création par le Secrétaire général du Groupe d'intervention mondiale face aux crises alimentaire, énergétique et financière, et attend avec impatience des recommandations et des solutions concrètes et orientées vers l'action. La Gambie, qui est l'un des pays en développement les plus durement touchés, est prête à coopérer avec le Groupe afin de trouver des solutions réelles pour une aide immédiate.

Nous sommes venus à ce sommet avec gratitude pour les partenariats établis avec nous depuis 2016 et pour le soutien que nous recevons depuis cette date. Nous remercions personnellement le Secrétaire général et l'ensemble du système des Nations Unies pour l'appui qu'ils continuent d'apporter à nos efforts de consolidation de la paix et de réconciliation. La Gambie a parcouru un long chemin depuis la dictature et s'est transformée en une véritable démocratie multipartite. Après l'élection présidentielle de 2021 et les élections législatives de cette année, le processus de consolidation s'accélère. Nous intensifierons la réforme et le renforcement de nos institutions nationales afin de soutenir une démocratie solide où les droits de l'homme et les libertés fondamentales sous-tendent nos politiques, programmes et efforts de développement nationaux. Alors que nous nous préparons à mettre fin au cycle électoral actuel avec les élections locales de 2023, nous sommes fiers que la Gambie compte désormais plusieurs partis politiques et des organisations de la société civile dynamiques, avec une forte augmentation de la participation du public aux affaires nationales.

Face aux difficultés socioéconomiques qui assaillent notre nation, caractérisées par une baisse des engagements touristiques, l'inflation, l'insécurité alimentaire et énergétique, et une croissance économique modeste, nous élaborons un nouveau plan national de développement (2022-2026), qui succédera au plan actuel. Avec ce nouveau plan, nous cherchons à faire avancer l'exécution de nos priorités nationales, notamment les objectifs de développement durable et l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Nous sollicitons donc le soutien du système des Nations Unies, ainsi que de nos amis et partenaires de développement. Notre objectif est de relancer et de développer notre économie, d'opérer notre transformation numérique et de consolider nos acquis démocratiques. Nous sommes déterminés à sortir notre peuple de la pauvreté, à garantir ses moyens de subsistance et à créer de nouvelles voies de transition vers une nation prospère, pacifique et stable. Parce que les jeunes et les femmes constituent la grande majorité de notre population, le Gouvernement continuera à leur donner les moyens d'agir.

Comme toutes les autres nations authentiques, nous sommes attachés au consensus mondial qui veut qu'aucun pays ne soit laissé de côté en cette Décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable. Malgré sa taille et sa situation économique, la Gambie est à l'avant-garde de la lutte contre les changements climatiques grâce à des plans d'action

nationaux ambitieux, et nous sommes impatients de prendre une part effective à la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en Égypte, et à la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, au Qatar.

Pour accélérer le développement en Afrique, il faut s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité et du sous-développement. En tant que continent, notre objectif collectif est d'avoir une Afrique pacifique où les gens jouissent des dividendes de la paix, de la stabilité et de la prospérité. Les gouvernements africains se sont engagés à faire taire les armes sur le continent, ce qui constitue un objectif stratégique. C'est pourquoi nous demandons à l'ONU et à la communauté internationale de supporter leur juste part du fardeau des efforts de paix de l'Union africaine. Notre expérience des activités de maintien de la paix en Afrique est marquée par des efforts isolés dans de nombreux cas. L'Afrique doit être dotée d'équipements adéquats et des moyens de jouer pleinement son rôle dans l'imposition de la paix au nom de la communauté internationale.

En tant que pays qui fournit depuis longtemps des contingents et du personnel de police aux opérations de maintien de la paix, la Gambie continuera à soutenir l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général, et nous nous félicitons de son renforcement par la stratégie Action pour le maintien de la paix Plus. Nous sommes déterminés à améliorer les capacités de nos soldats et policiers en renforçant la formation préalable au déploiement, en établissant des partenariats innovants et en adoptant des approches de déploiement de maintien de la paix plus équilibrées en termes de genres. Nous devons toutefois faire le point et faire davantage pour remédier aux fréquentes attaques meurtrières dirigées contre les soldats de la paix dans les zones de mission en les dotant de mandats réalistes. En tant que membre du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, l'engagement de la Gambie en faveur de la paix et de la sécurité en Afrique et au-delà reste inébranlable.

Des conflits en cours sur notre continent qui nécessitent une attention internationale urgente. La complexité des problèmes qui se posent au Sahel exige des approches et des interventions multidimensionnelles pour garantir une paix et une stabilité durables. Nous devons donc reconsidérer nos hypothèses concernant cette région et rechercher des solutions tournées vers l'avenir qui donnent du pouvoir aux citoyens. La

situation actuelle en matière de sécurité et de gouvernance en Libye mérite également que la communauté internationale lui donne un coup de pouce. Nous appelons les parties en conflit sur le terrain à donner à la population une chance de vivre et de coexister en paix.

La souveraineté et les droits territoriaux du Maroc sur sa région du Sahara doivent être reconnus par tous. À cet égard, le Gouvernement gambien réaffirme son soutien ferme à l'initiative marocaine d'autonomie, qui constitue de manière convaincante un compromis réaliste conforme aux résolutions de l'ONU.

La situation dans la Corne de l'Afrique demeure également une source de grave préoccupation. Nous demandons aux dirigeants de la région et à la communauté internationale d'examiner de nouvelles options pour restaurer la paix dans la région. Nous devons également nous unir pour aider conjointement la région à combattre le terrorisme par une plus grande coopération et un meilleur partage des renseignements. La crise humanitaire est énorme et nécessite une aide internationale d'urgence considérable.

Pour en revenir à d'autres questions importantes d'intérêt mondial, nous demandons aux États-Unis de mettre fin à l'embargo imposé depuis longtemps à Cuba. La raison en est que la solidarité mondiale et la coopération amicale devraient définir les relations entre les États Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Au Moyen-Orient, le conflit israélo-palestinien a besoin d'un nouvel élan pour une paix durable. En tant que peuple, les Palestiniens méritent un État qui leur est propre. Nous appelons donc à une nouvelle initiative de paix qui inclut la relance de l'Initiative de paix arabe.

Nous restons profondément troublés par les horreurs et la catastrophe humanitaire résultant de la guerre actuelle entre la Russie et l'Ukraine. Les conditions économiques mondiales déstabilisantes imposées au reste du monde sont insoutenables. En Afrique et ailleurs, la crise du coût de la vie et l'inflation galopante, ainsi que l'insécurité alimentaire et énergétique, dévastent nos économies et continuent d'entraver les efforts de relèvement postpandémie. En outre, le fardeau de la dette a atteint des niveaux de crise. Nous demandons un allègement général de la dette. Nous implorons la Russie et l'Ukraine de tenir compte de l'appel mondial au dialogue politique et de mettre fin à la guerre. L'Afrique demande simplement la paix mondiale et des relations amicales. Notre survie et notre progrès dépendent de la paix et de la stabilité mondiales.

Le sort des Rohingya reste un sujet de grande préoccupation pour la Gambie. Nous appelons le Gouvernement du Myanmar à se conformer aux décisions de la Cour internationale de Justice et à mettre fin à toutes les violations des droits de l'homme visant les Rohingya. La Gambie continuera de défendre leurs droits.

En tant que membre responsable de la communauté internationale, la Gambie considère que Taïwan fait partie de la République populaire de Chine et préconise l'adoption de la politique d'une seule Chine. Nous demandons donc instamment à la communauté internationale de respecter pleinement la souveraineté de la Chine sur Taïwan et d'éviter les actions qui compromettent la paix mondiale.

La Gambie souscrit pleinement à l'appel lancé par Secrétaire général en faveur de la transformation et de la solidarité mondiale dans le rapport historique *Notre Programme commun* (A/75/982). Dans le même ordre d'idées, nous soutenons ses efforts pour convoquer le Sommet de l'avenir et le Sommet sur les objectifs de développement durable l'année prochaine. Le renouveau de la solidarité mondiale et l'attention portée aux moins fortunés exigent que nous nous engagions une fois de plus à ne laisser personne de côté.

L'Afrique continuera à réclamer la place qui lui revient dans la catégorie des membres permanents du Conseil de sécurité. Il faut donc que les négociations produisent des résultats tangibles.

Enfin, qu'il me soit permis d'insister sur le fait qu'un engagement véritable et une augmentation substantielle des ressources doivent accompagner la transformation de nos institutions, de nos systèmes, de nos mécanismes et de notre état de préparation, et que le monde en développement ne doit pas être laissé pour compte. Je prie pour que la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale soit un succès.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Gambie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Adama Barrow, Président de la République de Gambie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

**Allocution de M. Rashad Mohammed Al-Alimi,
Président du Conseil présidentiel de la République
du Yémen**

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président du Conseil présidentiel de la République du Yémen.

M. Rashad Mohammed Al-Alimi, Président du Conseil présidentiel de la République du Yémen, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Rashad Mohammed Al-Alimi, Président du Conseil présidentiel de la République du Yémen, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Al-Alimi (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je voudrais féliciter sincèrement S. E. M. Csaba Kőrösi et l'État ami de la Hongrie de son élection à la présidence de l'Assemblée générale. Je lui souhaite beaucoup de succès dans la gestion des travaux de cette session, dont le thème est « Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis intriqués ».

Je félicite aussi sincèrement son prédécesseur, M. Abdulla Shahid, représentant des Maldives, des efforts qu'il a déployés pour défendre les buts et les principes de l'Organisation.

Je salue également le rôle joué par le Secrétaire général António Guterres pour renforcer la présence de l'Organisation des Nations Unies au milieu de tous ces défis mondiaux et imbriqués.

Je tiens à remercier l'ensemble du personnel, des organismes et des envoyés des Nations Unies pour leurs efforts inlassables en vue d'alléger les souffrances du peuple yéménite. Par leurs bons offices et leurs efforts continus, ils se sont employés à apporter la paix et la stabilité à mon pays, qui est exsangue après huit années de guerre et une crise humanitaire majeure causée par les milices terroristes houthistes, soutenues par le régime iranien. Je saisis cette occasion pour féliciter sincèrement le grand peuple yéménite qui, parallèlement à cette réunion, célèbre ses fêtes nationales du 26 septembre, du 14 octobre et du 30 novembre. Ces dates représentent des étapes clefs du développement culturel et social de mon pays, notamment la proclamation du régime républicain en 1962. Ce régime est mis à mal par les nouveaux imams six décennies après cette proclamation, qui était fondée sur les principes de liberté et de justice et l'élimination des disparités et de la discrimination raciale, en plus de la participation des femmes et de la garantie des droits et des libertés.

C'est un honneur pour moi de m'adresser à l'Assemblée aujourd'hui pour la première fois en tant que Président du Conseil présidentiel de la République du Yémen. Pour la huitième année consécutive, un dirigeant yéménite s'adresse à l'Assemblée pour évoquer la guerre, la destruction et la pire crise humanitaire au monde. Chaque année, nos dirigeants viennent dans cet édifice pour faire part de la souffrance et de la douleur que le peuple yéménite continue d'endurer et pour rappeler la mémoire des dirigeants courageux, des femmes, des enfants, des voisins, des amis et des collègues de travail que nous perdons jour après jour à cause de la guerre, des épidémies, de la maladie ou de la faim. Chaque année qui passe sans l'adoption d'une position forte sur le dossier yéménite, nos pertes s'accumulent et les milices et groupes terroristes deviennent de plus en plus dangereux, faisant peser des menaces transnationales et commettant des violations flagrantes des droits de l'homme, des droits qui font l'objet d'un consensus au sein de l'Organisation depuis plus de 70 ans maintenant.

Je suis ici aujourd'hui pour partager une fois de plus avec l'Assemblée l'histoire du grand et patient peuple yéménite, sa lutte et sa souffrance, ainsi que ses questions adressées à nous tous. Il nous demande si nous pouvons cette fois-ci entreprendre un travail sérieux pour mettre fin à l'effusion de sang, sauver des vies, vaincre l'extrémisme et le terrorisme et protéger la volonté de notre peuple et ses aspirations légitimes à recouvrer son État, à participer à la vie politique, à jouir d'une vie de bonne qualité et à se débarrasser de l'extrémisme sectaire et religieux et des discours de haine.

La communauté internationale a toujours eu une position unifiée sur la question yéménite, ce dont nous sommes fiers et que nous apprécions à sa juste valeur. Au départ, il y avait le plan de transfert du pouvoir fondé sur les initiatives du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre en 2011. Puis vint la Conférence de dialogue national, qui s'est achevée en janvier 2014 et a impliqué toutes les composantes de la société yéménite, y compris les houthistes. Elle a abouti à un document de référence garantissant une large participation du peuple yéménite, répondant à ses aspirations en matière de démocratie, de justice, d'égalité dans la citoyenneté et de large participation des femmes, et préservant les droits des catégories vulnérables de la société et la liberté de croyance. Le point culminant de ce processus fut la visite du Conseil de sécurité à Sanaa, en 2013.

Ce rêve n'a pas duré longtemps, après que les milices terroristes houthistes se furent retournées contre le consensus national issu du dialogue inclusif. Elles ont empêché la tenue du référendum populaire sur la nouvelle constitution. Elles ont envahi la capitale, Sanaa, et d'autres villes yéménites tout en pourchassant le Président du pays et le Gouvernement de consensus national jusqu'à Aden. Elles ont tenté d'assassiner le Président et ont pris le contrôle des institutions de l'État. Elles ont déclaré la guerre aux pays voisins et au monde entier. C'est ainsi qu'a débuté cette guerre destructrice qui, aujourd'hui, constitue une véritable menace pour la sécurité de la région, en particulier pour les voies de navigation internationales et l'approvisionnement énergétique mondial.

Au cours des années qui ont suivi, la guerre a fait des centaines de milliers de morts et de blessés, et plongé dans la famine 20 millions de personnes. Des centaines de milliers de personnes ont dû chercher refuge dans divers pays et continents. Plus de 4 millions de déplacés vivent dans des camps dans des conditions extrêmement difficiles. La guerre a réduit à néant les moyens de subsistance du peuple et notre démocratie naissante. En outre, des épidémies et des inondations liées aux changements climatiques causent des morts et des destructions coûteuses, du fait de l'effondrement de notre réseau gouvernemental de protection et de soins. Les capacités dont nous disposons pour sauver des vies s'en sont trouvées limitées, étant donné l'intransigeance des milices terroristes et leur rejet de tous les efforts visant à parvenir à une paix durable, à reconstruire notre pays et à réaliser le développement.

Le 7 avril, une nouvelle ère fondée sur le partenariat et le consensus national a débuté dans notre pays avec la création du Conseil présidentiel, qui s'emploie à respecter les termes de la transition approuvés par le peuple yéménite, par la région et par la communauté internationale. Depuis sa création, le Conseil présidentiel s'est efforcé d'instaurer la paix, de mettre fin aux souffrances humaines et de réaliser les nobles objectifs que sont la restauration de l'État, la fin du coup d'État et la réactivation du système des droits et libertés, ainsi que l'égalité citoyenne, en permettant aux femmes et aux jeunes de décider de leur avenir et de construire la paix souhaitée. Au cours des six derniers mois, le Conseil présidentiel a travaillé en étroite collaboration avec le Gouvernement des compétences politiques et avec nos frères de la Coalition en appui à la légitimité au Yémen, emmenée par le Royaume d'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et divers partenaires régionaux

et internationaux. Des programmes de réforme urgents sont mis en place pour activer nos institutions, améliorer les services, enrayer l'effondrement de notre monnaie nationale et lutter contre la grave inflation et la crise alimentaire mondiale.

Nous avons donné la priorité à la reconstruction de nos institutions sécuritaires et militaires et du pouvoir judiciaire, qui avait cessé ses fonctions depuis environ deux ans. Nous nous efforçons de lutter contre la corruption et de combattre le terrorisme et la criminalité organisée. Nous nous employons à activer les institutions chargées du maintien de l'ordre, à réaliser la justice et à protéger les libertés publiques et la paix sociale.

Le Conseil présidentiel souligne son adhésion à la démarche de paix basée sur les termes de référence d'une solution globale de la crise yéménite, à savoir l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, ainsi que les résolutions pertinentes de la légitimité internationale, en particulier la résolution 2216 (2015) du Conseil de sécurité, afin de parvenir à une paix durable qui permettra de restaurer l'autorité exclusive de l'État, les institutions constitutionnelles et le système républicain. Nous affirmons également notre plein respect du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et des différents traités et conventions adoptés et ratifiés par la République du Yémen. Nous travaillons en étroite collaboration avec les pays voisins et établissons des partenariats constructifs avec l'ONU et la communauté internationale afin d'instaurer la paix et de parvenir à la sécurité, la stabilité, la prospérité et la liberté pour tous les peuples du monde. Le Conseil présidentiel s'engage à mettre en place une approche conforme à la Charte des Nations Unies et aux travaux de l'Organisation, tout en facilitant l'action de ses organismes humanitaires, de ses missions politiques et des mécanismes de contrôle pertinents pour garantir les droits politiques, économiques et sociaux des femmes et mettre fin à l'exploitation et au recrutement des enfants.

Depuis le début de la crise yéménite, notre quête de paix nous a fait vivre des expériences amères avec les milices rebelles houthistes. Elles ont renié tous leurs engagements et obligations, à commencer par l'accord de paix et de partenariat conclu lors de l'occupation de la capitale, Sanaa, en septembre 2014, suivi des première et deuxième réunions de Genève, des consultations au Koweït et de l'Accord de Stockholm et, enfin, de la trêve en cours, au cours de laquelle le Gouvernement

légitime a perdu près de 300 martyrs et enregistré plus de 1 000 blessés en raison des violations perpétrées par les milices terroristes.

Dans une semaine seulement, la trêve humanitaire prendra fin. Le Conseil présidentiel rappelle à la communauté internationale que le Gouvernement a respecté tous les éléments de cette trêve, à savoir la reprise des vols commerciaux réguliers vers l'aéroport de Sanaa et la facilitation de l'entrée de produits pétroliers dans les ports de Hodeïda, dans un effort pour alléger les souffrances de notre peuple. Les milices terroristes houthistes maintiennent fermées les routes vers Taëz, assiégée depuis sept ans, de même que des routes reliant d'autres provinces. Ils ne paient pas les salaires de leurs employés et ne libèrent pas les prisonniers, les détenus et les personnes enlevées. Tous les prétextes leur sont bons pour violer la trêve et faire obstacle aux efforts déployés par l'ONU et la communauté internationale pour la prolonger afin de parvenir à la paix globale que nous recherchons tous. Nous voulons une paix durable. La trêve a prouvé sans aucun doute que nous manquons d'un partenaire sérieux qui veut la paix.

Les Yéménites sont désormais convaincus qu'il sera difficile de parvenir à un calme durable sans une dissuasion stricte face à un groupe armé sectaire. Dans ce contexte, nous soulignons la position inébranlable du Conseil présidentiel yéménite qui se féliciterait du renouvellement de la trêve. Toutefois, ce renouvellement ne doit pas avoir lieu s'il ne sert pas l'intérêt du peuple yéménite, s'il est utilisé pour préparer un nouveau cycle de guerre ou s'il porte atteinte à notre souveraineté. Le renouvellement ne doit pas donner plus de pouvoir aux milices terroristes, qui menacent non seulement le Yémen mais aussi toute la région et le monde entier. Pour nous, la paix est un choix stratégique qui ne fait aucun doute. Nous savons parfaitement combien il est difficile de diriger notre pays sans la participation de tous les Yéménites. Cependant, nous ne pouvons pas permettre à un groupe armé de s'arroger le monopole du pouvoir et de l'application de la loi. C'est là le fondement de l'État que mérite le peuple yéménite, comme tous les autres peuples du monde.

Pour les milices terroristes, l'obstacle principal à l'établissement de la paix n'est pas lié à leur souci de souveraineté, comme elles le prétendent, mais à la nécessité de placer leurs dirigeants au-dessus de l'État et au-dessus du peuple, car elles affirment avoir été choisies par Dieu pour gouverner le peuple. Elles exportent la violence à travers les frontières et adoptent

une approche hostile à la paix et à la coexistence tout en appelant à la haine, au châtement et à l'hostilité. Je suis conscient qu'il est difficile pour d'autres États qui vivent depuis longtemps dans la paix et la stabilité de comprendre qu'il existe, à notre époque, des êtres humains qui prétendent avoir un mandat divin pour gouverner d'autres êtres humains, et qui perçoivent la paix comme une invasion intellectuelle et une guerre douce. C'est pourtant un point commun aux milices terroristes houthistes, à Al-Qaïda, à Daech, à Boko Haram et à d'autres organisations terroristes dans le monde.

Le thème de la session de l'Assemblée générale de cette année, « Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis intriqués », exige d'abord d'établir des valeurs claires pour restaurer la paix sous un gouvernement stable, et de définir une dissuasion stricte pour protéger le processus politique et lui ouvrir la voie par tous les moyens. Toutefois, si nous continuons à craindre que le recours à la force ne compromette les fragiles tentatives de trêve et que la désignation de ce groupe comme terroriste n'entraîne une catastrophe humanitaire, nous devons chercher d'autres solutions tout aussi dissuasives. Il n'y a rien de mieux que le soutien de la communauté internationale au gouvernement légitime pour faire prévaloir les valeurs de liberté, de paix et de coexistence. D'un point de vue académique, la diplomatie repose sur le rapprochement de points de vue différents. Selon cette définition, elle ne peut être mise en œuvre que dans le contexte d'un régime dont la légitimité est reconnue. On ne doit pas dialoguer avec les entités qui nient les règles du système international ; sinon, ce serait une violation des principes et de la Charte de l'Organisation.

Alors que le monde ne prête pas suffisamment attention aux souffrances du peuple yéménite et à ses appels à la liberté et à la vie et qu'il se concentre sur d'autres foyers de tension dans le monde, des frères généreux au sein de la Coalition en appui à la légitimité au Yémen, dirigée par le Royaume frère d'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, ont sacrifié leur sang et leur argent et ont assumé la responsabilité de défendre un État Membre de l'Organisation des Nations Unies, au nom de la communauté internationale. Ils ont également accueilli des millions de réfugiés yéménites, qui ont bénéficié de nombreux avantages dans ces pays, notamment en matière d'emploi, de résidence, de soins médicaux et d'éducation. Cette année, le Conseil présidentiel et le Gouvernement des compétences politiques ont reçu le soutien de nos frères du Royaume

d'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis dans divers domaines. Nous ne pouvons pas non plus oublier de saluer les financements, l'aide humanitaire et l'aide au développement que nous avons reçus des États-Unis d'Amérique, de l'Union européenne et du Royaume-Uni, ainsi que d'autres amis fidèles à notre juste cause.

Néanmoins, le déficit de financement continue d'augmenter, ce qui entraîne un risque qu'un plus grand nombre de programmes d'assistance vitaux, notamment l'alimentation et les soins de santé, seront suspendus. Outre la nécessité de répondre rapidement à l'appel des organisations humanitaires, il sera également plus important d'investir dans des projets générateurs de revenus à long terme et de verser tous les fonds par l'intermédiaire de la Banque centrale du Yémen à Aden afin de soutenir la monnaie nationale et de faire baisser les prix des produits de base, pour éloigner le spectre d'une famine imminente.

Les obstacles imposés par les milices terroristes ne doivent pas nous empêcher d'assumer nos responsabilités morales pour éviter le déversement imminent dans la mer Rouge de plus d'un million de barils de pétrole brut contenus dans le réservoir du *FSO SAFER* depuis cinq ans, ce qui pourrait entraîner une catastrophe environnementale quatre fois plus grave que la marée noire provoquée par l'*Exxon Valdez* dans l'océan Pacifique en 1989. À cette occasion, nous remercions tous les pays et les hommes d'affaires yéménites qui ont contribué au plan de sauvetage du *FSO SAFER*, que les milices terroristes houthistes utilisent comme un moyen de pression et à des fins d'extorsion.

Nous nous joignons à tous les pays pour appeler à garantir la liberté de navigation dans les eaux internationales, à lutter contre l'extrémisme, le terrorisme et la piraterie, et à soutenir les mesures visant à prévenir la prolifération des armes de destruction massive, en particulier le programme nucléaire de l'Iran, ses missiles balistiques et son rôle destructeur dans la région. Nous demandons également à la communauté internationale de condamner l'ingérence flagrante de l'Iran dans la sécurité et la stabilité de notre pays. L'Iran a fait de notre pays une plateforme de menace transfrontalière. Nous appelons la communauté internationale à imposer à l'Iran des sanctions en vertu des résolutions de la légitimité internationale relatives au dossier yéménite. Dans ce contexte, nous appelons les États Membres à respecter le régime de désarmement, à faire face à l'influence déstabilisatrice de l'Iran dans la région et à l'empêcher de fournir à ses milices des technologies militaires,

telles que des missiles balistiques et des drones, qui sont utilisés pour perpétrer des actes de terrorisme contre des civils dans notre pays et dans les pays de la région, notamment en posant des millions de mines terrestres et marines interdites au niveau international et en prenant pour cible les voies de navigation, en violation flagrante du droit international.

La République du Yémen réaffirme sa position ferme concernant la question palestinienne et la nécessité d'avancer sur la voie de la paix vers une solution juste et globale à cette question sur la base des résolutions de la légitimité internationale et de l'Initiative de paix arabe, de manière à garantir au peuple palestinien le droit de créer un État indépendant.

Dans son préambule, la Déclaration universelle des droits de l'homme affirme que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde. C'est pourquoi nous devons toujours donner la priorité à ces droits dans toutes les tâches de l'Assemblée générale, au nom des dizaines de milliers de nos citoyens qui sont réfugiés, détenus, enlevés, disparus ou emprisonnés, notamment des journalistes, des militants, des artistes, des travailleurs humanitaires et des otages de tous âges. Les Membres n'ont pas besoin de plus de preuves des violations flagrantes commises dans les zones contrôlées par les milices terroristes houthistes, qui sont les pires endroits au monde pour les libertés publiques et les droits de l'homme.

Je voudrais conclure par une histoire. Tout récemment, un Yéménite qui a pu échapper aux milices a déclaré, lorsqu'un médecin au Caire lui a demandé sa date de naissance, qu'il était né il y a deux semaines, c'est-à-dire depuis sa libération de Sanaa, de l'emprise des milices. Cependant, il était extrêmement préoccupé par sa famille et ses amis qu'il avait laissés là-bas. C'est pourquoi nous ne devons pas relâcher nos efforts dans notre mission collective de redonner à des millions de Yéménites la vie, l'espoir et l'avenir que les Membres souhaitent pour leur chère et digne population.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président du Conseil présidentiel de la République du Yémen de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Rashad Mohammed Al-Alimi, Président du Conseil présidentiel de la République du Yémen, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Taneti Maamau, Président, Chef du Gouvernement et Ministre des affaires étrangères et de l'immigration de la République de Kiribati

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président, Chef du Gouvernement et Ministre des affaires étrangères et de l'immigration de la République de Kiribati.

M. Taneti Maamau, Président, Chef du Gouvernement et Ministre des affaires étrangères et de l'immigration de la République de Kiribati, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Taneti Maamau, Président, Chef du Gouvernement et Ministre des affaires étrangères et de l'immigration de la République de Kiribati, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Maamau (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord louer et remercier le Dieu tout-puissant pour son amour éternel, sa paix, sa miséricorde et ses bénédictions sur le monde et sur chacun d'entre nous ici aujourd'hui. En son saint nom, *Kam naba bane ni Mauri*.

Je me joins aux orateurs qui m'ont précédé pour féliciter M. Csaba Kőrösi et le Gouvernement hongrois pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale. Il peut compter sur le plein appui et la coopération de Kiribati alors qu'il tient la barre de l'Assemblée générale pour faire de la soixante-dix-septième session un tournant décisif pour les nombreux défis interconnectés auxquels l'humanité est confrontée.

De même, je félicite et remercie le Président sortant, M. Abdulla Shahid, des Maldives, pour le succès retentissant de la soixante-seizième session, comme en témoigne la réalisation de ses nombreuses nouvelles initiatives. Il a insufflé un sentiment renouvelé de foi et d'espoir dans le pouvoir d'une humanité unie et d'un multilatéralisme plus fort. L'héritage le plus remarquable de son leadership a été l'inclusion des États Membres sous-représentés dans les travaux de l'ONU. Jamais auparavant les petits États insulaires en développement n'avaient été aussi diversement et largement représentés au sein du Bureau de la présidence de l'Assemblée générale.

Je remercie également le Secrétaire général de son leadership remarquable et soutenu, en particulier en ces temps très difficiles et éprouvants. Kiribati salue et approuve pleinement sa reconduction pour un second mandat afin de faire progresser et de mener à bon terme une refonte globale de l'ONU, pour qu'elle puisse s'acquitter de ses obligations envers les peuples qu'elle sert.

Nous nous félicitons également de la restructuration des bureaux multipays, qui vise à rapprocher l'Organisation des Nations Unies et les populations sur le terrain. La création du bureau multipays des Nations Unies pour la région du Pacifique Nord, dont fait partie Kiribati, est une notion symbolique qui rapproche l'Organisation des Nations Unies des populations pour une prestation efficace et adaptée des services des organismes des Nations Unies. Nous espérons voir davantage d'activités de développement tangibles dans cette région éloignée et sous-représentée à l'ONU.

Je tiens également à saluer les grandes contributions et les services que les organismes des Nations Unies ont fournis à mon pays et à mon peuple. En particulier, je voudrais exprimer ma sincère gratitude à la police des Nations Unies pour toute l'assistance et le soutien qui ont permis à la police de Kiribati de participer pour la première fois à des missions de maintien de la paix des Nations Unies, à commencer par la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud.

Il y a 76 ans, en établissant la Charte des Nations Unies, nos pères fondateurs se sont engagés à coopérer pour prévenir les guerres futures et éliminer les causes profondes des guerres et autres conflits violents dans la société. Ils ont convenu de restaurer la piété, la dignité et la valeur de la personne humaine et d'améliorer le niveau de vie de tous, pour n'en citer que quelques-uns. Aujourd'hui, nous faisons le point sur les progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs ainsi que sur les nouveaux engagements, et nous menons une réflexion pour déterminer si nous avons vraiment été à la hauteur de ces valeurs.

Kiribati étant une petite nation insulaire en développement, le multilatéralisme est essentiel à son développement durable. Il offre une variété de possibilités de collaborer sur des questions mondiales qui sont importantes pour le bien-être de nos populations. Avec une zone océanique suffisamment grande pour contenir l'ensemble de l'Europe, notre Vision sur 20 ans de Kiribati et les objectifs de notre politique étrangère portent sur la promotion de la santé et de la richesse des océans. Cela inclut tant les risques liés aux sous-marins

nucléaires qui traversent nos eaux que les effets néfastes des activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée menées dans nos zones de pêche. Le plus important, c'est la santé de notre peuple, en particulier de ceux qui ont été exposés aux explosions nucléaires expérimentales sur l'île Christmas.

Nous sommes reconnaissants du rôle de premier plan joué, avec le Kazakhstan, sur les articles 6 et 7 du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires concernant l'assistance aux victimes et la remise en état de l'environnement des zones contaminées à la suite d'essais nucléaires. Deux des initiatives que nous avons proposées sont maintenant reflétées dans le Plan d'action de Vienne. La première, c'est la création d'un fonds d'affectation spéciale volontaire pour aider les pays, les communautés et les personnes touchés par les essais nucléaires et pour remettre en état l'environnement des zones contaminées. La seconde, c'est la création d'un organe consultatif scientifique chargé de fournir les données scientifiques nécessaires pour résoudre les problèmes sanitaires et environnementaux causés par les essais nucléaires passés. Nous sommes reconnaissants aux pays qui se sont déjà engagés à soutenir ces initiatives et à y contribuer, en particulier ceux qui ne sont pas encore des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Je tiens à être clair sur ce point. L'humanité devrait être libérée maintenant et pour toujours des essais et de l'emploi des armes nucléaires. C'est pourquoi mon gouvernement a décidé d'inviter l'ONU à utiliser l'île de Kiritimati comme centre mondial ou régional sous-mondial pour les recherches antinucléaires et les programmes et activités connexes.

Le choix du thème de la soixante-dix-septième session ne pourrait être plus approprié et opportun. Un nuage d'incertitude et de peur continue de planer sur l'humanité en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) qui sévit depuis deux ans. Les communautés, les familles et les entreprises subissent encore les effets de la pandémie. À cette dévastation s'ajoutent les défis persistants des changements climatiques qui se sont manifestés par l'érosion du littoral, la réduction de l'espace terrestre disponible, et les sécheresses qui ont porté un coup aux moyens de subsistance de nombreuses personnes.

La guerre en Ukraine a ajouté au désespoir et à l'incertitude par la perte inutile de vies, la pénurie de céréales alimentaires, l'augmentation des prix des denrées alimentaires et du carburant, des taux d'intérêt et bien d'autres choses encore. Les conséquences de la

COVID-19, des changements climatiques et de la guerre en Ukraine sont des exemples clairs des défis interdépendants qui doivent être relevés de toute urgence, selon la devise de la soixante-dix-septième session : des solutions axées sur la solidarité, la durabilité et la science. La solidarité souligne la durabilité de la science et de ses avancées. Nous l'avons avec la production record de vaccins qui ont sauvé des millions de vies. En prenant modèle sur le succès du partage de la production de vaccins et des découvertes scientifiques, nous pouvons faire que beaucoup plus de personnes reçoivent des vaccins et des médicaments qui sauvent des vies. Sur cette note, je voudrais profiter de l'occasion pour remercier tous ceux qui ont aidé le peuple kiribatien de diverses manières en lui fournissant des vaccins, un soutien financier et autres pendant la pandémie de COVID-19.

Les changements climatiques sont un autre domaine dans lequel la science a fait et continue de faire des progrès dans notre compréhension des causes profondes du phénomène et des moyens d'y remédier. Cependant, le manque de solidarité, même à travers le multilatéralisme, reste la pierre d'achoppement de l'action menée pour faire face à l'urgence du changement du climat mondial. Les cibles qui ont été convenues et fixées dans le cadre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, y compris les engagements financiers, restent hors de portée. Ces problèmes et les nombreux autres qui ont causé beaucoup de souffrance humaine au cours des sept dernières décennies ont tous une chose en commun. Ils sont créés par des personnes en position de pouvoir et d'influence. Une grande partie de ce comportement irresponsable, égoïste et sans cœur fait partie de ce que la regrettée Reine Elizabeth II appelait le côté le plus sombre de la nature humaine. Ce côté sombre abrite des mentalités et des attitudes négatives qui cèdent à la cupidité, à la haine et à bien d'autres vices qui engendrent plus de mal que de bien, entraînant des conflits et de la violence dans les sociétés et dans le monde entier.

L'humanité brisée peut être réparée non pas par de merveilleux discours, réunions, résolutions ou instruments internationaux, mais par l'interaction de plus grandes compassion et solidarité. Malheureusement, les mentalités néfastes persistent, et nous-mêmes, en tant que pays éloigné, sommes loin d'en être à l'abri. L'escalade de la concurrence géostratégique dans notre partie du monde signifie que le régionalisme et la solidarité risquent d'être de plus en plus utilisés pour servir des intérêts nationaux spécifiques, plutôt qu'un

collectif de besoins et de points de vue divers travaillant à l'unisson pour notre bénéfice commun. Comme c'est le cas actuellement, tout point de vue différent et toute décision souveraine qui s'en écarte risquent d'être vigoureusement examinés et qualifiés d'antagonistes dans une optique de sécurité plutôt que d'un véritable désir de poursuivre un développement durable pour le pays et sa population.

De même, les efforts entrepris par Kiribati pour se préparer à sortir du statut de pays moins avancé, comme le recommande l'ONU, sont examinés de près. Avec des ressources limitées, nous sommes déterminés à mener à bien notre programme de développement et à assurer la durabilité quand nous changerons de statut en maximisant les avantages de l'Aire protégée des îles Phoenix et de bien d'autres. Notre programme de développement est ancré dans notre culture, nos valeurs et normes traditionnelles, nos pratiques et nos aspirations au profit de notre peuple. Pourtant, il continue d'être opprimé par une pensée néocoloniale qui ne tient pas compte de nos besoins, de nos priorités ou de notre contexte national. Un système de pensée globale subsiste et est imprégné d'héritages de destruction de l'environnement, dont nos peuples ont maintenant hérité, comme dans le cas de l'exploitation minière de l'île de Banaba. Nous devons travailler ensemble pour que les solutions et les actions visant à corriger ces héritages et ces tournants décisifs locaux aillent de pair avec des actions et des solutions pour relever les défis intriqués qui se présentent à nous aujourd'hui.

Wendell Berry a fait remarquer que le « penser grand » n'est souvent qu'un euphémisme pour des angoisses ou des passions abstraites qui ne servent à rien dans les efforts engagés pour sauver des paysages réels. Le multilatéralisme ne devrait jamais être considéré comme seul scénario possible. Nous savons qu'il est préférable que notre travail soit guidé par une planification et une action locales qui se concentrent sur les grands défis communs ramenés à notre échelle.

Nous avons le devoir, en tant que dirigeants investis du pouvoir de décision, de mettre en place des solutions pour la sécurité, la paix et le bien-être de notre peuple, qui passent par l'éducation, la sensibilisation et le financement. Agir ensemble, côte à côte, à l'unisson et solidairement, en prenant des décisions et en agissant sur la base de la réalité et des faits dérivés de la loi naturelle et de la vraie science est un précurseur des solutions transformatrices dont nous avons besoin. Convenons tous de faire de cette soixante-dix-septième

session un tournant décisif ; un moment de renouveau et d'esprit positif ; un moment pour une véritable action de disciple ; et un moment pour un monde prospère, pacifique et sûr pour toutes et tous. Je crois qu'ensemble, à l'unisson et solidairement, en tant que famille humaine et avec la bénédiction de Dieu, nous pouvons y arriver. J'en suis sûr.

Je termine en partageant nos bénédictions traditionnelles : *Te Mauri, Te Raoi ao Te Tabomoa*.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président, Chef du Gouvernement et Ministre des affaires étrangères et de l'immigration de la République de Kiribati de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Taneti Maamau, Président, Chef du Gouvernement et Ministre des affaires étrangères et de l'immigration de la République de Kiribati, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Emmerson Dambudzo Mnangagwa, Président de la République du Zimbabwe

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Zimbabwe.

M. Emmerson Dambudzo Mnangagwa, Président de la République du Zimbabwe, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Emmerson Dambudzo Mnangagwa, Président de la République du Zimbabwe, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Mnangagwa (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur singulier de prononcer cette déclaration devant l'Assemblée. Qu'il me soit permis de féliciter M. Csaba Kőrösi de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session. Il peut être assuré du soutien total du Zimbabwe dans la conduite de nos délibérations au cours de la présente session.

Je rends également un hommage particulier à son prédécesseur, M. Abdulla Shahid, qui a dirigé l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session alors que le monde était aux prises avec une pléthore de défis. Nous le félicitons de l'initiative de bourses de la présidence de l'Assemblée générale, intitulée « Saisir les

occasions de promouvoir l'autonomisation des jeunes » (Fellowship for Harnessing Opportunities for Promoting Empowerment of Youth), qui vise à renforcer l'intérêt, l'engagement et la participation des jeunes aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. Cela contribuera grandement à préserver les intérêts des générations futures, telles qu'incarnées par les jeunes d'aujourd'hui. Leurs voix doivent être entendues par nos gouvernements et au sein de l'Organisation des Nations Unies. Le Zimbabwe a le privilège de figurer parmi les premiers bénéficiaires de cette initiative.

La mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 reste une priorité urgente pour nous tous. Le thème de cette session, « Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis intriqués », souligne l'importance d'intensifier nos actions, en fonction de l'état de notre monde. Le nombre de personnes exposées à l'insécurité alimentaire continue d'augmenter. Entre-temps, les fléaux que sont les conflits et les changements climatiques sont devenus les principaux facteurs de migration et de réfugiés. La menace permanente associée à la « crise des trois C », à savoir la maladie à coronavirus (COVID-19), les conflits et les changements climatiques, nous impose l'énorme responsabilité de relever ces défis interconnectés en renforçant le multilatéralisme et la solidarité. Le terrorisme, la perte de biodiversité, la désertification, la pollution et la cybercriminalité, entre autres défis, renforcent le besoin urgent de mettre en œuvre des solutions inclusives et transformatrices qui ne laissent personne ni aucun lieu de côté.

La soixante-dix-septième session fait suite aux effets débilissants de la pandémie de COVID-19, qui a mis à rude épreuve nos systèmes de santé et révélé les disparités entre pays développés et pays en développement en matière d'accès aux vaccins. L'Afrique est l'un des continents les plus touchés. Les enseignements tirés de la pandémie devraient inspirer l'Assemblée générale et lui permettre d'intensifier d'urgence les moyens de renforcer les capacités multidimensionnelles qui doivent guider notre riposte collective aux futures pandémies et autres défis mondiaux.

Malgré les sanctions économiques illégales imposées au Zimbabwe, ce dernier a réussi à mettre en œuvre sa stratégie de riposte nationale à la COVID-19, en s'appuyant largement sur ses propres ressources internes et ses capacités institutionnelles. L'approche proactive de mon administration a permis au pays d'atteindre des taux de vaccination élevés, s'étendant aux enfants

jusqu'à 12 ans. Parallèlement, l'accent que nous mettons sur la construction, la réhabilitation et la modernisation des établissements de santé dans tout le pays, associé au renforcement des capacités en matière de biotechnologie et de chaîne de valeur pharmaceutique, témoigne de la détermination de mon gouvernement à réaliser la couverture sanitaire universelle.

Sortir beaucoup plus de personnes de la pauvreté et leur offrir une meilleure qualité de vie doit rester au cœur des activités de l'ONU et des programmes et projets de nos pays respectifs. Le Zimbabwe a fait des progrès considérables pour mettre fin à la pauvreté et à la faim. Cela s'est traduit par la mise en œuvre de divers programmes et politiques visant à soutenir et à autonomiser les agriculteurs communaux et les petits exploitants.

Au niveau des ménages, la fourniture d'intrants agricoles, d'équipements et d'un soutien technique aux agriculteurs, en particulier à ceux qui sont vulnérables, a contribué à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages et du pays. Toutefois, en 2022, la sécheresse de mi-saison et les cyclones tropicaux ont malheureusement réduit les performances globales du secteur agricole. Ainsi, l'énigme des changements climatiques restent un défi. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et l'Accord de Paris doivent rester les principales plateformes de négociation de notre riposte collective mondiale aux changements climatiques. Toutes les mesures prises pour atteindre les objectifs et les engagements fixés dans le cadre de l'Accord de Paris doivent être mises en œuvre. En outre, le principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, eu égard aux différentes situations nationales, doit également être reflété.

Le financement de l'action climatique reste insuffisant, ce qui menace sérieusement la possibilité d'une transition efficace et juste vers les énergies renouvelables dans les pays en développement. Nous espérons que, lors de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra en Égypte dans le courant de l'année, les pays développés prendront des mesures plus concrètes en matière de changements climatiques, en ce qui concerne non seulement les objectifs d'atténuation, mais aussi l'adaptation, les pertes et dommages, le financement de l'action climatique, le transfert de technologies et le renforcement des capacités.

Le Zimbabwe déploie des efforts concertés et délibérés pour intégrer l'action climatique dans ses politiques, stratégies et planifications nationales. Il s'agit notamment de renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des personnes les plus vulnérables de notre société. En outre, mon gouvernement met en œuvre un programme ambitieux visant à augmenter le nombre de barrages pour l'irrigation. Ce programme devrait permettre de créer des ceintures vertes dans tout le pays et de réduire la dépendance à l'égard des activités agricoles pluviales, tout en améliorant la productivité et la production axée sur l'exportation.

Notre stratégie globale de transformation des systèmes agricoles et alimentaires vise à accroître la production et la productivité dans l'ensemble du secteur agricole. Cela a été crucial pour parvenir à l'autosuffisance nationale en matière de blé, réalisation sans précédent, ainsi que pour augmenter nos exportations dans le secteur de l'horticulture. La fourniture de services de vulgarisation technique pour une meilleure utilisation des terres et de l'eau a permis l'adoption généralisée d'innovations agricoles intelligentes sur le plan climatique, avec une augmentation évidente des revenus des agriculteurs communautaires et des petits exploitants, ainsi que des femmes et des jeunes dans l'agriculture.

Le Zimbabwe est attaché au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et, à cette fin, a intégré les 17 objectifs de développement durable dans la Stratégie nationale de développement, notre plan de développement économique national. Nous prenons acte de l'appui que nous a apporté l'ONU pour aligner notre stratégie sur les objectifs de développement durable. Des réformes économiques ont été mises en œuvre, entraînant des progrès significatifs dans des secteurs tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière, l'exploitation minière et le tourisme. Notre maxime « Un Zimbabwe ouvert aux entreprises » a favorisé un partenariat solide entre le Gouvernement et le secteur privé, pour un développement inclusif et durable. Des projets massifs de développement des infrastructures, qui comprennent des barrages, des centrales énergétiques et des routes, ont élargi notre patrimoine économique national, ainsi que les facteurs propices à la production et la productivité, tout en améliorant la connectivité et l'intégration régionales.

L'architecture financière mondiale en place a montré qu'elle ne permettait pas de relever les défis auxquels nous sommes confrontés. Le fardeau

croissant et intenable de la dette, le coût prohibitif des emprunts, les flux financiers illicites et l'exploitation des ressources naturelles aux dépens des pays en développement se sont conjugués pour reléguer ces derniers à la périphérie du système financier mondial. Il est donc nécessaire de mettre en place un système financier mondial qui soit juste, plus inclusif et qui réponde aux défis auxquels nous sommes confrontés. De même, l'architecture du commerce international dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce est, pour l'essentiel, restée exclusive et indifférente aux besoins des pays en développement. La Zone de libre-échange continentale africaine devrait donc être une panacée pour l'Afrique en matière de commerce et de relance de la croissance économique et du développement. Cette zone de libre-échange doit être mise en œuvre alors que nous nous efforçons d'améliorer la production et le commerce des biens et des services. La libéralisation des services et le renforcement de la politique de concurrence et des droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'adoption du commerce numérique, doivent également monter en puissance.

L'éducation est un moteur essentiel du développement durable, avec une incidence directe sur l'objectif 4, relatif à une éducation de qualité ; l'objectif 5, sur l'égalité des sexes ; et l'objectif 17, qui concerne les partenariats pour la réalisation des objectifs. Le Zimbabwe a lancé des réformes fondées sur notre modèle d'éducation basée sur le patrimoine 5.0, qui met l'accent sur la science, la technologie, l'innovation et l'industrialisation. Ce sont de fait des outils nécessaires pour faire sensiblement avancer la modernisation et l'industrialisation de nos pays dans le monde en développement. Mon gouvernement fournit également une éducation de qualité, inclusive et accessible grâce au déploiement par étapes d'un système d'enseignement primaire gratuit. Le Sommet sur la transformation de l'éducation, qui se tiendra pendant cette semaine de haut niveau, est un événement opportun et bienvenu qui devrait contribuer à revitaliser le secteur de l'éducation, qui plus est après les perturbations provoquées par la COVID-19.

Mon pays souligne que davantage d'efforts doivent être déployés au niveau mondial pour combler les écarts entre les genres, qui sont souvent aggravés en temps de crise. Nous sommes en train d'ouvrir les horizons de tous les Zimbabwéens, en particulier les femmes et les jeunes, afin qu'ils puissent réaliser leur potentiel individuel et collectif. Des étapes importantes ont ainsi été franchies dans la mise en œuvre de l'objectif 5 sur l'égalité des sexes, ce qui a permis d'accroître

l'autonomisation et les possibilités d'emploi pour les femmes et les jeunes.

La représentation proportionnelle des femmes au Parlement est inscrite dans la Constitution. Sous ma direction, le Zimbabwe a légiféré pour réserver des sièges aux jeunes à l'Assemblée nationale. Pour renforcer encore la démocratie participative et la bonne gouvernance, mon gouvernement a introduit un quota de 30% de femmes dans les collectivités territoriales. C'est d'autant plus important que les femmes sont les premières victimes des médiocres prestations de services au niveau local. La création, dans les ministères, de bureaux de coordination pour les questions liées au genre et aux jeunes a permis de prendre systématiquement en compte les questions relatives aux jeunes, en particulier aux jeunes femmes.

Un développement socioéconomique durable est un impératif indispensable à la jouissance des droits fondamentaux de tout peuple. La politique de dévolution et de décentralisation a permis d'augmenter le soutien budgétaire direct aux collectivités territoriales. Les communautés au niveau des villages, des quartiers et des districts prennent désormais des décisions indépendantes et fixent les priorités de leurs programmes et projets en fonction des besoins les plus pressants à leur niveau. Cela a permis la construction rapide d'écoles, de cliniques, d'infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement, ainsi que d'autres équipements sociaux dans les régions les plus reculées du Zimbabwe.

Dans le même ordre d'idées, mon gouvernement encourage l'industrialisation rurale fondée sur le patrimoine afin de garantir l'amélioration des moyens de subsistance et des revenus de toutes les communautés, sur la base de leurs ressources naturelles spécifiques respectives. Le Zimbabwe se modernise et s'industrialise en s'appuyant sur ses ressources locales et son capital humain. Inspirés par le monument historique, le Grand Zimbabwe, dont notre pays porte le nom, nous construisons notre pays brique par brique, pierre par pierre, avec le soutien de nos amis et partenaires. Alors que mon gouvernement continue de consolider la démocratie, la bonne gouvernance et l'état de droit, nous sommes engagés en faveur d'élections inclusives, pluralistes et pacifiques.

En dépit de nos succès, les effets délétères persistants des sanctions illégales continuent d'entraver et de ralentir nos progrès et la réalisation d'un développement durable et inclusif. Le Zimbabwe est un pays épris de paix. Nous restons redevables à la Communauté

de développement de l'Afrique australe (SADC) et à l'Union africaine, ainsi qu'à d'autres membres progressistes de la communauté des nations pour leur soutien indéfectible et leurs appels à la levée de ces sanctions injustifiées et abusives. Nous demandons une fois de plus qu'elles soient levées immédiatement et sans condition. Nous nous félicitons des conclusions de la Rapporteuse spéciale sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme, qui a effectué une visite dans notre pays en 2021.

Au niveau international, le Zimbabwe a adopté une politique d'engagement et de réengagement. Cette politique repose sur les principes de compréhension et de respect mutuels, de coopération, de partenariat et de valeurs partagées avec les autres membres de la communauté internationale. Nous voulons être l'ami de tous et l'ennemi de personne. Mon pays est très préoccupé par le fait que plus de 20 ans après la Déclaration et le Programme d'action de Durban, les crimes de haine, la xénophobie, la discrimination raciale et l'intolérance ont continué à augmenter à un rythme alarmant, y compris au niveau international. Nous devons donc renouveler notre engagement à combattre ces fléaux sous toutes leurs formes et dans toutes leurs manifestations.

La propagation du terrorisme et l'intensification des anciens conflits sur le continent africain et dans le monde entier sont un revers pour nos efforts visant à faire taire les armes. En Afrique australe, nous restons confrontés à l'insécurité et à l'insurrection terroriste dans le nord de Cabo Delgado au Mozambique et à des conflits dans certaines parties de la région des Grands Lacs. Sur la base de notre philosophie régionale de la SADC selon laquelle une blessure à l'un est une blessure à tous, nous continuons à mettre en commun nos ressources pour lutter contre le terrorisme et les autres menaces à la paix, à la sécurité et à la stabilité dans notre région. Nous appelons l'ONU à apporter l'appui nécessaire à nos efforts pour rétablir la paix dans les zones touchées.

Le Zimbabwe s'engage à jouer son rôle pour instaurer la paix et la sécurité dans le cadre de diverses missions de maintien et de consolidation de la paix de l'ONU, de l'Union africaine et de la SADC. Compte tenu de l'ampleur et la gravité des défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, nous ne pouvons pas les relever en ayant recours aux anciennes structures et aux anciennes méthodes de travail. Nous souscrivons au Consensus d'Ezulwini et à la Déclaration de Syrte,

que nous considérons comme une approche viable de la réforme du Conseil de sécurité.

Pour terminer, le Zimbabwe réaffirme son attachement aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et au multilatéralisme en vue de résoudre les problèmes complexes et croisés auxquels notre monde est confronté. La mise en œuvre du Programme 2030 inclusif reste notre plus grand espoir pour l'avenir que nous voulons tous. Il est en effet plus que jamais nécessaire de renforcer la solidarité, la coopération et les partenariats si nous voulons relever efficacement ces défis et assurer notre survie collective. L'Organisation des Nations Unies doit demeurer le phare et la source d'espoir des citoyens du monde. En tant que dirigeants, nous avons la lourde charge et la responsabilité de faire en sorte que l'ONU réponde aux attentes de tous les peuples du monde.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Zimbabwe de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Emmerson Dambudzo Mnangagwa, Président de la République du Zimbabwe, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Úmaro Sissoco Embaló, Président de la République de Guinée-Bissau

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Guinée-Bissau.

M. Úmaro Sissoco Embaló, Président de la République de Guinée-Bissau, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Úmaro Sissoco Embaló, Président de la République de Guinée-Bissau, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Embaló (*parle en portugais ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Je tiens à féliciter chaleureusement M. Csaba Kőrösi, de la Hongrie, pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session. Je félicite également le Secrétaire général António Guterres pour son engagement en faveur de la paix dans le monde et M. Abdulla Shahid, des Maldives, pour ses réalisations au cours de son mandat.

Les éminents orateurs et oratrices qui se sont succédé à cette tribune ont fait de nombreuses déclarations, ce qui me permet d'éviter des répétitions. Le temps est venu de réfléchir à une solution globale et durable basée sur la solidarité, la durabilité et la science, comme nous y invite le thème de cette session. La solution à bon nombre de nos problèmes réside dans la réflexion commune, dans la solidarité mondiale et dans la poursuite d'actions concertées et collectives. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) nous a tragiquement rappelé que nous sommes à l'ère de la mondialisation, que la vie de tous les êtres humains ont la même valeur, et que l'humanité est une et a un destin commun. Nous devons partager les connaissances scientifiques et garantir un accès équitable aux vaccins.

Au cours des deux dernières années, nous avons réussi à renforcer la stabilité politique dans notre pays, réaffirmer notre rôle sur le continent africain et reprendre notre place dans le concert des nations. Cependant, le contexte international ne favorise pas la pleine mise en œuvre de notre plan de développement, notamment en ce qui concerne la réalisation des objectifs de développement durable. En Afrique, nous ressentons également les conséquences de la guerre en Ukraine, qui a malheureusement un impact important, notamment sur l'énergie et l'agriculture. L'inflation et l'augmentation des prix des céréales et d'autres aliments de base ont considérablement aggravé une situation alimentaire qui était déjà difficile.

La Guinée-Bissau est un pays côtier qui compte beaucoup d'îles. Nous avons déployé beaucoup d'efforts en matière d'atténuation et d'adaptation. Nous espérons que la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques constituera une étape décisive dans la définition et l'adoption de stratégies concrètes visant à réduire au minimum les effets négatifs des changements climatiques.

Qu'il me soit permis, en tant que Président de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement des États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de rappeler que notre sous-région se heurte à de grands problèmes de sécurité et que nous avons besoin de paix pour assurer le développement et le bien-être de notre population, qui est notre première richesse. La stabilité d'une grande partie de notre continent en général, et de l'Afrique de l'Ouest en particulier, est menacée par l'insécurité due au terrorisme, à l'extrémisme violent et à la criminalité

transnationale, qui violent les principes de l'état de droit et de la démocratie. La CEDEAO a créé un cadre politique et juridique et des mécanismes structurels pour prévenir et régler les crises politiques et institutionnelles. Toutefois, les défis restent nombreux et difficiles à surmonter. Nous avons besoin d'aide internationale pour porter un coup d'arrêt au terrorisme en Afrique de l'Ouest et dans tout le Sahel. C'est une menace à la paix et à la sécurité internationales et, pour la combattre efficacement, nous devons mobiliser toute la communauté internationale, et l'ONU en particulier.

J'ai récemment été choisi pour présider l'Alliance des dirigeants africains contre le paludisme. Selon les données de l'Organisation mondiale de la Santé, 96 % des cas de paludisme à l'échelle mondiale et 98 % des décès dus au paludisme se produisent en Afrique. Notre continent n'a pas atteint l'objectif de réduire de 40 % d'ici à 2020 l'incidence du paludisme et la mortalité associée à cette maladie, ce qui aurait constitué une étape fondamentale sur la voie de l'élimination du paludisme sur le continent africain d'ici à 2030. Par conséquent, nous avons plus que jamais besoin d'adopter des mesures appropriées pour protéger tout le monde, partout, des maladies infectieuses. Je profite de l'occasion pour appeler tous les pays, gouvernements, donateurs et partenaires de développement à participer à la reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Ensemble, solidaires, nous pouvons en finir avec le paludisme une fois pour toutes et sauver des millions de vies humaines.

À propos de solidarité entre les États et entre les peuples, nous ne saurions négliger de mentionner Cuba et la nécessité que l'embargo des États-Unis contre notre nation sœur soit levé immédiatement.

Pour finir, je tiens à souligner que la Guinée-Bissau, bien qu'elle soit un petit pays aux moyens limités, n'épargnera aucun effort pour contribuer au maintien de la paix, de la stabilité et de la sécurité sur notre planète. Nous sommes déterminés à continuer de participer activement à la consolidation du multilatéralisme et à la promotion du dialogue et de la coopération entre les nations et entre les peuples du monde.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Guinée-Bissau de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Úmaro Sissoco Embaló, Président de la République de Guinée-Bissau, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Azali Assoumani, Président de l'Union des Comores

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de l'Union des Comores.

M. Azali Assoumani, Président de l'Union des Comores, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Azali Assoumani, Président de l'Union des Comores, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Assoumani : Je voudrais, avant tout propos, adresser mes chaleureuses félicitations à S. E. M. Abdulla Shahid pour l'efficacité avec laquelle il a dirigé les travaux de la soixante-seizième session de l'Assemblée, et à S. E. M. Csaba Kőrösi, qui lui succède, pour sa brillante élection et l'assurer de la solidarité des Comores pour réussir sa mission. J'adresse aussi mes remerciements au Secrétaire général António Guterres pour son investissement soutenu, ainsi que celui de l'ensemble de ses équipes, au service de la paix et du développement.

Cette soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale se tient à un moment particulièrement délicat de la vie de la communauté internationale. D'une année à l'autre, la face du monde change profondément. Il y a trois ans, en effet, nos pays sont entrés dans la plus lourde crise sanitaire de leur histoire, marquée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Cette pandémie, comme on l'a suivi, a mis à genoux tous les pays du monde et démontre que, petits ou grands, nous sommes tous égaux devant le risque épidémiologique qui est aujourd'hui l'un des pires scénarios auxquels doit faire face notre village planétaire. À cet égard, l'Union des Comores tient, une fois encore, à adresser ses remerciements et sa reconnaissance à toutes celles et à tous ceux qui ont travaillé d'arrache-pied pour fournir, en quelques mois, des solutions efficaces permettant de redonner espoir au monde et de sortir progressivement de cette crise, qui a sérieusement ébranlé les économies mondiales.

Comme si tout cela ne suffisait pas, une autre crise, causée par l'invasion de l'Ukraine, est venue montrer à nouveau, et de façon dramatique, la fragilité du système multilatéral qui nous réunit pourtant aujourd'hui. Nous voyons renchérir, au fil des jours, le prix du blé et des autres produits alimentaires, à des niveaux jamais atteints, ce qui met en péril la sécurité alimentaire, en multipliant les risques de pénurie et de famine. C'est pourquoi mon pays condamne avec la plus grande fermeté cette invasion, un acte d'un autre temps, et exhorte la communauté internationale à convaincre la Russie et l'Ukraine de reprendre, dans les meilleurs délais, le chemin du dialogue et du respect mutuel, seuls éléments capables d'ouvrir la voie à la cessation des hostilités. Je voudrais, au reste, saluer les accords conclus à Istanbul en juillet dernier, sous les auspices du Président Erdoğan de la Türkiye et du Secrétaire général António Guterres, visant à permettre l'exportation de millions de tonnes de céréales bloquées dans les ports ukrainiens. Ces accords, qui méritent d'être consolidés, sont la preuve que le dialogue peut et doit toujours prévaloir pour éviter au monde de plonger dans le chaos et la misère.

Outre les préoccupations liées aux conflits, aux crises sanitaire et alimentaire actuelles, la communauté des nations doit poursuivre sa quête de solutions idoines aux problèmes politiques et territoriaux liés à la souveraineté des États et à la dignité des nations. C'est dans ce sens que je réaffirme ici, au nom de ma délégation, l'impérieuse nécessité de trouver une solution rapide, juste et équitable à l'injustice flagrante que subit la Palestine. Nous devons trouver, en effet, une solution qui consacre le droit du peuple palestinien de disposer d'un État souverain, avec Jérusalem-Est pour capitale, vivant en harmonie et en parfaite sécurité avec l'État d'Israël, car, comme dit l'adage comorien, « on choisit les amis, mais on ne choisit pas les voisins ».

S'agissant de la question du Sahara marocain, je tiens à réitérer ici, l'appui sans faille, de l'Union des Comores au principe de la marocanité du Sahara. L'initiative marocaine d'autonomie de cette région, dans le cadre de la souveraineté du royaume chérifien, constitue à nos yeux, la meilleure base pour parvenir à une solution rapide, pragmatique et durable à ce conflit régional qui n'a que trop duré. Ainsi, mon gouvernement encourage fortement le dialogue entre nos deux pays frères, que sont le Maroc et l'Algérie, et salue toutes les initiatives susceptibles de contribuer à assurer la paix dans cette région, en particulier la relance

du processus politique, sur la base des résolutions du Conseil de sécurité.

Dans le même chapitre relatif à la souveraineté des États, l'Union des Comores renouvelle sa position sur la nécessité pour la République populaire de Chine de recouvrer son intégrité sur la province chinoise de Taiwan. Dans ce contexte, et compte tenu des menaces qui pèsent aujourd'hui sur la paix, que chacun perçoit et appréhende, mon gouvernement invite toutes les parties prenantes aux différents conflits, à faire preuve de retenue et d'esprit de responsabilité.

S'agissant de la situation hautement préoccupante du Sahel, nous savons, par expérience, combien il est dangereux de laisser naître des foyers de tension qui deviennent ensuite des terreaux fertiles à l'expansion du terrorisme international. Mon gouvernement est d'autant plus attentif à cette question que nous avons vu monter en puissance, en Afrique australe, le phénomène barbare des Chabab, qui constitue une menace, au sol et en mer, pour l'ensemble du continent. Je réaffirme ici, comme je l'ai fait l'année dernière devant l'Assemblée (voir A/76/PV.10), que ces groupes qui menacent la paix dans le monde ne sont pas des musulmans. Ce sont tout simplement des terroristes qui n'ont rien à voir avec l'islam, une religion de paix, de tolérance et de vivre ensemble.

Toutefois, nous sommes conscients, que derrière ces phénomènes terroristes contemporains, que nous devons combattre énergiquement, se cachent aussi beaucoup de frustrations au sein d'une jeunesse sans repères et en mal d'avenir. À cet égard, j'en appelle aux grandes puissances de ce monde, en rappelant que si leur appui est capital pour contribuer au développement économique et social des États les plus menacés, celui-ci devrait être conçu de façon à répondre aussi aux aspirations des peuples bénéficiaires. Je suis convaincu que pour consolider la paix, la sécurité et la stabilité dans le monde, rien ne vaut la prévention, car c'est le seul moyen de parvenir à régler, en amont, par le dialogue et la diplomatie, les questions complexes qui menacent la paix dans le monde.

Je ne peux parler de conflits sans évoquer le différend territorial qui oppose mon pays à la France sur l'île comorienne de Mayotte. Mon gouvernement, comme tous ceux qui l'ont précédé, tient à rappeler de manière solennelle devant l'Assemblée, et conformément au droit international, le caractère comorien de cette île, soustraite à la souveraineté comorienne, lors du processus de décolonisation de notre pays. La gestion

de ce dossier douloureux, qui dure depuis plus d'une quarantaine d'années, voit, fort heureusement, s'ouvrir des perspectives nouvelles avec l'esprit de dialogue qui s'est créé entre les parties comorienne et française.

Les principes et les valeurs de l'ONU sont aujourd'hui rassemblés autour des objectifs de développement durable dont chaque pays a fait sa priorité. Il convient de rappeler que les changements climatiques constituent un des maillons importants de ces objectifs de développement durable. Or, des régions entières sont appelées tout simplement à disparaître, alors que d'autres sont soumises, au quotidien, à l'intensification des phénomènes climatiques, tels que les inondations, les sécheresses intenses, les incendies, l'érosion du littoral ou l'acidification des océans. Si ces catastrophes n'épargnent aucun pays, ni aucune région, il convient de souligner que le cas des États insulaires en développement, comme les Comores, est encore plus préoccupant, et mérite une plus grande attention de la part des dirigeants que nous sommes. Je saisis d'ailleurs cette occasion pour renouveler nos condoléances, ainsi que notre soutien et notre sympathie aux autorités et au peuple pakistanais, et, à travers eux, aux familles endeuillées et aux sinistrés, suite aux fortes inondations qui ont affecté ce pays frère.

Nos États, dans leur ensemble, sont également confrontés à d'autres phénomènes dangereux, tels que la piraterie, la pollution, la pêche illicite, le pillage des ressources en mer, le trafic d'êtres humains et le trafic de drogue, qui nécessitent notre plus haute attention. Mon gouvernement s'associe à toutes les initiatives régionales et mondiales pour mener un combat sans merci contre ces actes barbares qui sont une des menaces majeures pour la sécurité des biens et des personnes. C'est pour cette raison que j'ai toujours accordé une grande importance à la dimension sécuritaire dans notre action géostratégique, notamment dans la zone du canal du Mozambique et de la région du sud-ouest de l'océan Indien.

Mon pays, l'Union des Comores, vient de fêter ses 47 années d'indépendance. Bien que les deux premières décennies qui ont suivi cette liberté retrouvée aient été émaillées de troubles, d'agitations et d'instabilité politiques, cela fait plus de 20 ans maintenant que le pays a renoué avec la paix et la stabilité. Il s'avère alors nécessaire de tout mettre en œuvre pour consolider et pérenniser cette stabilité politique retrouvée, car elle constitue un réel gage de développement socioéconomique du pays. Notre salut réside, en effet, en une

société apaisée, soudée et de plus en plus inclusive de toutes les structures qui la composent.

C'est ainsi que dans la perspective d'une meilleure cohésion nationale et à mi-mandat, nous avons tenu, en février dernier, un dialogue politique national visant à rassembler davantage les Comoriennes et les Comoriens autour d'objectifs essentiels, à savoir la paix, la sécurité et l'unité nationale, en vue d'un développement socioéconomique durable. L'Assemblée comprendra pourquoi je tiens à remercier tous les partenaires qui ont bien voulu apporter leur soutien à ce dialogue. Je reste convaincu que toutes les forces vives de la nation, qui ont pris part à ce rendez-vous important, œuvreront dans le sens de la consolidation des acquis de ces 20 dernières années en matière de droits humains et d'alternance démocratique, et ainsi avancer dans le développement du pays.

S'agissant des droits de l'homme, qu'il me soit permis de souligner que mon pays collabore étroitement avec les instances régionales et internationales qui en ont la charge, et a passé avec succès le mécanisme quadriennal de l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, en 2019. Les réformes essentielles, constitutionnelles et législatives menées corroborent en effet la volonté de mon pays de faire des droits de l'homme une priorité nationale.

Sur le plan social, comme partout ailleurs, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a occupé les esprits et obligé les pays à accorder la priorité à sa gestion. L'Union des Comores en a connu deux vagues, dont la seconde s'est avérée plus virulente, avec de nombreuses victimes. Néanmoins, la situation a été maîtrisée dans le pays, grâce aux mesures anticipées et aux dispositions prises par les autorités dans ce sens, soutenues en cela par tous nos partenaires bilatéraux et multilatéraux, les communautés et la société civile que nous tenons ici à remercier, à nouveau. Il faut dire que même si l'Union des Comores, Dieu merci, est aujourd'hui classée dans la catégorie « vert », la vigilance est à observer, surtout étant un pays insulaire, afin d'éviter une nouvelle propagation de cette maladie. Par conséquent, le Gouvernement comorien déploie des efforts considérables pour accompagner la population au quotidien, notamment en ces temps de crise alimentaire mondiale, résultant de la pandémie de COVID-19 et aggravée par la crise russo-ukrainienne.

Je salue l'action de tous les partenaires de développement des Comores, et leur renouvelle mes remerciements. Avec le système des Nations Unies,

le nouveau plan-cadre pour le développement durable qui vient d'être signé, pour les cinq ans à venir, intègre parfaitement les priorités retenues par le Plan Comores émergentes, cadre de référence par excellence du développement de notre pays. Tous ces efforts conjugués du Gouvernement et des partenaires bilatéraux et multilatéraux doivent converger vers un objectif majeur, celui de l'émergence de notre pays d'ici 2030. À ce titre, nous comptons organiser au pays, au début du mois de décembre prochain, un séminaire de suivi de la Conférence des partenaires pour le développement qui s'est tenue en France en 2019 afin de mobiliser les promesses faites pour accompagner ce défi de l'émergence d'ici 2030. Je voudrais ainsi, du haut de cette tribune, lancer un appel amical et fraternel à tous nos partenaires pour que nous trouvions ensemble les voies et moyens d'évoluer vers la concrétisation de nos engagements pris à Paris, visant à financer les divers projets retenus dans ce programme.

Au niveau régional, j'accorde une importance toute particulière à la coopération de proximité qui existe entre les Comores et les pays avec lesquels nous partageons un destin commun dans la zone de l'océan Indien. L'Union des Comores participe d'autre part aux efforts régionaux visant à assurer la sécurité dans la zone est-africaine et apporte, dans ce contexte, son soutien à la République sœur du Mozambique dans sa lutte contre le terrorisme, un fléau qui n'épargne aucun pays. La solidarité régionale et internationale doit ainsi prévaloir pour mener un combat sans merci contre ce fléau et assurer notre sécurité à tous.

M. Chimbindi (Zimbabwe), Vice-Président, assume la présidence.

Notre présence chaque année ici, à l'ONU, est la preuve irréfutable de l'intérêt que nous accordons au multilatéralisme et de notre conviction concernant le rôle majeur de l'Organisation pour davantage humaniser le monde. Elle traduit cette année une détermination commune, encore plus forte et inébranlable, à agir pour le bien de nos peuples respectifs.

Pour conclure, je voudrais insister sur la nécessité pour la communauté internationale de continuer à être unie et solidaire, car c'est ensemble et dans un cadre organisé que nous trouverons les solutions appropriées aux grands défis de notre temps, pour plus de paix et de progrès et pour le meilleur de nous tous et des générations à venir.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de l'Union des Comores de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Azali Assoumani, Président de l'Union des Comores, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. George Manneh Weah, Président de la République du Libéria

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Libéria.

M. George Manneh Weah, Président de la République du Libéria, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. George Manneh Weah, Président de la République du Libéria, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Weah (*parle en anglais*) : C'est un honneur de prendre la parole à l'occasion de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale au nom du Gouvernement et du peuple libériens. Je tiens à féliciter S. E. M. Csaba Kőrösi de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session et à l'assurer du plein appui du Libéria. Je voudrais également rendre hommage à son prédécesseur, S. E. M. Abdulla Shahid, pour sa direction remarquable des travaux de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session. Je tiens en outre à adresser mes sincères remerciements au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, et lui dire toute mon appréciation pour son leadership remarquable et visionnaire.

Cette année, l'Assemblée se réunit dans un contexte difficile alors que le monde, qui se remet à peine du fléau de la maladie à coronavirus (COVID-19), reste confronté aux problèmes de la guerre en Ukraine, des changements climatiques et de leurs effets dévastateurs sur notre environnement. Alors même que le peuple ukrainien subit l'impact brutal de cette incursion militaire injustifiée, le reste du monde est obligé de faire face aux lourdes conséquences du ralentissement économique provoqué par la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales, l'insécurité alimentaire et la hausse des prix des biens et des services de base.

Le thème de cette session de l'Assemblée, « Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis intriqués », est à la fois approprié et significatif. Non seulement il nous rappelle l'état actuel de notre monde, mais il nous offre la possibilité de nous pencher sur les multiples défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Il s'agit notamment des conséquences sanitaires et socioéconomiques de la pandémie de COVID-19, des effets dévastateurs des changements climatiques, des préoccupations environnementales, de la réduction de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et des inégalités de genre. Les problèmes auxquels le monde se heurte aujourd'hui nécessitent une action collective mondiale et immédiate, et l'ONU doit être au cœur des efforts visant à trouver des solutions. Ce faisant, nous devons accorder une attention particulière aux besoins des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, conformément au Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2022-2031.

En collaboration avec le système des Nations Unies, le Libéria s'engage ici à protéger notre planète, à promouvoir la paix, à prévenir les conflits, à garantir des financements durables et à renforcer les partenariats. Cet engagement est illustré dans le Programme pour la prospérité et le développement en faveur des pauvres, qui traduit notre détermination commune à réaliser la paix, la prospérité et le développement national et à lutter contre l'extrême pauvreté, les inégalités, les disparités régionales, les déficits d'infrastructures et les changements climatiques et pour une répartition équitable de nos richesses nationales.

Étant donné que la population libérienne est composée de plus de 60 % de jeunes, mon gouvernement a lancé un programme de réinsertion et d'autonomisation des jeunes, le projet d'autonomisation socioéconomique des jeunes défavorisés, entre 2019 et 2021, puis une campagne nationale visant à collecter 13 millions de dollars pour financer la réinsertion et l'autonomisation des jeunes à risque au Libéria. Nous demeurons fermement convaincus que lorsqu'on leur en donne les moyens, nos jeunes peuvent être une force positive au service du bien.

En tant que féministe en chef du Libéria, j'ai veillé à ce que l'autonomisation des femmes et la promotion de l'égalité des genres restent des priorités de mon gouvernement. Non seulement les femmes représentent près de la moitié de notre population, elles jouent également des rôles importants à tous les niveaux de notre société,

et elles doivent se voir accorder, sur un pied d'égalité, l'attention, le soutien et la place qu'elles méritent à des postes de direction et de gouvernance. À cette fin, nous avons élaboré un cadre juridique, notamment en ratifiant les instruments régionaux et internationaux visant à remédier aux inégalités de genre, qui sont la conséquence de perceptions socioculturelles, de pratiques et de stéréotypes qui prônent la dominance masculine et la subordination des femmes.

Je tiens à informer l'Assemblée que mon gouvernement, avec l'appui des partenaires de l'ONU, met en œuvre l'Initiative Spotlight de l'Union européenne pour mettre fin à la violence et aux pratiques traditionnelles néfastes subies par les femmes et les filles et promouvoir leurs droits en matière de santé sexuelle et procréative. En outre, le Gouvernement libérien met actuellement en œuvre un projet de 50 millions de dollars, financé par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), pour renforcer les capacités des femmes chefs d'entreprise.

Je tiens à exprimer notre sincère gratitude à nos partenaires locaux et internationaux, tant multilatéraux que bilatéraux, pour leur appui continu à nos efforts nationaux de lutte contre la pandémie. Grâce à cet appui, le Libéria est en bonne voie pour atteindre l'immunité collective, en espérant que nous y parviendrons d'ici la fin de l'année, puisque 67 % de la population est déjà entièrement vaccinée.

Mon gouvernement continue à prendre des mesures en élaborant de nouveaux cadres politiques et en procédant à des interventions stratégiques pour faire face aux effets des changements climatiques et protéger l'environnement. Le Libéria est déterminé à atteindre, d'ici à 2030, l'objectif d'une réduction de 64 % des émissions de carbone par rapport au statu quo. Nous pensons que la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra en Égypte, sera l'occasion d'accélérer les travaux en vue d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur les changements climatiques et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Le développement durable n'est possible que dans un environnement pacifique et sûr. Dans le cadre de notre engagement en faveur du maintien de la paix et de la sécurité régionales et mondiales, nous sommes fiers d'être un pays fournisseur de contingents : des soldats libériens et d'autres membres de nos services de sécurité sont déployés dans la Mission multidimensionnelle

intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei. Nous remercions l'ONU et nos partenaires bilatéraux et multilatéraux pour l'appui qu'ils continuent de nous accorder afin de faciliter notre contribution à la paix et à la sécurité mondiales et régionales.

J'ai le plaisir d'annoncer que la dernière évaluation du Fonds monétaire international concernant son programme en cours avec le Libéria est très positive. Elle indique que les taux d'inflation ont été considérablement réduits. Les perspectives de croissance économique sont désormais meilleures que les années précédentes, malgré les effets négatifs de la COVID-19. Nos efforts pour mettre en place de nouvelles mesures politiques afin de lutter contre la fraude sont particulièrement salués dans le rapport eux aussi, de même que notre adhésion à une gestion budgétaire prudente.

Par ailleurs, la démocratie au Libéria ne cesse de se consolider. Après de nombreuses années de troubles civils, notre pays est en train de devenir un bastion de la paix et un sanctuaire pour la démocratie. C'est le résultat des mesures que nous avons prises au cours des dernières années pour mettre en place et consolider les institutions démocratiques, telles que la presse et le système judiciaire libérien. Nous avons préparé une nouvelle législation qui autonomise les médias, tout en abrogeant les lois qui avaient tendance à entraver la liberté d'expression. Je suis fier de pouvoir déclarer que, depuis le début de mon mandat, il n'y a aucun prisonnier politique au Libéria.

Lors des conférences régionales de l'Union du fleuve Mano et de la CEDEAO, qui ont été convoquées pour discuter des mesures visant à rétablir la démocratie dans quelques points chauds de notre région d'Afrique occidentale, le Libéria a constamment plaidé en faveur d'un respect strict de la limitation constitutionnelle du nombre de mandats successifs, et d'un retour à un régime civil démocratique en cas de prise de pouvoir par l'armée. Mon pays devrait organiser des élections présidentielle et législatives en octobre 2023. Ces scrutins seront capitaux pour la consolidation de notre démocratie. À cet égard, je souligne l'engagement inébranlable de mon gouvernement à veiller à ce que l'environnement favorable à la tenue d'élections pacifiques, libres, régulières, transparentes et ouvertes soit toujours en place. En effet, je me suis engagé à veiller à ce que la volonté démocratique du peuple libérien soit respectée à tout moment.

Dans la perspective des élections de 2023, il incombe à tous les candidats potentiels d'éviter l'incitation à la violence et tout autre comportement susceptible de priver le peuple libérien de l'espace de paix dont il a besoin pour exercer librement son droit de vote et exprimer sa volonté politique en choisissant ses dirigeants. Nous devons laisser le peuple décider, puis nous devons respecter sa décision. C'est là la véritable essence de la démocratie.

Si nous voulons promouvoir le bien commun de l'humanité, la mise en œuvre du Programme 2030 et la réalisation des objectifs de développement durable, il faut donner la primauté à la coopération internationale et réserver au principe de solidarité la place qui lui revient de droit. Nous disposons du cadre nécessaire pour trouver les solutions transformatrices que nous recherchons. Le monde nous regarde. Nos populations nous regardent. Nous devons maintenant saisir cette occasion, relever les défis et nous efforcer collectivement de sortir les plus démunis de la pauvreté, de la faim, de la maladie et de l'affliction, et assurer le progrès, le développement et la prospérité pour tous. Dans le même temps, nous devons protéger notre planète et garantir et maintenir la paix, la sécurité et la stabilité mondiales.

Nous devons poursuivre les efforts visant à rendre l'ONU plus efficiente, plus efficace, plus inclusive, plus responsable et plus adaptée à son objectif.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Libéria de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. George Manneh Weah, Président de la République du Libéria, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Hassan Sheikh Mohamud, Président de la République fédérale de Somalie

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République fédérale de Somalie.

M. Hassan Sheikh Mohamud, Président de la République fédérale de Somalie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Hassan Sheikh Mohamud, Président de la

République fédérale de Somalie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Mohamud (*parle en anglais*) : C'est un grand honneur et un privilège de prendre la parole devant l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session aujourd'hui, ici à New York.

En cette période particulièrement difficile de l'histoire de l'humanité, je me félicite du thème important de cette session, qui nous invite tous à trouver ensemble des solutions transformatrices aux divers défis intriqués auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Il ne fait aucun doute que nous, en tant que communauté de nations, sommes en ce moment collectivement confrontés à la situation socio-économique et environnementale la plus difficile que nous ayons connue dans l'histoire moderne. En fait, je peux malheureusement affirmer que la situation est catastrophique, et que c'est peut-être notre survie qui est en jeu.

Par conséquent, si nous ne trouvons pas d'urgence des solutions transformatrices et applicables à ces défis intriqués de notre époque, cette occasion éphémère que nous avons d'agir ensemble risque de nous échapper, au détriment de tous nos citoyens et du monde. Il ne fait aucun doute que nos actions d'aujourd'hui détermineront notre destin et celui des générations à venir. Nous avons une lourde responsabilité et l'échec n'est pas une option.

La plupart des pays du monde se relèvent encore des effets sanitaires et socioéconomiques dévastateurs de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). La pandémie a eu des conséquences sans précédent sur la vie quotidienne de tous les citoyens du monde. Elle a changé nos modes de vie pour toujours et a clairement montré à quel point le monde n'est pas préparé à de tels chocs et bouleversements.

En outre, la pandémie de COVID-19 a douloureusement mis en évidence les disparités qui existent dans le monde en termes de développement et sa capacité à faire face à une crise aussi grave, comme cela a été illustré par la distribution des vaccins du sommet vers la base. Les pays les plus riches ont pu investir plus rapidement dans la distribution de vaccins qui sauvent des vies au profit de leurs citoyens, tandis que les pays en développement comme la Somalie ont dû attendre les vaccins qui étaient disponibles et qu'ils pouvaient se permettre d'acquérir ou ceux qui leur ont été offerts par leurs partenaires internationaux.

Alors que les inégalités en matière d'accès aux vaccins sont symboliques du fossé qui sépare le monde

développé et le monde en développement, nous avons compris, en tant que communauté de nations, que nous pouvons et devons nous unir pour surmonter même les plus grands défis si nous disposons d'un système mondial solide de coopération, de collaboration et d'action. À cet égard, le Gouvernement fédéral somalien remercie tous les professionnels de la santé dévoués qui sont en première ligne de la lutte contre la COVID-19, ainsi que les partenaires bilatéraux et multilatéraux qui ont appuyé nos efforts nationaux pour vacciner notre population et assurer la protection de ses moyens de subsistance pendant cette difficile crise causée par la COVID-19.

Aujourd'hui, nous devons faire en sorte que les inégalités en matière d'accès au vaccin contre la COVID-19 dans le monde ne se reproduisent pas avec la crise de sécurité alimentaire qui se profile à l'horizon. Il y a de moins en moins de sécurité dans notre monde en raison des conflits récurrents, de la montée du terrorisme international et des effets destructeurs des changements climatiques. Je ne peux pas classer ces trois défis intriqués par ordre d'importance, car ils sont tout aussi dangereux et directement nuisibles à tous les progrès que nous accomplissons, où que ce soit dans le monde, pour atteindre les objectifs vitaux de développement durable d'ici à 2030.

En fait, ces crises complexes et interconnectées sont les moteurs des crises humanitaires internationales sans précédent dont nous sommes témoins aujourd'hui, de l'insécurité alimentaire, de l'urbanisation rapide et des lourdes conséquences de la crise des moyens de subsistance au niveau international, qui fait basculer la majorité de la population mondiale dans la pauvreté. En effet, nous traversons une période extrêmement difficile de l'histoire de l'humanité, où les citoyens attendent de leurs gouvernements respectifs et du système multilatéral international qu'ils prennent des mesures de politique générale efficaces, ancrées dans des solutions transformatrices et durables. En conséquence, en tant que communauté de nations, nous devons être plus optimistes et renforcer notre coopération au lieu de nous replier dans un isolement nationaliste, qui ne peut et ne saurait être dans l'intérêt des citoyens du monde en cette nouvelle ère d'interconnectivité et d'interdépendance.

En Somalie, nous travaillons sans relâche pour faire la transition à une nouvelle ère de stabilité, de progrès et de prospérité après plus de 20 ans de conflits dévastateurs, de sécheresse, de famine et de stagnation du développement. Cependant, malgré nos efforts

soutenus, notre pays et sa population résiliente sont confrontés à certaines des crises les plus complexes et les plus interconnectées au monde. Je pense notamment à la sécheresse régionale actuelle, qui fait peser une menace directe sur la vie et les moyens de subsistance des communautés les plus vulnérables en Somalie. En fait, notre gouvernement a fait appel au monde des affaires, à la diaspora et à ses partenaires internationaux pour qu'ils nous aident afin de tout mettre en œuvre pour éviter la famine qui nous menace. Nous exhortons tous nos partenaires à répondre à notre appel et à travailler avec nous pour apporter immédiatement un appui et une aide aux communautés les plus touchées.

À long terme, nous devons tous œuvrer de concert pour atténuer l'accélération de la crise climatique dangereuse et coûteuse en respectant l'engagement que nous avons pris d'investir dans les mesures d'adaptation aux changements climatiques et de les financer de manière adéquate dans les régions les plus touchées et les plus vulnérables du monde, y compris l'Afrique subsaharienne. Il faut investir principalement dans la gestion durable des ressources en eau, la protection de la biodiversité pour renforcer la sécurité alimentaire, l'agriculture intelligente face aux changements climatiques et les infrastructures résilientes et accroître les investissements dans les énergies renouvelables.

En Somalie, pour la première fois, nous avons créé récemment un ministère de l'environnement et des changements climatiques chargé de diriger le processus urgent visant à remédier aux effets dévastateurs de la détérioration de notre environnement national et régional. Chaque année, mon pays est frappé à la fois par les inondations et les sécheresses, en raison des changements climatiques et de la mauvaise qualité des infrastructures. C'est notre peuple, qui a une longue tradition de cohabitation harmonieuse avec la nature et qui contribue à peine aux émissions toxiques qui réchauffent la Terre, qui paie de sa vie aujourd'hui.

Nous prenons donc au sérieux la question de la protection de notre environnement car nous savons que les changements climatiques sont réels. Nous faisons actuellement l'expérience de leur réalité douloureuse et destructrice. Nous savons également que la Somalie et le reste du monde ne peuvent pas se développer durablement si nous ne faisons pas face ensemble, rapidement et efficacement, à la crise climatique mondiale, car tout notre mode de vie et les principaux secteurs productifs créateurs d'emplois de notre économie, notamment

l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'économie bleue au sens large, dépendent du climat.

De jour en jour, il y a moins de sécurité dans notre monde à cause des terroristes. Le terrorisme demeure un problème persistant et complexe qui contribue à toutes les autres crises et les exacerbe, notamment l'insécurité alimentaire, le déplacement des populations et les changements climatiques. Les terroristes n'ont pas de religion ni de valeurs humaines. Il s'agit de criminels violents qui cherchent simplement à terroriser des personnes innocentes. Nous devons continuer à leur tenir tête collectivement, de toutes nos forces et avec tous nos efforts. Nulle part dans le monde, aucune organisation terroriste n'a pu vaincre un gouvernement et un peuple unis, et encore moins gouverner de manière juste, comme certains l'affirment à tort.

L'enseignement le plus important que nous avons tiré de la longue guerre moderne menée contre les terroristes internationaux et le terrorisme est que ni l'un ni l'autre ne peuvent être contenus ou affaiblis. Ils doivent être vaincus de manière globale, partout où ils existent. En Somalie, nous luttons activement contre le groupe terroriste appelé les Chabab, qui est affilié à Al-Qaïda, et contre Daech, séparément. Tous deux déforment de manière criminelle la religion et les valeurs islamiques, belles et pacifiques, pour déstabiliser la région et, ce faisant, terroriser le peuple somalien et leurs frères et sœurs dans les pays voisins et dans le monde entier.

Ces dernières semaines, les actions violentes, insensées et non provoquées menées par les Chabab contre des civils innocents en Somalie ont mis en évidence le besoin urgent d'une riposte nationale et internationale commune pour vaincre cette organisation, de manière permanente, afin de faire progresser la sécurité régionale et mondiale. Au plus fort de la crise humanitaire, les Chabab, qui se réclament faussement de l'islam, ont fait sauter des puits et des zones de captage d'eau dont on avait désespérément besoin, interdit le transport de nourriture et tué des personnes innocentes, qui luttèrent déjà pour vivre en raison des répercussions de la grave sécheresse sévissant actuellement dans notre pays. Voilà le véritable visage et les intentions criminelles et méprisables des terroristes et du terrorisme.

De leur part, le Gouvernement fédéral somalien et les États membres de la fédération, avec l'appui direct de notre peuple courageux et résilient, réagissent en défiant et en vainquant les groupes terroristes restants dans les principales localités. Le peuple somalien a

commencé à se mobiliser de sa propre initiative pour répondre à l'appel de son gouvernement à se libérer et à libérer son pays du fléau du terrorisme. Pas plus tard que le mois dernier, d'autres villes et villages ont été repris grâce à nos opérations militaires offensives, avec l'appui des communautés locales. Nous sommes désormais convaincus qu'avec un soutien public accru, notre gouvernement éliminera le terrorisme de la Somalie, car le peuple somalien a enfin compris que les actions répressives des Chabab ne prendront fin que si nous agissons tous pour y mettre un terme. En un mot, le peuple somalien croit désormais que les Chabab peuvent être et seront vaincus, et c'est là une véritable source d'énergie et d'inspiration pour nous, en tant que Gouvernement engagé dans la lutte contre le terrorisme international.

Au niveau politique, le Gouvernement somalien continuera à travailler avec tous ses partenaires, y compris la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie, dans la lutte contre le terrorisme mondial. Nous sommes pleinement déterminés à faire le gros du travail pour assurer notre avenir. Toutefois, pour porter le coup fatal à la violence et à l'insécurité, nous devons dépasser l'idée de contenir et d'affaiblir les Chabab ou toute autre organisation terroriste, où que ce soit dans le monde.

Nous savons que ces politiques ne sont plus aussi efficaces qu'on le pensait à ce stade avancé de la lutte contre la menace terroriste mondiale qui ne cesse d'évoluer. Au contraire, nous devons concentrer tous nos efforts conjoints sur la nouvelle stratégie du Gouvernement, qui consiste à mener une action militaire, idéologique et financière contre le terrorisme et les terroristes afin d'assurer leur défaite complète, une fois pour toutes et rapidement. En outre, le Gouvernement somalien est sincèrement déterminé à travailler avec tous ses partenaires pour former, équiper et appuyer efficacement ses forces armées, en vue d'avancer résolument vers la réalisation de ses objectifs. C'est la seule solution durable à long terme pour la stabilité et le progrès de notre pays, de la région et du monde en général. Le Gouvernement somalien travaille dans un environnement complexe qui comprend une multitude de défis, tels que les effets des changements climatiques et la pauvreté.

Sans un financement national et international prévisible et engagé, il ne sera pas possible de trouver des solutions transformatrices aux défis interconnectés auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. En Somalie, nous nous employons à affermir notre capacité

économique par le biais d'un programme de réforme économique et financière rigoureux qui renforcera l'économie somalienne, améliorera la gestion des finances publiques et accélérera la mobilisation des ressources nationales dont le pays a besoin afin de garantir une solution plus durable et plus rapide à la crise.

Nous sommes très reconnaissants aux organisations financières internationales, telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, qui nous appuient dans la mise en œuvre de véritables réformes économiques et financières. Toutefois, compte tenu de la situation économique fragile de la Somalie en tant qu'État sortant d'un conflit qui est en cours de relèvement, le financement des priorités mondiales en matière de développement doit être étayé par un engagement international commun visant à soutenir des pays comme le nôtre en leur accordant davantage de prêts à des conditions favorables, en renforçant leurs capacités et en investissant dans tous les domaines susceptibles d'augmenter la résilience face aux multiples crises actuelles, notamment les changements climatiques, l'insécurité et la fourniture d'une protection sociale aux plus vulnérables de nos sociétés.

Nous devons également faciliter et promouvoir l'investissement et la participation du secteur privé pour relever ces défis et passer de ce que l'on appelle aujourd'hui simplement la responsabilité sociale des entreprises à une prospérité sociale commune, dans laquelle nous apportons tous notre juste part. Notre gouvernement doit faciliter et améliorer davantage l'environnement porteur nécessaire à cet investissement privé.

Pour terminer, il est impossible d'échapper au cercle vicieux des crises mondiales complexes et interconnectées, qui interpellent nos citoyens et le monde entier. Plus inquiétant encore, ces crises sont devenues répétitives et, sans de solides partenariats bilatéraux et multilatéraux avec la société civile et le secteur privé, aucune nation ni région géographique du monde ne pourra y faire face efficacement à elle seule.

En l'absence d'une action commune urgente et efficace menée dès aujourd'hui, le rêve d'atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030 ne sera qu'un rêve, un rêve lointain. Pour sa part, le Gouvernement somalien est engagé et déterminé à vaincre le terrorisme international aux côtés de tous ses partenaires internationaux, à lutter contre l'extrême pauvreté, à sensibiliser la population à l'environnement, à atténuer les conséquences les plus graves des

changements climatiques et à reconstruire une société et une économie inclusives, résilientes et centrées sur les personnes grâce à son programme de réforme socio-économique qui porte déjà ses fruits. C'est la base des solutions transformatrices qui nous aideront à relever les défis interconnectés auxquels nos pays sont confrontés aujourd'hui et qui ouvriront la voie au progrès et à la prospérité futurs.

L'enseignement le plus important que nous avons tiré de la gestion des crises multiples, complexes et interconnectées en Somalie est que nous ne devons pas toujours être à la traîne, mais qu'il faut se préparer aux pires urgences et y faire face. Alors que nous disposons de nombreux systèmes d'alerte rapide nationaux et internationaux, il est préférable et plus prudent de planifier à l'avance et de se concentrer sur le renforcement de la résilience en trouvant et en finançant des solutions pérennes qui contribuent au développement durable des personnes les plus vulnérables dans le monde. Selon un dicton somalien, un doigt ne peut pas laver tout le visage. Si nous, en tant que communauté de nations, travaillons ensemble, sincèrement et de manière concertée, aucun problème, quelle que soit son ampleur, ne nous sera insurmontable.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République fédérale de Somalie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Hassan Sheikh Mohamud, Président de la République fédérale de Somalie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Evariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Burundi.

M. Evariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Evariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Ndayishimiye : Nous rendons d'abord grâce à Dieu le Tout-Puissant, le

Tout-Miséricordieux, pour nous avoir permis de participer à ces assises ici, dans cette belle ville de New York, dans de très bonnes conditions.

À l'entame de mes propos, qu'il me soit permis d'exprimer à juste titre mes sincères remerciements à l'endroit du Gouvernement et du peuple des États-Unis d'Amérique, plus particulièrement de New York, pour l'accueil et l'hospitalité légendaires réservés à moi-même et à la délégation qui m'accompagne. Je voudrais également exprimer mes vives et chaleureuses félicitations à S. E. M. Csaba Kőrösi pour sa brillante élection à la présidence de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le Burundi, à travers ma voix, assure le Président de son plein soutien et entière coopération tout au long de son mandat au service de l'humanité. Il me plaît par la même occasion d'exprimer ma profonde gratitude à son prédécesseur, M. Abdulla Shahid, pour le travail remarquable abattu dans des conditions extrêmement difficiles marquées par la crise actuelle consécutive à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les crises sécuritaires dans plusieurs régions du monde. C'est dans ce même cadre que je rends un hommage mérité au Secrétaire général de l'Organisation, M. António Guterres, qui n'a ménagé aucun effort pour accomplir convenablement sa mission dans cette dure conjoncture marquée par divers crises et paradoxes.

Un adage burundais, que je traduis directement ici, dit : « Dans un climat de paix, la serpette peut servir de tondeuse », pour dire que là où il y a la paix, tout est possible. Le monde d'aujourd'hui devrait s'en inspirer. Malheureusement aujourd'hui, le monde est devenu une immense tour où nous assistons, nos yeux pleins de larmes, à des actes macabres dans certaines nations du monde, à cause des guerres, des massacres horribles, des flux de réfugiés, ainsi que de l'insécurité alimentaire et de la déstabilisation des systèmes économiques mondiaux. Les pays du monde sont en train aujourd'hui de subir les soubresauts de la situation en Ukraine. En Afrique, le terrorisme et l'extrémisme violent frappent encore dans la région du Sahel, dans la Corne de l'Afrique et en Afrique centrale, avec une tendance à s'étendre vers la région sud de l'Afrique. Il en est de même dans les autres parties du monde, car, a-t-on remarqué, le terrorisme n'a pas de frontières et les changements climatiques, qui causent des famines, n'ont pas de limites. Mais ensemble, avec la volonté politique, nous pouvons vaincre ces fléaux, je suis confiant.

Je suis confiant, car mon pays le Burundi connaît trop bien cette situation, suite aux crises politiques répétitives que nous avons traversées, qui ont détruit non seulement des vies humaines, mais aussi l'environnement. Aujourd'hui, nous nous sommes rétablis et le pays marche bien dans la voie vers son développement socio-économique. Le Burundi essaie de suivre cette ligne, profitant des dividendes de la paix, de la sécurité, de la stabilité et de la cohésion sociale retrouvées grâce aux Burundais eux-mêmes, mais également à la contribution de la communauté internationale. Nous souhaitons donc que l'esprit de paix, de fraternité et de justice soit le souci de tous, pour que tous les peuples du monde jouissent pleinement de leurs droits de bien vivre dans la dignité. Sur le plan humanitaire, le Burundi a accueilli sur son sol, avec chaleur et dignité, des milliers de réfugiés en provenance de la République démocratique du Congo, toutes ethnies confondues.

La paix est un sujet qui nous tient à cœur ; son absence pèse lourdement sur la vie de nos peuples. C'est dans cet esprit que nous ne nous permettrons à aucun instant de nous dérober, chaque fois qu'il s'agira d'exécuter des décisions sécuritaires issues de cette majestueuse et importante organisation internationale qu'est l'Organisation des Nations Unies. C'est dans ce souci que le Burundi ne cesse de se battre bec et ongles pour contribuer au retour de la paix dans les pays où elle est troublée, dans le cadre de l'ONU, de l'Union africaine ou de la région. En témoigne notre intervention en Somalie et en République centrafricaine. Dans le même souci, le Burundi s'est engagé à contribuer au retour de la paix en République démocratique du Congo dans le cadre de l'initiative de la Communauté d'Afrique de l'Est. Je profite de cette occasion pour demander à la communauté internationale d'appuyer le processus de Nairobi pour secourir le peuple congolais en détresse.

Toujours dans le cadre de la paix et de la sécurité, la participation à cette session me suggère de solliciter très humblement l'implication de l'ONU pour traquer les groupes terroristes qui commencent à s'infiltrer dans notre sous-région, sans oublier ceux qui sévissent déjà dans d'autres coins du monde. La Communauté d'Afrique de l'Est, dont le Burundi assure la présidence, vient d'accueillir un nouveau membre, la République démocratique du Congo, et, avec les autres chefs d'État des pays membres, nous nous sommes donné comme objectif de stabiliser toute la Communauté pour permettre aux populations de nos pays de se concentrer enfin sur les projets de développement socioéconomique.

C'est pour cette raison que le Gouvernement burundais est en train de développer les infrastructures de transport, telles que la voie routière, la voie ferrée et la voie aérienne, ainsi que le transport lacustre, afin de réussir l'approche multimodale et interconnectée aux niveaux national et sous-régional qui s'impose à mon pays de manière incontournable. Le Burundi, avec la République démocratique du Congo et la République-Unie de Tanzanie, travaille étroitement pour réaliser le projet ambitieux de chemin de fer Uvinza-Musongati-Gitega-Bujumbura-Uvira-Kindu, devant relier les trois pays et les deux océans Atlantique et Indien. Ce méga-projet permettra non seulement de booster les économies des trois pays, mais également de faciliter la circulation des biens et des personnes dans la sous-région.

Nous souhaitons que les États Membres de l'ONU se lèvent comme un seul homme pour protéger et promouvoir tous les droits humains dont doit jouir l'humanité sans distinction aucune. Nous apprécions ce qui se fait déjà aujourd'hui, mais il reste encore à faire pour que l'homme jouisse pleinement de tous les droits que lui confère la nature humaine.

C'est pour cela que je profite de cette occasion pour remercier vivement la communauté internationale pour les efforts qu'elle a fournis pour rétablir la paix et la stabilité dans mon pays. Dans ce cadre, il me convient de porter à la connaissance de l'Assemblée qu'une justice équitable pour tous est aujourd'hui une réalité, et que les droits de l'homme, dont le droit à la liberté d'expression et à la liberté de la presse, sont respectés sur toute l'étendue du territoire burundais.

Mais malheureusement, certains fonctionnaires portant le flambeau de certaines institutions de l'Organisation découragent ce développement positif par la politisation de la démocratie et de la lutte contre l'impunité. Dans certains pays, y compris le mien, quand la démocratie telle qu'elle est définie s'enracine, certains fonctionnaires de l'ONU la dénaturent en la qualifiant de non crédible et/ou de non inclusive pour nous maintenir dans des tensions inutiles. Quand nous nous battons au quotidien contre l'impunité, certains fonctionnaires de l'ONU cherchent encore à disqualifier nos actions. Il est alors grand temps que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme soit au diapason avec l'ensemble des États Membres pour avoir une lecture commune de la direction des politiques de nos pays, au lieu de vouloir téléguider leurs actions à travers des commissions et des bureaux de rapporteurs spéciaux inattendus. Le moment est venu que l'ONU reconnaisse

les avancées réalisées par mon pays depuis 17 ans et comprenne que le statut de « pays fragile » ne s'applique plus au Burundi.

L'homme est au cœur de l'économie, depuis la famille jusqu'au niveau mondial. Nous devons donc contribuer au développement du capital humain en dotant nos populations des outils appropriés, des expériences et des savoirs adaptés aux exigences de la vie d'aujourd'hui. Nous devons trouver des solutions pour contrecarrer les menaces à notre économie, à notre santé, à notre système éducatif, à notre cohabitation pacifique, bref, à notre façon de vivre dans nos États et entre les États du monde.

Nous savons que l'Organisation des Nations Unies a le souci de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations du monde par l'accès à des revenus familiaux suffisants pour assurer un niveau de vie décent. L'éducation constitue un élément clef pour y parvenir. Parlant effectivement de l'éducation, je ne saurais être plus explicite que Nelson Mandela, quand il a dit : « L'éducation est l'arme la plus puissante pour changer le monde ». Plusieurs années après cette célèbre citation, cette piste de solution pour opérer un changement positif au sein de nos communautés reste toujours d'actualité. L'éducation permet aux jeunes d'avoir des aspirations et des ambitions pour l'avenir et constitue un outil efficace de lutte contre la violence et le terrorisme.

C'est ainsi que dans mon pays, nous sommes en train d'initier des réformes et de repenser la politique du système éducatif afin de rendre notre jeunesse plus professionnelle que serviteur de la fonction publique. Nous constatons avec joie que dans mon pays, la gratuité de l'éducation a sensiblement augmenté l'engouement pour l'école, tant chez les filles que chez les garçons, et que les abandons scolaires au niveau de l'enseignement de base, souvent liés à l'insuffisance alimentaire, à l'éloignement des écoles et au manque de moyens de payer les frais scolaires, ont sensiblement diminué. Afin de transformer les jeunes en agents de la paix et du développement inclusif au Burundi, nous avons mis en place un programme ambitieux d'autonomisation économique et d'emploi des jeunes, qui a pour mission de réduire le taux de chômage par la création d'emplois pour les jeunes à travers l'entrepreneuriat. Pour accompagner ce programme, nous avons mis à la disposition de la jeunesse la Banque d'investissement pour les jeunes et le Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement en vue de lui faciliter l'accès aux crédits.

Il en est de même pour les femmes qui, d'ailleurs, représentent un pourcentage élevé des jeunes burundais. Nous avons créé la Banque d'investissement et de développement pour les femmes, et continuons les réformes visant à améliorer la santé et l'éducation féminines. L'Office de la Première Dame du Burundi a ouvert un hôpital pour traiter les fistules obstétricales chez les femmes et, avec les partenaires de développement du Burundi, il continue d'innover pour améliorer considérablement la vie de la Burundaise.

L'urgence se trouve en même temps dans la gestion des effets dévastateurs de la pandémie de COVID-19. Je lance à cet effet un vibrant appel à l'ensemble des partenaires de développement du continent africain à prendre des mesures courageuses destinées à accompagner les économies des États africains qui sont très durement affectées par les effets des différentes crises actuelles. Ayant conscience qu'aucun pays au monde n'a été créé pour être assisté éternellement, cet accompagnement devrait se faire à travers des partenariats stratégiques mutuellement avantageux, axés, entre autres, sur les investissements, la promotion des échanges commerciaux et le transfert de technologies.

Pour réussir le développement du capital humain et rendre la population dynamique et productive, le Gouvernement est en train de doter chaque commune au moins d'un hôpital et de centres de santé pour prévenir et soigner les maladies, les épidémies et les pandémies. Nous nous félicitons d'avoir pu lutter efficacement contre la pandémie de COVID-19, mais la lutte continue. J'informe aussi le Conseil que la gratuité des soins de santé est assurée pour les enfants de moins de 5 ans et pour les femmes enceintes qui accouchent dans les hôpitaux et centres de santé publics, ce qui a réduit sensiblement la mortalité infantile.

Dans ce cadre, le combat engagé pour le développement économique de mon pays passe d'abord par le développement du secteur agricole. C'est à cette fin que mon gouvernement a proclamé 2022 « Année de l'agriculture au Burundi », sous le thème général « L'agriculture, source de l'économie nationale ». Notre programme en matière de développement agricole passe avant tout par le changement des mentalités et des pratiques actuelles. Nous incitons la population à viser plus loin en ne se contentant pas de produire pour consommer localement, mais aussi, et surtout, pour l'exportation ; à unir ses forces pour travailler ensemble en coopératives agricoles ; et à viser le remplacement

progressif de la houe par des outils modernes et les technologies agricoles.

Dans le cadre de l'environnement, le Burundi ne reste pas les bras croisés, surtout que nous connaissons des cas de sécheresse dans certaines régions, des crues des rivières et des lacs, des inondations et des glissements de terrain, qui emportent parfois des vies humaines, des maisons et des plantations, entraînant ainsi l'insuffisance alimentaire. Face à cela, le Burundi se joint à la décision du monde en réalisant des travaux de protection, de conservation et de gestion de l'environnement à travers des activités diverses sur tout le territoire national. Tout cela s'accompagne par l'apprentissage de la résilience contre les changements climatiques, par non seulement la pratique de l'irrigation collinaire, mais aussi par des actions de protection du sol en traçant les courbes de niveau et en reboisant tous les terrains, dans le cadre du projet initié par le Gouvernement, baptisé « Ewe Burundi urambaye » (« Le Burundi couvert »). Dans mon pays, chaque jeudi est consacré à cette fin sur tout le territoire national.

Nous devons aussi veiller à développer progressivement les infrastructures d'appui à la production, en particulier l'énergie et le transport, pour mieux assurer la croissance des autres secteurs porteurs de croissance et d'emplois. Le Gouvernement burundais a entrepris un vaste chantier de développement du secteur énergétique, par la mobilisation des ressources à travers les cofinancements et les investissements du secteur privé. Il s'agit de mettre en valeur les potentiels hydroélectriques, solaires, de la tourbe, des ressources géothermiques et des déchets municipaux. Les deux secteurs que je viens de mettre en exergue apportent également un appui crucial à l'exploitation des potentialités du secteur minier. Nous voulons ici développer un partenariat technique et financier mutuellement avantageux et équilibré dans le domaine de la prospection, de l'exploitation et de la transformation des produits miniers et géologiques, dont les études réalisées révèlent un sous-sol très riche et encore vierge.

Pour que la paix et le développement soient une réalité, il faut que la bonne gouvernance et la bonne gestion des finances publiques soient mises en avant. Cela permet non seulement de combattre les frustrations au sein des citoyens, qui sont d'ailleurs à l'origine des conflits sociaux, mais cela permet aussi de bien planifier l'économie nationale. Nous voudrions informer l'Assemblée générale que les mécanismes nationaux de lutte contre la corruption et les activités connexes sont

très renforcés et que les actes de corruption sont efficacement combattus et les citoyens en sont satisfaits. Pour l'activité économique, le Burundi est sur la bonne voie en mettant à profit ses ressources minières, les voies de transport routier, maritime et ferroviaire bientôt, pour les opérateurs économiques. Nous voudrions aussi informer les investisseurs que le littoral du lac Tanganyika est en train d'être aménagé pour développer le tourisme, et que d'autres nouveaux sites touristiques sont en train d'être aménagés à l'intérieur du pays.

Avant de terminer mon propos, je voudrais encore une fois réaffirmer la détermination de mon pays à continuer à entretenir de bonnes relations diplomatiques et de coopération mutuellement avantageuse, gagnant-gagnant, avec tous les États et toutes les organisations internationales afin de faire face aux défis fondamentaux qui nous menacent tous. Nous nous réjouissons de la reprise de bonnes relations politiques, diplomatiques et économiques, qui avaient été gelées avec certains États et organisations internationales. Notre souhait ardent est d'entretenir avec les pays et les organisations internationales de bonnes relations fortes, qui contribuent à un avenir radieux du Burundi et de tous les pays du monde.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Burundi de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Evariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution du général de corps d'armée Abdel-Fattah Al-Burhan Abdelrahman Al-Burhan, Président du Conseil souverain de transition de la République du Soudan

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président du Conseil souverain de transition de la République du Soudan.

Le général de corps d'armée Abdel-Fattah Al-Burhan Abdelrahman Al-Burhan, Président du Conseil souverain de transition de la République du Soudan, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à

S. E. le général de corps d'armée Abdel-Fattah Al-Burhan Abdelrahman Al-Burhan, Président du Conseil souverain de transition de la République du Soudan, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Al-Burhan (*parle en arabe*) : C'est pour moi un grand plaisir d'adresser mes sincères félicitations à M. Csaba Kőrösi pour son élection à la présidence de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale, et de lui souhaiter plein succès. Nous saluons également les efforts déployés par son prédécesseur, M. Abdulla Shahid, Président de l'Assemblée à sa soixante-seizième session. Nous attachons une grande importance au thème de cette session de l'Assemblée et appelons à davantage de solidarité internationale, à une action multilatérale conjointe et à l'activation de mécanismes de coopération pour trouver des solutions durables aux défis mondiaux et réduire leurs répercussions négatives sur les populations, en particulier dans les pays sortant d'un conflit et les pays moins développés.

J'ai le plaisir de donner un aperçu de l'évolution de la situation politique au Soudan et de réaffirmer notre engagement à œuvrer à l'instauration de la paix et au renforcement de mécanismes permettant de garantir une transition pacifique afin de garantir pleinement la démocratie, grâce à l'organisation d'élections régulières et transparentes d'ici à la fin de la période de transition, en vue d'établir un régime civil qui représente tous les citoyens soudanais. Pour faciliter le dialogue et la concertation pour tous, nous avons annoncé dans un communiqué publié par les forces armées que l'armée, en tant qu'institution, allait se retirer de ce dialogue et ne participerait pas au Gouvernement. Nous avons pris cette décision pour permettre aux forces politiques et révolutionnaires qui croient en la transformation démocratique et aux objectifs de la grande révolution populaire de décembre de former un gouvernement civil sous l'égide de dirigeants ayant compétence nationale. Tous les partis, à l'exception du Parti national, participeront à ce gouvernement afin de remplir toutes les conditions de la période de transition. À cet égard, nous réaffirmons notre engagement à coopérer avec la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS), conformément aux principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, au mandat de la MINUATS énoncé dans la résolution 2559 (2020) du Conseil de sécurité et à la liste des exigences adressées par le Soudan à l'ONU. Nous réaffirmons également notre engagement à poursuivre notre coopération avec la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei.

Nous accueillons favorablement les nombreuses initiatives visant à parvenir à la réconciliation nationale au Soudan, en particulier les initiatives nationales qui ont fait l'objet de consultations intenses auxquelles ont participé différentes parties prenantes civiles, notamment les partis politiques, les jeunes et les forces révolutionnaires, les organisations de la société civile et les signataires de l'Accord de paix de Djouba. Nous espérons qu'elles déboucheront sur un large consensus qui facilitera, à terme, le processus de transition démocratique grâce à la tenue d'élections libres et transparentes. Afin de parvenir à la réconciliation nationale, nous avons apporté tout l'appui nécessaire au mécanisme tripartite dirigé par la MINUATS, l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Malgré cet appui, ce mécanisme a gaspillé beaucoup de temps et n'a pas atteint ses objectifs, ce qui a compliqué le dialogue sur la réconciliation nationale.

Les efforts que nous avons déployés depuis la révolution de décembre ont abouti à la signature de l'Accord de paix de Djouba, qui a permis d'atténuer le conflit au Darfour et d'améliorer la sécurité et la stabilité dans la région. À cet égard, nous appelons nos frères Abdelaziz Hérou et Abdel Wahid Mohamed Nour à nous rejoindre sur cette voie vers la paix et à œuvrer avec les autres acteurs pour construire le Soudan de demain.

Suite à l'instauration de la paix et à la réalisation de la réconciliation dans la région du Darfour, le taux de retour volontaire des personnes déplacées a augmenté et le premier groupe des forces conjointes a été mis en place pour protéger les civils. À cet égard, nous exhortons la communauté internationale à nous aider à promouvoir les efforts de paix conformément à l'Accord de paix de Djouba.

Le Président assume la présidence.

Malgré les problèmes bien connus auxquels notre pays est confronté au niveau national, le Soudan joue un rôle positif et constructif dans la défense de la paix et la réalisation de la stabilité et du développement dans notre région, notamment grâce à son action efficace à l'appui de la mise en œuvre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud. Nous coopérons également avec nos frères en Somalie. En outre, en coordination avec l'Union africaine, le Soudan a joué un rôle dans la conclusion d'un accord de paix en République centrafricaine, pays frère, et a participé activement aux réunions visant à promouvoir la paix, la sécurité et la coopération en République démocratique du Congo. Par ailleurs, nous

avons été à la tête des efforts visant à promouvoir le développement et la coopération entre les pays de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique de l'Est pendant notre présidence du sommet de l'IGAD. Nous poursuivons également nos activités conjointes de surveillance des frontières avec notre voisin, le Tchad, pays frère, et nous nous attachons à assurer la coordination et le suivi avec les parties prenantes concernées en vue d'aider notre voisin, la Libye, à instaurer la sécurité. Le Soudan a également déployé des efforts importants pour lutter contre le terrorisme, la traite des êtres humains, la criminalité transnationale et la criminalité organisée, et coopère avec tous les pays et organisations concernés à cet égard. Nous appuyons fermement tous les peuples dans l'exercice de leurs droits légitimes, conformément au droit international.

Le Soudan travaille sans relâche à la réalisation des objectifs de développement durable, car il croit profondément en la valeur du document final du Programme de développement durable à l'horizon 2030. À cet égard, le Gouvernement de transition a adopté un document stratégique sur la réduction de la pauvreté pour la période allant de 2021 à 2023 et présenté son deuxième rapport national volontaire en juillet 2021. Il va sans dire que dans le cadre de ces efforts continus, nous avons encore besoin de l'aide de nos frères, de nos amis et de nos partenaires de développement internationaux pour appuyer notre pays. Nous réaffirmons notre plein engagement à mettre en œuvre le Programme 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba afin que notre processus de redressement soit plus souple et durable. Cependant, la dette extérieure est un véritable obstacle qui entrave la capacité de mon pays de promouvoir le développement socioéconomique par la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Comme nous le savons tous, le Soudan est admissible à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, et j'appelle donc la communauté internationale et tous les pays frères et amis à honorer les engagements qu'ils ont pris aux réunions connexes de Paris et de Berlin en 2020 et 2021, étant donné que nous avons promulgué toutes les lois requises pour permettre à notre pays de bénéficier d'un allègement de la dette.

La crise provoquée par les prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie exige un renforcement de la coopération internationale. Dans ce contexte, nous réaffirmons que le Soudan répond aux conditions requises pour recevoir une aide en matière de sécurité alimentaire aux niveaux régional et international. Du haut de cette tribune, je demande à l'ONU et à ses institutions

spécialisées, ainsi qu'aux organisations régionales et aux pays frères et amis, d'appuyer les efforts déployés par le Soudan pour lui permettre d'atteindre cet objectif à travers le transfert de technologies agricoles, le renforcement des capacités et le soutien aux centres de recherche agricole.

Depuis des décennies, le Soudan accueille des millions de réfugiés frères venus de tout le continent et leur ouvre ses portes. Nous avons partagé avec eux nos ressources limitées et leur avons assuré une protection malgré la situation économique difficile que nous connaissons tous. Étant donné que cette situation est exacerbée par les effets des changements climatiques, de la sécheresse, des inondations et de l'insuffisance de l'aide humanitaire, nous demandons instamment un engagement collectif à fournir une assistance, sous la direction des organismes des Nations Unies concernés, des pays donateurs, des frères et amis, afin d'appuyer les communautés qui accueillent les réfugiés.

Dans le domaine du désarmement, la question de la prolifération des armes légères et de petit calibre est une priorité pour le Soudan. À l'instar de nombreux pays en développement, le Soudan souffre des effets de ce dangereux phénomène, qui a si souvent des conséquences économiques et sociales et qui s'est propagé parmi les tribus et les groupes de population, rendant la tâche de collecte de ces armes extrêmement difficile. Notre pays est particulièrement conscient de ce phénomène dangereux et de l'importance de l'éliminer grâce à la coopération régionale et internationale.

M. Erdan (Israël), Vice-Président, assume la présidence.

En ce qui concerne la question de la réforme du Conseil de sécurité, nous l'abordons dans le contexte de la Position commune africaine. La position du Soudan à l'égard des négociations intergouvernementales informelles sur la réforme est fondée sur la nécessité de souligner l'importance et la centralité de cette réforme, qui doit être globale. Elle doit notamment porter sur l'ensemble des méthodes de travail du Conseil, afin de remédier aux effets négatifs des pratiques actuelles, qui se manifestent par le fait que les textes sont souvent rédigés de manière unilatérale et que les rédacteurs individuels exercent un contrôle sur les pays inscrits à l'ordre du jour du Conseil.

Pour terminer, je voudrais exprimer mes remerciements et ma reconnaissance à tous les pays frères qui ont soutenu le Soudan dans les moments les plus

difficiles. Nous demandons instamment à l'ONU et à la communauté internationale, ainsi qu'à nos amis et frères, de continuer à faire preuve d'une solidarité encore plus grande avec notre pays dans cette étape de son développement.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président du Conseil souverain de transition de la République du Soudan de l'allocution qu'il vient de prononcer.

Le général de corps d'armée Abdel-Fattah Al-Burhan Abdelrahman Al-Burhan, Président du Conseil souverain de transition de la République du Soudan, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Point 8 de l'ordre du jour (*suite*)

Débat général

Allocution de M. Yair Lapid, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'État d'Israël

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'État d'Israël.

M. Yair Lapid, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'État d'Israël, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Yair Lapid, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'État d'Israël, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Lapid (Israël) (*parle en anglais*) : En novembre 1947, l'Assemblée générale s'est réunie et a décidé de la création d'un État juif. À l'époque, seuls quelques centaines de milliers de Juifs vivaient en Israël, dans un environnement hostile, choqués et dévastés par la Shoah, au cours de laquelle 6 millions des nôtres ont été assassinés. Soixante-quinze ans plus tard, Israël est une démocratie libérale forte, fière et prospère. C'est la « nation start-up » qui a inventé l'application Waze et le système Dôme d'acier, des médicaments contre la maladie d'Alzheimer et la maladie de Parkinson et un robot capable d'effectuer une chirurgie de la colonne vertébrale. C'est aussi un leader mondial dans le domaine des technologies de l'eau et de l'alimentation, de la cyberdéfense et des énergies renouvelables, avec 13 lauréats

du prix Nobel de littérature, de chimie, d'économie et de paix.

Comment cela est-il arrivé ? C'est arrivé parce que nous avons décidé de ne pas être une victime. Nous avons choisi de ne pas nous attarder sur la douleur du passé, et de nous concentrer plutôt sur l'espoir de l'avenir. Nous avons choisi d'investir nos énergies dans la construction d'une nation, et d'une société heureuse, optimiste et créative. Nous n'avons pas seulement atteint la terre promise, nous construisons la terre promise. L'histoire est déterminée par les individus. Nous devons comprendre et respecter l'histoire et en tirer les leçons, mais nous devons également être désireux et capables de la changer, de choisir l'avenir plutôt que le passé, la paix plutôt que la guerre, le partenariat plutôt que la réclusion et l'isolement.

Il y a quelques mois, nous avons organisé le sommet du Néguev, événement historique. Nous étions assis pour dîner, non loin de la tombe de David Ben Gourion, le père fondateur de l'État d'Israël. Nous étions six, le Secrétaire d'État des États-Unis et les Ministres des affaires étrangères de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de Bahreïn, du Maroc et d'Israël, à un dîner que personne n'aurait cru possible il y a seulement deux ans. Puis la porte s'est ouverte, et quelqu'un est entré et a dit : « Je suis désolé de vous déranger, mais il y a eu une attaque terroriste non loin de Tel-Aviv. Deux Israéliens ont été assassinés. » En un instant, nous avons tous compris que l'objectif de l'attaque était de réduire ce sommet à néant, de créer de la colère entre nous, de nous amener à nous disputer, et de diviser ce nouveau partenariat.

J'ai dit aux ministres des affaires étrangères : « Nous devons condamner cette attaque terroriste, dès maintenant, ensemble. Nous devons montrer au monde que la terreur ne triomphera pas. » La pièce est devenue silencieuse. Puis l'un des ministres arabes des affaires étrangères a déclaré : « Nous sommes toujours opposés à la terreur, c'est pourquoi nous sommes ici. » Cinq minutes plus tard, nous avons publié une déclaration commune à tous les six, condamnant l'attaque et sanctifiant la vie, la coopération et notre conviction qu'il existe une autre voie. Le sommet s'est poursuivi, des accords ont été signés et des groupes de travail ont été formés pour traiter des questions de technologie, de sécurité alimentaire, d'énergie, d'eau, d'éducation et d'infrastructure. Ces groupes de travail sont en train de changer en ce moment même le visage du Moyen-Orient.

Les peuples du Moyen-Orient, et du monde entier, devraient regarder autour d'eux et se demander : qui s'en sort le mieux ? Ceux qui ont choisi la voie de la paix ou ceux qui ont choisi la voie de la guerre ? Ceux qui ont choisi d'investir dans leur peuple et leur pays ou ceux qui ont choisi d'investir dans la destruction des autres ? Ceux qui croient en l'éducation, la tolérance et la technologie ou ceux qui croient au fanatisme et à la violence ?

Chaque fois que je rencontre quelqu'un qui critique Israël, j'ai toujours la même réponse : venez nous rendre visite, venez rencontrer le véritable Israël. Vous tomberez amoureux d'un pays qui allie une innovation médusante à un sens profond de l'histoire. Un pays où l'on trouve des personnes formidables, de la nourriture excellente et une attitude exceptionnelle. Il s'agit d'une démocratie dynamique et d'un pays dans lequel les juifs, les musulmans et les chrétiens vivent ensemble en toute égalité citoyenne. Le Gouvernement que je dirige comprend des ministres arabes. Un parti arabe est membre de notre coalition. Des juges arabes siègent à notre cour suprême et des médecins arabes sauvent des vies dans nos hôpitaux. Les Arabes israéliens ne sont pas nos ennemis, ils sont nos partenaires dans la vie. Il faut venir nous rendre visite, pour découvrir qu'Israël est une incroyable mosaïque culturelle, depuis les montagnes blanches et enneigées du Golan jusqu'au sable blanc du désert du Néguev, depuis Tel-Aviv, capitale de la haute technologie et fête permanente sur la Méditerranée, jusqu'à Jérusalem, notre capitale éternelle, ville sainte pour trois religions, dont les magnifiques rues voient chaque jour le passé rencontrer l'avenir.

Il y a cependant deux menaces majeures qui pèsent sur notre merveilleux pays. Ces menaces pèsent également sur les membres de l'Assemblée, même s'ils tentent de le nier. La première est la menace nucléaire : la crainte que des États et des organisations terroristes ne mettent la main sur des armes nucléaires. La deuxième menace est la disparition de la vérité. Nos démocraties sont lentement empoisonnées par les mensonges et les informations fallacieuses. Des personnalités politiques irresponsables, des États totalitaires et des organisations radicales sapent notre perception de la réalité.

Nous sommes bien placés pour le savoir. Aucun pays au monde n'est plus confronté à ce phénomène qu'Israël. Aucun pays n'a fait l'objet d'autant d'attaques mensongères, ni d'une telle débauche d'argent et d'efforts pour propager de la désinformation à son sujet. En

mai dernier, la photo de Malak al-Tanani, une fille palestinienne de 3 ans, a été publiée dans le monde entier, accompagnée d'une terrible information : elle avait été tuée avec ses parents dans une attaque de l'armée de l'air israélienne. C'était une image déchirante, sauf que Malak al-Tanani n'existe pas. Cette photo, tirée d'Instagram, est celle d'une fille originaire de la Fédération de Russie. Je peux donner des milliers d'autres exemples d'informations fallacieuses du même type sur Israël. Le mouvement anti-Israël répand ces mensonges depuis des années dans les médias, sur les campus universitaires et sur les réseaux sociaux. La question n'est pas de savoir pourquoi il s'y adonne, mais pourquoi les membres de l'Assemblée sont prêts à l'écouter. Pourquoi écoutent-ils des personnes qui ont investi des milliards de dollars pour déformer la vérité ? Pourquoi se rangent-ils du côté des extrémistes islamiques qui pendent les homosexuels à des grues, oppriment les femmes et tirent des roquettes sur des civils depuis des jardins d'enfants et des hôpitaux ?

Je ne suis pas un invité dans cette enceinte. Israël est une fière nation souveraine et un membre de l'ONU à part entière. Nous ne resterons pas silencieux lorsque ceux qui veulent nous nuire utiliseront cette même tribune pour répandre des mensonges à notre sujet. L'antisémitisme est la volonté de croire le pire sur les Juifs, sans se poser de questions. L'antisémitisme consiste à juger Israël selon une norme différente de celle utilisée pour tout autre pays.

Le chef de cet orchestre de la haine est l'Iran. Depuis plus de 40 ans, sur les places et dans les rues d'Iran, des manifestants sont photographiés en train de brûler des drapeaux israéliens et américains. Les membres de l'Assemblée devraient se demander d'où viennent ces drapeaux, et comment ils ont pu s'en procurer autant. La réponse est que ces drapeaux sont fabriqués juste pour être brûlés. Voilà à quoi ressemble une industrie de la haine. L'Iran est un régime qui pratique la haine systématiquement. Un régime qui hait même son propre peuple. Les jeunes Iraniens souffrent et luttent sous le joug du régime iranien, sous le regard silencieux du monde. Ils crient à l'aide sur les médias sociaux et paient de leur vie leur désir de vivre une vie de liberté. Le régime iranien déteste les Juifs, les femmes, les homosexuels et l'Occident. Il déteste et tue les musulmans qui pensent différemment, comme Salman Rushdie et Mahsa Amini. La haine est un mode de vie. C'est un moyen de préserver ce régime oppressif. Il n'y a qu'un seul État Membre de l'ONU qui exprime ouvertement son souhait de détruire un autre

État Membre. L'Iran a déclaré à maintes reprises qu'il visait la destruction totale de l'État d'Israël. Et personne n'élève la voix dans cette enceinte. De quoi les États Membres de l'ONU ont-ils peur ? Le silence a-t-il mis fin à la violence à un moment ou un autre de l'histoire de l'humanité ?

Le pays qui veut nous détruire est aussi le pays qui a fondé la plus grande organisation terroriste du monde, le Hezbollah. L'Iran finance le Hamas et le Jihad islamique et est à l'origine d'attaques terroristes de masse, de la Bulgarie à Buenos Aires. C'est une dictature meurtrière qui fait tout son possible pour acquérir une arme nucléaire. Si le régime iranien acquiert une arme nucléaire, il l'utilisera.

La seule façon d'empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire est de brandir une menace militaire crédible et ensuite, et seulement ensuite, de négocier avec lui un accord plus solide et à plus long terme. Il faut faire comprendre à l'Iran que s'il fait progresser son programme nucléaire, le monde ne réagira pas avec des mots mais avec la force militaire. Chaque fois qu'une telle menace a été brandie par le passé, l'Iran s'est arrêté et a battu en retraite.

Aujourd'hui, le monde choisit la facilité. Il choisit de ne pas croire au pire malgré toutes les preuves du contraire. Israël n'a pas ce privilège. Cette fois, nous ne sommes pas les mains vides face à ceux qui veulent nous détruire. Les Juifs ont aujourd'hui un État ; nous avons une armée et des amitiés solides, principalement avec les États-Unis. Nous avons des capacités et nous n'avons pas peur de les utiliser. Nous ferons tout ce qu'il faut. L'Iran ne se dotera pas de l'arme nucléaire. Nous ne resterons pas les bras croisés alors que certains essaient de nous tuer. Il n'en sera plus ainsi. Plus jamais.

Notre puissance économique et militaire nous permet de nous protéger, mais elle nous permet également de lutter pour la paix avec l'ensemble du monde arabe et avec nos voisins les plus proches, les Palestiniens. Un accord avec les Palestiniens, basé sur le principe de deux États pour deux peuples, est la bonne démarche pour la sécurité et l'économie d'Israël et pour l'avenir de nos enfants. La paix n'est pas synonyme de compromis. C'est la décision la plus courageuse que nous puissions prendre. La paix n'est pas synonyme de faiblesse. La paix incarne toute la puissance de l'esprit humain. La guerre revient à céder à tout ce qui est mauvais en nous. La paix est la victoire de tout ce qui est bon.

Malgré tous les obstacles, une grande majorité d'Israéliens soutient toujours la vision de la solution des deux États. Je suis de ceux-là. Nous n'avons qu'une seule condition : qu'un futur État palestinien soit pacifique, qu'il ne devienne pas une autre base terroriste d'où émaneront des menaces contre le bien-être et l'existence même d'Israël, que nous ayons la capacité d'assurer la sécurité de tous les citoyens d'Israël à tout moment. Si quelqu'un pense que nous demandons trop, il n'a qu'à regarder la région dans laquelle nous vivons. Il devrait regarder le Liban, un État en voie d'effondrement contrôlé par le Hezbollah ; la Syrie, où un régime meurtrier a massacré un demi-million de ses propres citoyens ; l'Afghanistan, la Libye et l'Iran. On peut bien nous demander de vivre selon les valeurs énoncées dans la Charte des Nations Unies, mais on ne peut pas nous demander de mourir pour elles. Mon père était un enfant du ghetto, et mon grand-père a été assassiné dans un camp de concentration. Nous voulons vivre en paix, mais seulement si cela nous apporte la sécurité, et non si cela nous met encore plus en danger.

Regardez Gaza. Israël a fait tout ce que le monde lui a demandé, même du haut de cette tribune. Nous sommes partis. Il y a 17 ans, nous avons démantelé les colonies de peuplement et démonté nos bases militaires. Il n'y a pas un seul soldat israélien à Gaza. Nous y avons même laissé 3 000 serres pour que les habitants de Gaza puissent s'en servir pour commencer à construire leur propre économie. Qu'ont-ils fait en retour ? En moins d'un an, le Hamas, une organisation terroriste meurtrière, a pris le pouvoir. Il a détruit les serres et les a remplacées par des camps d'entraînement pour les terroristes et des sites de lancement de roquettes. Depuis notre départ de Gaza, plus de 20 000 roquettes et missiles ont été tirés en direction d'Israël – tous sur des civils, tous sur nos enfants.

J'ai un enfant qui a des besoins particuliers. Elle s'appelle Yaeli ; elle est autiste et ne parle pas. En mai de l'année dernière, j'ai dû la réveiller à trois heures du matin et courir avec elle au sous-sol jusqu'à l'abri anti-bombes parce que des missiles explosaient au-dessus de notre maison. J'invite tous ceux qui prêchent l'importance de la paix à essayer de courir vers un abri anti-bombes à 3 heures du matin avec une fille qui ne parle pas, à essayer de lui expliquer, sans mots, pourquoi il y a des personnes qui veulent la tuer.

On nous a demandé plus d'une fois dans cette salle pourquoi nous ne levons pas les restrictions imposées à Gaza. Nous sommes prêts à le faire demain matin.

Nous sommes prêts à faire plus que cela. Je dis aux habitants de Gaza du haut de cette tribune que nous sommes prêts à les aider à construire une vie meilleure et une économie. Nous avons présenté un plan exhaustif pour contribuer à la reconstruction de Gaza. Nous n'avons qu'une condition, qu'ils arrêtent de tirer des roquettes et des missiles sur nos enfants. S'ils déposent les armes, il n'y aura pas de restrictions. S'ils déposent les armes et nous permettent de rapatrier nos enfants qui sont en captivité – Hadar et Oron, que leur mémoire soit une bénédiction ; Avera et Hisham, qui sont encore en vie –, nous allons construire leur économie ensemble. Nous pouvons construire leur avenir ensemble, tant à Gaza qu'en Cisjordanie. S'ils déposent les armes et prouvent que le Hamas et le Jihad islamique ne prendront pas le contrôle de l'État palestinien qu'ils veulent créer. S'ils déposent les armes, il y aura la paix.

C'est le minimum que je dois à mon grand-père, à mon père et à ma fille. Le peuple juif a tiré les leçons du passé. Notre sécurité est garantie par notre puissance militaire, notre ingéniosité économique et notre résilience démocratique. Israël recherche la paix avec tous ses voisins. Nous n'irons nulle part. Le Moyen-Orient est notre patrie, et nous sommes ici pour y rester à jamais. Nous appelons tous les pays musulmans, de l'Arabie saoudite à l'Indonésie, à le reconnaître et à venir dialoguer avec nous. Notre main est tendue en signe de paix.

Les conflits ne disparaissent pas d'eux-mêmes. L'hostilité ne disparaît pas d'elle-même. Les peuples sont à l'origine des conflits ; ils sont également capables de remplacer ces conflits par l'amitié, la gentillesse et le bien commun.

Ce n'est pas à nous qu'incombe la charge de la preuve. Nous avons déjà prouvé notre désir de paix. Notre traité de paix avec l'Égypte est pleinement appliqué depuis 43 ans maintenant, et notre traité de paix avec la Jordanie l'est depuis 28 ans. Nous sommes un pays qui tient sa parole et respecte les accords qu'il signe. Nous avons prouvé notre volonté de paix à travers les Accords d'Abraham, le sommet du Néguev et les accords que nous avons signés avec le monde arabe.

Dans le livre des Nombres figure un verset que chaque Juif connaît bien : « Que l'Éternel tourne sa face vers toi, et qu'il te donne la paix. » (Nombres 6:26). L'État d'Israël est le seul pays au monde fondé par un livre, le Livre des Livres, le Tanakh. Ce livre et les principes de la démocratie libérale exigent que nous tendions la main en signe de paix. Notre histoire

nous oblige à être lucides et très prudents. C'est ainsi que nous avons réalisé la paix dans le passé ; c'est ainsi que nous réaliserons la paix à l'avenir.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'État d'Israël de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Yair Lapid, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'État d'Israël, est escorté de la tribune.

Allocution de M. James Marape, Premier Ministre et Ministre des affaires de Bougainville de l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre et Ministre des affaires de Bougainville de l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

M. James Marape, Premier Ministre et Ministre des affaires de Bougainville de l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :
J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. James Marape, Premier Ministre et Ministre des affaires de Bougainville de l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Marape (Papouasie-Nouvelle-Guinée) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur et le privilège de me présenter une fois de plus devant l'Assemblée générale pour m'adresser à cette instance. Au nom de mon gouvernement et de mon peuple, je félicite le Président de l'Assemblée, ainsi que le Gouvernement et le peuple hongrois, de son élection et lui souhaite plein succès.

Le thème de la présidence, à savoir un programme intégré pour la paix, la prospérité et la durabilité grâce au multilatéralisme, est très pertinent aujourd'hui. Nous devons nous appuyer sur les fondements solides que les présidents précédents et nous tous avons posés pour aller de l'avant, compte tenu des turbulences, de l'incertitude, de la méfiance, de la douleur et de la souffrance résultant de multiples crises, notamment la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), l'aggravation de la crise climatique et des défis socioéconomiques, et les conflits qui nous déchirent.

Traduisons nos paroles en actes. Nous devons, pour ce faire, nous appuyer sur notre engagement collectif ; disposer de ressources abordables, accessibles et opportunes pour concrétiser cette ambition ; et proposer de meilleures possibilités qui nous aideront tous à répondre aux besoins fondamentaux de nos populations. Nous devons également rétablir leur confiance dans tous nos gouvernements et soigner nos terres et nos écosystèmes afin de garantir l'avenir que nous voulons, tel que prévu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et dans nombre de nos propres aspirations en matière de développement.

Qu'il me soit permis de rendre hommage au Président précédent, un autre représentant d'un petit État insulaire en développement, M. Abdulla Shahid, des Maldives, pour sa remarquable présidence de l'espoir, qui a renouvelé notre détermination collective à redresser la situation face aux ravages de la pandémie de COVID-19 et à d'autres défis en constante évolution. Nous lui adressons nos meilleurs vœux.

Je voudrais également transmettre la gratitude de ma délégation au Secrétaire général pour son leadership fort et constant et les efforts inlassables qu'il déploie pour mobiliser le monde afin de nous sauver et d'assurer un avenir bien meilleur, plus sûr et plus sécurisé pour toutes et tous, y compris, et surtout, pour les générations futures.

Le rapport franc mais guère réjouissant du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/77/1) qu'il nous a présenté aujourd'hui (voir A/77/PV.4) est profondément inquiétant. Son appel doit être entendu. Nous devons tous faire notre part et agir maintenant de manière décisive pour notre bien collectif ; faute de quoi, nous nous condamnons à un avenir de malheur. Est-ce cela que méritent nos enfants ?

C'est dans cet esprit que la Papouasie-Nouvelle-Guinée souscrit à la position exposée par le Secrétaire général dans *Notre Programme commun* (A/75/982). Nous nous félicitons des progrès préliminaires accomplis en vue de mieux comprendre l'éventail des questions décisives et la manière de les aborder efficacement pour contribuer à tenir la promesse des objectifs de développement durable afin d'améliorer la vie et les moyens de subsistance de nos populations tout en protégeant mieux notre environnement commun.

À cet égard, nous félicitons le Secrétaire général d'avoir convoqué le Sommet sur la transformation de l'éducation. Nous sommes heureux de constater la

reconnaissance commune de l'éducation comme pierre angulaire d'un avenir prospère, stable et sûr pour tous. Je sais qu'une société éduquée est une société informée qui est en mesure de prendre de meilleures décisions.

L'éducation est une priorité essentielle pour mon pays et est guidée par notre politique visant à ne laisser aucun enfant de côté, laquelle s'appuie sur notre plan de développement du secteur de l'éducation 2023-2027. Il s'agit d'une démarche globale et inclusive qui a pour objectif de garantir à toutes et tous une éducation de qualité tout au long de la vie, en accordant une attention particulière aux populations les plus vulnérables et marginalisées. Elle reconnaît également l'importance de la participation de diverses parties prenantes dans le domaine de l'éducation.

La décision de mon gouvernement d'assurer un enseignement gratuit pour toutes et tous, jusqu'à la fin du secondaire mais aussi au niveau de l'enseignement supérieur, ainsi que de donner aux enfants, aux jeunes et aux adultes la possibilité, grâce à un enseignement souple et ouvert tant à distance que dans des universités publiques, d'accroître leur capacité de devenir des entrepreneurs et des bâtisseurs de la nation, est une preuve de cet engagement ferme en faveur de l'éducation.

Nous saluons également le consensus obtenu sur le Sommet de l'avenir, qui se tiendra en septembre 2024, et qui vise à trouver des solutions aux diverses crises auxquelles nous sommes confrontés sur Terre. Toutefois, cela ne doit pas être défini par le plus petit dénominateur commun, mais, à mon avis, être plus ambitieux, tout en étant réaliste et réalisable. Nous restons déterminés à participer à ce processus, car il nous donne l'occasion d'établir des parallèles avec les efforts que nous déployons au niveau national pour atteindre la Vision 2050 de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Il m'est agréable d'informer l'Assemblée que la pandémie de COVID-19 et les autres tensions auxquelles nous sommes confrontés en tant que nation, notamment les difficultés de la chaîne d'approvisionnement et les problèmes de financement du développement, ont incité mon gouvernement à s'engager dans un processus national similaire aux actions envisagées au niveau mondial par le Secrétaire général dans son rapport *Notre Programme commun*.

Nous avons dressé le bilan de nos propres défis en matière de développement national et mis en place des politiques et des mesures législatives clefs, notamment des réformes de secteurs importants et des priorités de

développement, en les liant à notre cycle budgétaire dans le cadre du plan de développement à moyen terme. Cette voie, si nous la suivons, fera de la Papouasie-Nouvelle-Guinée un pays à revenu intermédiaire d'ici à 2050, conformément aux aspirations contenues dans la Vision 2050 de notre nation.

Je voudrais porter à la connaissance de l'ONU que les principaux objectifs visés par mon gouvernement pour les cinq prochaines années, puisque nous avons reçu un mandat lors du processus électoral démocratique qui vient de s'achever, seront de construire une économie résiliente et diversifiée ; d'investir dans des infrastructures économiques et sociales de qualité ; d'assurer un développement juste et équitable des ressources naturelles ; d'améliorer la confiance des entreprises et des investisseurs ; de renforcer l'état de droit et la sécurité intérieure ; d'offrir une éducation et une santé de qualité à tous nos concitoyens ; et, enfin et surtout, de renforcer les institutions de l'État, sans oublier la gouvernance, sur des questions clefs telles que la corruption et tout ce qui est d'une importance fondamentale pour les pays en développement. C'est sur ces bases que nous entendons construire notre pays, car ces objectifs devraient contribuer à promouvoir la paix, la prospérité et le développement durable.

À trois ans du cinquantième anniversaire de l'indépendance de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, mon gouvernement a également donné la priorité à l'industrialisation de notre économie par le remplacement des importations, la création de valeur ajoutée et la transformation en aval de nos amples ressources naturelles grâce à l'utilisation de technologies vertes modernes qui ne mettent pas à mal la riche biodiversité de notre pays et notre environnement naturel vierge.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est connue pour abriter 5 à 6% de la biodiversité mondiale et notre immense forêt tropicale est la troisième en taille après celles du Congo et de l'Amazonie. Nous encourageons donc les investisseurs étrangers pertinents et sincères à s'associer à nous dans divers secteurs du développement de nos ressources renouvelables, et je leur garantis des retours sur investissement justes, équitables et sûrs.

Si nous prenons note des appels lancés par la communauté internationale pour que les sources de revenus nationales soient élargies et mieux exploitées pour financer le développement, nous reconnaissons également que l'architecture économique et financière mondiale en place est défavorable aux pays en développement tels que la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Cette

architecture doit être modifiée afin de mieux aider toutes les nations en développement à répondre à leurs besoins de développement. Il ne faut pas oublier que les petits pays en développement sont souvent les plus touchés par les problèmes économiques et sociaux qui surviennent à l'échelle mondiale mais qu'ils n'ont pas contribué à créer.

Dans cet esprit, je m'associe aux appels lancés par d'autres petits États insulaires en développement pour que leurs besoins en matière de financement du développement soient évalués à l'aune des dimensions environnementales, économiques et sociales de leur vulnérabilité plutôt que sur la seule base de leur revenu national brut, qui n'est plus une approche appropriée. En conséquence, nous demandons instamment à la communauté internationale de soutenir l'indice de vulnérabilité multidimensionnel proposé pour les petits États insulaires en développement, car cet outil permettra d'aider ces États par le biais d'un financement assorti de conditions de faveur et d'un allègement de la dette, compte tenu de leur situation particulière et de leurs difficultés croissantes à répondre à leurs besoins en matière de développement, y compris au regard de la sécurité alimentaire, comme l'a indiqué le Secrétaire général.

Aujourd'hui, de nombreuses régions du monde sont confrontées à l'insécurité alimentaire, à la faim et à la pauvreté, que la Papouasie-Nouvelle-Guinée peut contribuer à atténuer. En réponse aux préoccupations du Secrétaire général concernant la sécurité alimentaire mondiale, je voudrais rappeler que les 8 millions d'habitants de la Papouasie-Nouvelle-Guinée vivent sur une superficie de 464 840 kilomètres carrés, et que notre pays bénéficie de précipitations et de ressources hydriques abondantes, tandis que nos mers sont également une source de nourriture. À titre d'illustration, nous fournissons du thon à l'Asie et à l'Europe. Comparée, par exemple, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, au Japon ou aux Philippines voisines, qui s'étendent sur une superficie de 243 610, 377 975 et 300 000 kilomètres carrés respectivement, la Papouasie-Nouvelle-Guinée dispose de suffisamment de terres, de mers et d'habitants pour être un fournisseur de nourriture pour le monde entier.

Pour la première fois dans notre pays, mon gouvernement déploie des efforts pour résoudre ce problème imminent en mettant davantage l'accent sur le secteur agricole, qui est considéré non seulement comme une source de revenus pour notre économie, mais aussi comme un moyen d'autonomiser la majorité

de nos communautés rurales, grâce à l'introduction de méthodes agricoles innovantes dans la production de cultures de rente, de bétail et de volaille, afin de permettre à ces communautés de s'approprier et de maîtriser leurs besoins de développement et leurs moyens de subsistance, tout en favorisant l'atténuation de la pauvreté et la sécurité alimentaire.

C'est dans cette optique que nous avons créé de nouveaux portefeuilles ministériels pour le palmier à huile, le café et le bétail afin de nous aider non seulement à mieux répondre aux besoins de la majorité de nos communautés rurales et à intégrer leurs économies locales dans les marchés nationaux et mondiaux, mais aussi à améliorer leur vie et leurs moyens de subsistance afin qu'elles puissent être une source de sécurité alimentaire et d'atténuation de la faim et de la pauvreté, tant pour notre pays que pour les autres. Nous accueillons donc volontiers de nouveaux partenaires de développement internationaux qui souhaitent travailler avec nous dans le secteur agricole, notamment sur la transformation en aval des produits, qui génère une valeur ajoutée et appuie les communautés locales et notre pays.

Alors que le monde se prépare à la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et malgré les efforts de mobilisation de la communauté mondiale, notamment par le biais des promesses de réduction des niveaux d'émission faites dans le cadre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, la planète reste en feu.

Cette situation est encore aggravée par les inondations destructrices et l'élévation du niveau de la mer – qu'il me soit permis ici de transmettre les condoléances de la Papouasie-Nouvelle-Guinée aux victimes des récentes inondations survenues au Pakistan –, phénomènes qui affectent nos communautés côtières, notamment en déplaçant les populations et en les privant de leur identité en tant que peuple, aussi bien dans mon propre pays que dans toute la région du Pacifique et au-delà, alors que les niveaux d'émission de carbone continuent leur spirale dévastatrice et incontrôlée. Nous ne pouvons et ne devons pas permettre que cela continue.

Je renouvelle l'appel que j'ai lancé l'année dernière dans cette salle (voir A/76/PV.13). La Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui possède l'une des plus grandes forêts tropicales vierges au monde, est l'un des rares pays de la planète à avoir un bilan positif en termes de carbone. Nous éliminons plus de carbone que nous n'en

émettons. Au cours des quelque cinq dernières années, nous avons réduit les émissions forestières nationales de 53 %, pour un total dépassant 75 millions de tonnes de crédits issus des réductions des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts (REDD+) vérifiées par l'ONU, crédits qui seront sur le marché d'ici la fin de l'année. Mon gouvernement a modifié la loi sur la gestion du climat et a adopté cette année un règlement sur les contributions déterminées au niveau national.

Nous disposons désormais de la législation nécessaire à la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Nous avons également approuvé le plan d'application de nos contributions déterminées au niveau national, ainsi que les feuilles de route sur l'électricité, l'agriculture, la sylviculture et autres utilisations des terres. Nous sommes également en train d'élaborer notre première politique en matière de véhicules électriques et de travailler à l'approbation de notre plan national d'adaptation.

Cependant, pour les petits pays comme le nôtre, qui n'ont pas une grande empreinte carbone, il est décourageant de constater que, malgré les mesures dynamiques que nous prenons au niveau national pour mettre en œuvre nos engagements au titre de l'Accord de Paris, nous semblons toujours faire l'objet d'un traitement injuste. Nous avons fait notre part du travail, mais nous avons reçu peu de soutien de la part du monde du Nord, y compris pour nos soumissions au Fonds vert pour le climat. Nous n'avons toutefois pas perdu tout espoir, même si le mécanisme REDD+ et les nations forestières ont été presque oubliés dans les discussions qui se sont tenues récemment à Glasgow.

Nous ne nous laisserons plus amadouer par des promesses sans ambition. Nous avons besoin de la puissance de marchés souverains de droits d'émission de carbone qui respectent pleinement l'Accord de Paris. Le monde ne peut évoquer les changements climatiques sans parler de préservation des forêts et de bonne gestion de l'utilisation des terres. La Papouasie-Nouvelle-Guinée demande qu'une attention mondiale soit accordée de toute urgence à la conservation, la préservation et la durabilité des forêts de la planète, notamment les pratiques appropriées d'utilisation des terres, car ce n'est que dans nos forêts, dans nos arbres chéris, que l'on trouve le double avantage de la purification du carbone et de la production d'oxygène.

J'ai eu le privilège de rencontrer S. M. le Roi Charles III, et les points de vue sur les forêts qu'il a partagés avec moi sont les mêmes que ceux que j'ai mentionnés ici aujourd'hui, notamment le fait que le

monde, en particulier les pays dont l'empreinte carbone sur la Terre nourricière est la plus importante, doit aider à préserver les forêts de la planète d'une manière proportionnelle aux niveaux d'émission de chaque pays.

C'est la responsabilité de toutes les nations. Nous devons préserver nos forêts. Notre humble avis est que l'équilibre atmosphérique entre l'oxygène et le carbone devrait être la première priorité de l'humanité, car c'est là que se trouve la subsistance de la vie, et les chers arbres de nos forêts jouent un rôle clef à cet égard, comme l'a voulu le Dieu créateur. Le monde doit sauver ses forêts ; ne pas le faire serait un suicide pour l'avenir de la Terre. Nous allons léguer un avenir sombre à nos enfants.

Nous devons corriger cela à la vingt-septième session de la Conférence des Parties, qui se tiendra à Charm el-Cheikh. N'oublions pas que les forêts du monde stockent un volume plus important de carbone que toutes les réserves connues de charbon, de pétrole et de gaz. En un mot, si nous perdons nos forêts tropicales humides, il ne sera pas possible de garantir la stabilité climatique et nous pouvons faire une croix sur l'objectif visant à limiter l'élévation des températures à 1,5 °C. Notre pays et d'autres pays à forêts tropicales humides font de leur mieux pour trouver un équilibre entre l'exploitation de ces forêts afin de répondre à nos besoins de développement et leur conservation dans l'intérêt du monde entier. Nous avons besoin d'aide pour y parvenir. Cette assemblée doit nous écouter. Notre planète est fragile et le temps nous est compté ; mais ensemble, nous pouvons y arriver, et notre inaction serait préjudiciable à la planète Terre.

Enfin, étant donné les effets de plus en plus néfastes des changements climatiques sur nos populations, je tiens à réaffirmer le soutien ferme de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à l'initiative de notre voisin mélanésien, le Vanuatu, qui vise à demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice sur cette menace existentielle. Nous invitons les autres parties à se joindre aux partenaires du Pacifique, des Caraïbes et d'autres pays pour faire avancer cette initiative à l'Assemblée générale, dans l'intérêt de tous.

Concernant la question des océans, je réaffirme que la Papouasie-Nouvelle-Guinée, en tant que nation maritime, est fermement déterminée à veiller à ce que nos zones maritimes restent sûres, sécurisées et pacifiques, conformément à l'esprit de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Nos zones maritimes nous procurent non seulement des avantages

économiques, notamment grâce à nos ressources halieutiques, mais elles sont également le symbole de nos liens séculaires avec l'océan.

À l'instar des autres petits États insulaires en développement et des pays les moins avancés, la Papouasie-Nouvelle-Guinée demande aux pays développés de nous apporter leur aide pour que nous puissions avoir accès aux ressources pour le renforcement des capacités, à la recherche, à la science, aux technologies et aux financements nécessaires pour consolider les efforts que nous déployons au niveau national pour mieux protéger nos océans et tirer parti de l'économie axée sur les océans. C'est pourquoi nous sommes favorables aux partenariats public-privé.

En ce qui concerne l'objectif de développement durable no 14, nous nous réjouissons du succès de la deuxième Conférence sur les océans. Nous nous félicitons de l'offre de la France et du Costa Rica d'accueillir conjointement la prochaine conférence et nous nous réjouissons à la perspective de travailler avec les pays de même sensibilité pour faire avancer cette initiative. Nous ne pouvons que nous féliciter de ce genre de partenariats sur la question des océans.

Je tiens également à saluer les efforts remarquables déployés sous la direction et la présidence de Singapour lors des négociations du mois dernier sur un nouvel instrument de mise en œuvre relatif à la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, que nous appuyons pleinement en tant que nation maritime.

Un appel pressant continue d'être lancé haut et fort, avec clarté et insistance, et à juste titre. Il faut faire participer les jeunes, en tant que véritables partenaires en matière de développement national, à la prise de décisions qui concernent leur vie et leurs moyens de subsistance. Cela n'a que trop tardé et il faut que cela se concrétise sans plus tarder. Compte tenu de la poussée démographique des jeunes dans mon pays et des défis auxquels ils continuent de faire face, les questions relatives à la jeunesse sont désormais au cœur des priorités de développement de mon gouvernement dans le cadre de l'édification de la nation.

Nous mettons en place des programmes de stage afin de renforcer les capacités et les formations qui permettront aux jeunes de devenir des propriétaires, des dirigeants, des responsables et des entrepreneurs dans le cadre de l'édification de la nation. Nous mettons également à profit notre système éducatif pour

favoriser le développement humain intégral de tous nos jeunes. Nous invitons les partenaires de développement à nous accompagner dans ces efforts porteurs de transformation.

C'est dans cet esprit que la Papouasie-Nouvelle-Guinée a eu le plaisir d'être un des principaux parrains et un fervent partisan de la création du Bureau de la jeunesse au sein du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Nous avons d'ailleurs constaté avec satisfaction le consensus sur cette question. Tout en reconnaissant qu'il reste encore beaucoup à faire, nous sommes impatients de mettre à profit le Bureau des Nations Unies pour la jeunesse, lorsqu'il sera opérationnel, à l'appui de nos initiatives nationales en faveur de la jeunesse. La Vice-Secrétaire générale, M^{me} Amina Mohammed, et l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'emploi des jeunes ont bien reconnu le potentiel de nos jeunes à l'occasion de leur visite historique dans mon pays en mars 2020, qui témoigne de ce partenariat.

L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, notamment la lutte contre la violence fondée sur le genre, restent une priorité absolue de mon gouvernement. Nous avons créé une commission parlementaire bipartisane qui a mené de vastes consultations publiques, et le Parlement actuel va se pencher avec le plus grand sérieux sur les recommandations qui ont été faites au Parlement précédent, afin de mieux assurer la protection de nos femmes et de nos filles et de leur donner des chances de réaliser leur plein potentiel, d'une manière équitable et juste.

Nous avons également mis en place des lois et des politiques pour répondre aux préoccupations liées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, et pour lutter contre la violence fondée sur le genre. En outre, nous nous félicitons du fait que pour la toute première fois, deux femmes hautement qualifiées ont été élues pour siéger à la onzième législature, ce qui constitue une avancée par rapport au dernier Parlement, dans lequel il n'y avait aucune femme. Compte tenu de leurs capacités et de leur professionnalisme, je leur ai confié des responsabilités spécifiques pour le pays. Nous poursuivrons nos efforts pour augmenter le nombre des femmes dans les organes de décision en tant que partenaires de développement sur un pied d'égalité avec les hommes.

Je souhaite me rallier à l'appel à la paix et à la stabilité mondiales. Les tensions et la méfiance latentes qui sont les ennemies de la paix ne peuvent et ne doivent pas être autorisées à perdurer. En tant que Membres de

cette Organisation, nous nous sommes engagés à faire respecter la Charte des Nations Unies. Il nous incombe donc à tous de veiller au respect des engagements que nous prenons à l'égard de la Charte. Dans le contexte du processus de paix de Bougainville, qui est en cours, je tiens à assurer à cette assemblée que cette question importante reste une priorité absolue en Papouasie-Nouvelle-Guinée. La paix par des moyens pacifiques est le fondement de cette priorité nationale, et je tiens à souligner que nous sommes en passe de parvenir à une solution politique pour Bougainville.

Nous avons une feuille de route qui continue de guider nos efforts et nous examinerons toutes les questions dans le cadre des paramètres existants de notre constitution afin de trouver une solution politique durable, pacifique et acceptable pour tous les Papouans-Néo-Guinéens au sujet de Bougainville. Nous tenons à remercier l'ONU pour son rôle en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en ce qui concerne le modèle mélanésien de règlement des conflits, qui peut être reproduit dans d'autres pays en proie à des conflits politiques.

Au sujet de la réforme du Conseil de sécurité, nous devons nous employer à adapter cet organe aux réalités actuelles. Nous prenons note des avancées graduelles qui continuent d'être réalisées dans le processus intergouvernemental. Je voudrais toutefois réitérer notre appel à accélérer ce processus qui dure depuis trop longtemps, en adoptant un document négocié qui puisse servir de base pour avancer.

Je saisis par ailleurs cette occasion pour saluer l'étape importante qui a été franchie cette année, lorsque l'Assemblée générale a décidé de demander aux membres du Conseil de sécurité de justifier leurs décisions en matière de paix et de sécurité. Nous avons salué et appuyé les mesures prises par l'Assemblée générale lors de la session extraordinaire d'urgence concernant la situation en Ukraine, pour amener le Conseil de sécurité à rendre compte de ses actions. La réussite de ce processus est un progrès certes modeste, mais significatif, qui prouve que la réforme du Conseil de sécurité est nécessaire et ne saurait être retardée davantage.

Enfin et surtout, je saisis cette occasion pour rendre hommage à la mémoire de S. M. la Reine Elizabeth II, qui, par la grâce de Dieu et du Seigneur Jésus, a été chef d'État de la Papouasie-Nouvelle-Guinée pendant 47 ans. Notre reine bien-aimée incarnait la grâce, la dignité, l'honnêteté, l'humilité, la tolérance envers les autres, le pardon et toutes les autres vertus chrétiennes, et pendant 70 ans, elle a consacré sa vie

au service public, avec constance et sans défaillance : autant de leçons que nous, les dirigeants du monde, devons apprendre à mettre en pratique.

Au nom de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, je rends hommage à Mama Kwin, comme nous l'appelions affectueusement. Que son âme repose en paix auprès de son créateur, Jésus. Nous adressons nos sincères condoléances à S. M. le Roi Charles III et à la famille royale, au peuple et au Gouvernement britanniques et à la famille du Commonwealth.

Qu'il me soit permis de conclure en remerciant le Président de m'avoir donné l'occasion de m'exprimer à nouveau sur un thème d'actualité bien choisi et sur nos besoins mondiaux communs, et en remerciant l'Organisation des Nations Unies de son accueil très chaleureux à l'occasion de cette soixante-dix-septième session historique de l'Assemblée. Que Dieu bénisse l'Organisation des Nations Unies.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre et Ministre des affaires de Bougainville de l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. James Marape, Premier Ministre et Ministre des affaires de Bougainville de l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Irakli Garibashvili, Premier Ministre de la Géorgie

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la Géorgie.

M. Irakli Garibashvili, Premier Ministre de la Géorgie, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Irakli Garibashvili, Premier Ministre de la Géorgie, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Garibashvili (Géorgie) (*parle en anglais*) : Au nom du peuple géorgien, c'est un honneur de m'adresser à nouveau aux membres de l'Assemblée générale.

À l'heure où nous nous réunissons pour la soixante-dix-septième session, nous réfléchissons à nos principes fondateurs et aux progrès que nous avons accomplis en tant que communauté internationale depuis la création de l'Organisation des Nations Unies.

À la première session, qui s'est tenue en 1946, les fondateurs ont promis de s'unir pour maintenir la paix et la sécurité mondiales. Même si nous avons fait des progrès importants, nous devons reconnaître les actes d'agression actuellement perpétrés contre des membres de cet organe : ce sont les mêmes types d'actes qui ont conduit à la création de l'ONU après la Seconde Guerre mondiale.

En 2008, mon pays, la Géorgie, a été attaqué par la Russie, avec pour conséquence l'occupation actuelle de 20 % de notre territoire. À l'époque, la communauté internationale a reconnu cette agression. Mais, comme nous l'avons appris, les démocraties du monde doivent agir de concert pour faire régner la liberté et la paix. L'Organisation des Nations Unies a été fondée pour préserver les générations futures du fléau de la guerre et protéger la souveraineté et l'intégrité territoriale des États. C'est notre devoir. C'est notre promesse.

Aujourd'hui, j'ai le privilège de représenter la Géorgie, une nation forte, fière et éprise de liberté qui a su préserver son patrimoine et son histoire sacrés, tout en évoluant et en s'adaptant aux réalités géopolitiques du XXI^e siècle. Il y a 30 ans, la Géorgie a rejoint la famille des Nations Unies. Aujourd'hui plus que jamais, nous sommes déterminés à protéger nos valeurs communes, dans notre région et dans le monde entier.

Nous recherchons toutes les possibilités de collaboration avec nos partenaires internationaux pour faire avancer la cause de la paix. À cet égard, les discussions internationales de Genève sont particulièrement importantes pour amener la Fédération de Russie à s'asseoir à la table des négociations afin d'aborder la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu conclu en 2008 sous la médiation de l'Union européenne. La Géorgie se félicite de l'appui de la communauté internationale en faveur de sa souveraineté et de son intégrité territoriale.

Bien que mon pays soit toujours occupé par la Russie, nous ne laissons pas cette situation difficile nous définir. Nous continuons à viser plus haut et à apporter notre contribution au sein de la communauté internationale. Depuis l'arrivée au pouvoir de notre gouvernement en 2012, nous avons mis en œuvre un programme de réformes ambitieux qui nous a rapprochés de nos principaux partenaires internationaux, l'Union européenne, les États-Unis, l'OTAN et l'Organisation des Nations Unies. Pour la première fois depuis que nous avons regagné notre indépendance, la Géorgie et le peuple géorgien ont connu une décennie inédite de paix, de prospérité et de stabilité. Nous travaillons

en permanence sur le positionnement international de la Géorgie, et ces efforts portent déjà leurs fruits.

Selon l'indice de l'état de droit 2021 du World Justice Project, la Géorgie occupe la première place en Europe orientale et en Asie centrale. En 2021, l'enquête sur la transparence du budget a classé la Géorgie au premier rang mondial en termes de transparence budgétaire. Et selon le rapport annuel 2021 de l'Institut Fraser sur la liberté économique dans le monde, la Géorgie fait partie des cinq premières économies, aux côtés de Singapour et de la Suisse. Numbeo a classé la Géorgie parmi les pays les plus sûrs au monde, en lui accordant le quatorzième rang mondial.

Nos efforts de rapprochement avec les États-Unis et l'Europe vont de pair avec notre détermination à poursuivre la transformation démocratique. Le renforcement de l'intégration euro-atlantique et européenne est notre moyen de réintégrer la famille des nations européennes, avec laquelle nous partageons une histoire, une culture et, surtout, des valeurs. Nous poursuivons sur la voie résolue de l'intégration européenne et euro-atlantique.

Notre attachement à ces ambitions se concrétise par des mesures et des résultats tangibles, notamment l'accord d'association avec l'Union européenne, la Zone de libre-échange approfondi et complet, et un accord d'exemption de visa avec l'Union européenne. Cette année, nous nous sommes portés candidats à l'adhésion à part entière à l'Union européenne. La décision historique du Conseil européen de reconnaître la perspective européenne de la Géorgie a donné lieu à un nouvel ensemble d'objectifs. Comme par le passé, la Géorgie les atteindra et les dépassera.

La perspective d'adhérer à l'Union européenne est une grande source de motivation pour notre pays et nos citoyens. Nous sommes pleinement conscients du fait que la perspective européenne implique la responsabilité d'atteindre la plus grande convergence politique, économique et juridique avec l'Union européenne. La Géorgie a immédiatement répondu à l'avis du Conseil européen en présentant un plan d'action très concret visant à répondre aux 12 priorités de l'Union européenne. Ce processus inclusif garantit la pleine participation de toutes les branches du Gouvernement, des partis d'opposition et de la société civile. Pour chaque domaine prioritaire, des groupes de travail ont été créés au Parlement avec toutes les parties prenantes concernées. Nous progressons et nous sommes bien en avance sur le calendrier. Soyons clairs : la Géorgie mérite le statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne,

qui nous conduira à terme à l'adhésion et concrétisera le rêve de plusieurs générations.

Nous avons élaboré une stratégie de développement à long terme, Vision 2030, un document de politique nationale qui couvre les principales orientations et priorités de notre développement général d'ici à 2030 et qui est pleinement conforme au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La Géorgie a également mis en place une nouvelle stratégie nationale de protection des droits de la personne pour les années 2022-2030. Le Gouvernement a approuvé cette stratégie après des discussions avec les partenaires internationaux et les organisations de la société civile à l'échelon national. Elle a pour but de renforcer plus encore les normes de protection des droits de la personne et s'inscrit dans le cadre des objectifs de développement durable. Il s'agit d'un document complet qui couvre l'ensemble des libertés et des droits fondamentaux de la personne.

Nous travaillons avec les plus grandes entreprises et les esprits les plus brillants du monde pour transformer la Géorgie en un véritable centre régional multidimensionnel. Nos services financiers sont reconnus mondialement et nous attirons désormais des investisseurs internationaux, qui injectent de nouveaux fonds dans les secteurs de l'éducation et des soins de santé. L'écosystème des jeunes pousses est florissant, et le potentiel logistique et énergétique est exploité. Dans leur ensemble, ces avancées ont créé une économie durable et prévisible pour la Géorgie et sa population.

Les politiques avisées de notre gouvernement ont permis une forte reprise après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), puisque la croissance économique a atteint 10,4 % en 2021 et a largement dépassé les prévisions de janvier à juillet 2022, s'établissant à 10,3 %. Selon le Fonds monétaire international, nos projections de croissance atteignent 9 % pour 2022, essentiellement grâce aux initiatives de notre gouvernement visant à atténuer les conséquences du relèvement de la COVID-19 et de la guerre en Ukraine.

Nous créons des perspectives et donnons tous les outils nécessaires à nos citoyens, y compris à ceux qui vivent dans les territoires occupés de la Géorgie. C'est pourquoi, ici à l'Assemblée générale, je voudrais aujourd'hui m'adresser directement à mes frères et sœurs abkhazes et ossètes et leur dire une fois de plus que notre force réside dans l'unité. Nous construirons

ensemble la Géorgie et la transformerons pacifiquement en un État européen prospère, libre et unifié.

La guerre fait à nouveau rage, aux portes de mon pays. La guerre généralisée menée par la Russie en Ukraine porte atteinte à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de ce pays, ainsi qu'à la Charte des Nations Unies et aux principes fondamentaux du droit international.

La Géorgie est solidaire de l'Ukraine. Depuis le début de la guerre, mon gouvernement a fourni une aide humanitaire substantielle à l'Ukraine, notamment avec plus de 1 000 tonnes d'aide humanitaire. La Géorgie aide financièrement et héberge plus de 32 000 Ukrainiens qui résident actuellement dans le pays. Le système éducatif géorgien scolarise plus de 1 500 élèves ukrainiens, dont beaucoup reçoivent un enseignement général en langue ukrainienne conforme aux programmes ukrainiens réguliers.

Nous avons coparrainé, rejoint ou appuyé près de 400 résolutions, déclarations, déclarations conjointes et autres initiatives faites ou proposées par de grandes organisations et institutions internationales pour soutenir l'Ukraine, et nous avons été parmi les principaux coauteurs de la résolution ES-11/2, sur les conséquences humanitaires de l'agression contre l'Ukraine.

Comme le confirme le rapport du Département d'État des États-Unis sur le climat d'investissement en Géorgie, la Banque nationale de Géorgie et les institutions financières géorgiennes agissent en totale conformité avec les sanctions financières imposées par les États-Unis et d'autres pays à la Fédération de Russie. Nous nous sommes alignés sur les mesures restrictives imposées par l'Union européenne envers la Crimée et Sébastopol depuis 2014 et sur celles imposées à Donetsk et Louhansk depuis cette année.

Ainsi que l'a montré le conflit en Ukraine, la sécurité dans la région de la mer Noire est en première ligne du programme de sécurité euro-atlantique. La Géorgie, élément indivisible de cette architecture régionale, est prête à contribuer davantage à la sécurité commune. Nous le savons bien, la sécurité est source de stabilité, et la stabilité est source de prévisibilité, laquelle est un préalable essentiel à un développement économique durable.

Ainsi, plus la situation dans la région de la mer Noire sera prévisible, plus nous pourrons tirer parti de son potentiel économique pour le bien de nos populations et de l'économie mondiale. C'est pourquoi nous

établirons des couloirs de transport stratégiques afin de relier l'Asie à l'Europe. La Géorgie participe à plusieurs initiatives internationales et à des projets d'infrastructure avec nos collègues européens afin d'améliorer la connectivité et de faciliter des échanges fiables et efficaces d'un côté à l'autre de la mer Noire.

Malgré la situation complexe de notre région, nous ne ménageons aucun effort pour favoriser des rapprochements entre nos voisins. Nous avons déjà connu des succès, notamment le retour en toute sécurité de 15 détenus arméniens dans leur pays, en échange de cartes des territoires minés en Azerbaïdjan. En juillet de cette année, les Ministres azerbaïdjanais et arméniens des affaires étrangères se sont rencontrés pour la première fois à Tbilissi.

Nous sommes prêts à accueillir ce dialogue visant à apporter à notre région la paix et la stabilité dont elle a tant besoin. Dans cette optique, la Géorgie promeut l'initiative de voisinage pacifique, qui prévoit la participation des trois États du Caucase du Sud. Cette nouvelle initiative ne se substitue pas à d'autres formats de coopération, pas plus qu'elle y fait obstacle ou opposition. La Géorgie souhaite être un honnête médiateur pour contribuer à la normalisation des relations régionales.

De plus, nous investissons massivement dans les infrastructures de notre pays afin d'accroître nos capacités de transit, et ce, au profit de la région. Nous souhaitons attirer davantage d'investissements institutionnels étrangers, faciliter des projets d'importance régionale et renforcer nos capacités infrastructurelles, pour devenir ainsi un véritable pont entre l'Est et l'Ouest. Notre objectif est de transformer le Caucase du Sud en une région de potentiels et de croissance économique.

Nous examinons déjà avec nos homologues de l'Union européenne une série de projets phares qui créeront de nouvelles synergies économiques et catalyseront une connectivité et une intégration accrues avec l'Union européenne et les marchés européens. Nous pensons que tous les pays du Caucase du Sud et les alliés de l'Ouest tireront profit de cette collaboration. Nous devons agir maintenant pour sécuriser la mer Noire, protéger les liaisons énergétiques, maintenir les chaînes d'approvisionnement et accroître la connectivité régionale en vue de renforcer le développement économique. Toutes ces mesures sont essentielles à la paix et à la prospérité de l'Europe.

Nous savons que nos défis régionaux doivent être traités dans le contexte des défis mondiaux, tels que la sécurité internationale, la pandémie en cours et les changements climatiques. La Géorgie contribue à la paix mondiale et à l'ordre international fondé sur des règles. Depuis plus de 20 ans, la Géorgie participe aux missions de l'OTAN dans le monde entier, et elle est l'un des premiers fournisseurs par habitant à la mission en Afghanistan. Le bilan est lourd, puisque nous avons perdu beaucoup de soldats valeureux et des centaines de personnes ont été blessées au cours de ces missions. La Géorgie réaffirme sa volonté de se tenir aux côtés de l'OTAN pour protéger la sécurité commune, tout en continuant à soutenir les missions menées par l'Union européenne.

En ce moment même, des dangers que nous ne pouvons plus ignorer menacent l'humanité entière. Les crises planétaires engendrées par les changements climatiques, allant de la perte de biodiversité à la pollution, menacent notre existence. Comme nombre d'autres défis, les changements climatiques frappent d'abord les pays en développement, ce qui entrave leur capacité à réaliser les objectifs de développement durable.

En Géorgie, notre gouvernement a investi considérablement dans l'éducation, la santé publique et l'environnement afin de garantir l'épanouissement des générations futures. Les systèmes éducatifs sont cruciaux pour donner les moyens d'agir à des sociétés prospères et productives. L'éducation au XXI^e siècle nécessite d'investir dans l'aptitude à se servir des outils numériques et de promouvoir des infrastructures propres à réduire la fracture numérique, afin de garantir que les crises futures, qu'elles soient liées à la santé publique, à une guerre ou aux changements climatiques, n'engendrent pas d'autres conséquences désastreuses.

Je crois, en conclusion, que c'est en œuvrant de concert que nous rétablirons la paix et la prospérité dans nos foyers et nos pays. C'est l'esprit et le mandat dont l'ONU est investie depuis sa fondation : soutenir et garantir la paix et la coopération. Je suis fier de représenter mon pays devant l'Assemblée aujourd'hui. Au terme de 30 années d'indépendance rétablie, les rêves des Géorgiens deviennent réalité. Notre nation, à l'histoire millénaire, est devenue au cours des dernières décennies un exemple de résilience et de progrès face à des défis extraordinaires. Aux côtés de nos partenaires internationaux, je suis convaincu que nous bâtirons un monde plus radieux, plus pacifique et plus prospère, pour aujourd'hui et pour les générations de demain.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la Géorgie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Irakli Garibashvili, Premier Ministre de la Géorgie, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Jonas Gahr Støre, Premier Ministre de la Norvège

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la Norvège.

M. Jonas Gahr Støre, Premier Ministre de la Norvège, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Jonas Gahr Støre, Premier Ministre de la Norvège, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Støre (Norvège) (*parle en anglais*) : Nous vivons assurément une époque difficile. En tant que communauté mondiale, nous faisons face aux conséquences désastreuses de la guerre, des changements climatiques, de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), de l'insécurité alimentaire et des inégalités. Le Secrétaire général l'a souligné avec éloquence dans son allocution à l'Assemblée générale (voir A/77/PV.4). Nous disposons des valeurs et des principes nécessaires pour relever ces défis ; ils sont inscrits dans la Charte des Nations Unies. Il n'est pas un pays qui ne soit pas concerné par ces problèmes, et nous ne pourrions les relever avec succès que si nous agissons ensemble.

C'est précisément pour cela que nous avons l'Organisation des Nations Unies, qui est née d'une crise : pour unir nos forces et permettre aux nations de dépasser leurs intérêts égoïstes et étriés et de trouver un terrain d'entente. C'est vers cela que nous devons tendre à nouveau. La Charte des Nations Unies énonce des principes clairs pour un ordre international fondé sur des règles, mais aujourd'hui cet ordre fondé sur des règles est attaqué. Février 2022 a marqué le début de ce que nous avons espéré ne plus jamais connaître : une nouvelle guerre à grande échelle en Europe. L'attaque non provoquée de la Russie contre l'Ukraine a entraîné des souffrances immenses, des besoins humanitaires considérables et la destruction d'infrastructures civiles. La Russie est seule responsable de la guerre et de ses conséquences, et c'est à elle qu'il incombe d'y mettre fin.

Les actions de la Russie constituent une violation flagrante de la Charte des Nations Unies, et cela nous concerne donc tous. Cette guerre a aussi des conséquences mondiales dévastatrices, comme l'ont souligné de nombreux orateurs et oratrices cette semaine. Elle a ébranlé la coopération multilatérale à l'heure où nous en avons le plus besoin. Elle a accéléré une spirale économique négative et mis en péril le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Nous ressentons tous les conséquences de la guerre. L'approvisionnement énergétique est sous pression, l'inflation monte en flèche et l'insécurité alimentaire a grandement progressé. Les citoyens ordinaires du monde entier, et notamment ceux des pays en développement, en paient le prix. La guerre amplifie d'autres crises et aggrave les effets des changements climatiques et les conflits armés dans d'autres régions du monde. La Corne de l'Afrique connaît sa pire sécheresse depuis plus de 40 ans. Le Pakistan est en proie à des inondations dévastatrices. Plus de 300 millions de personnes touchées par des conflits et des crises humanitaires ont besoin d'aide humanitaire et de protection.

Le droit international humanitaire n'est pas respecté dans bon nombre de conflits armés, et les civils en font les frais. Il y a quelques années, nous avons l'impression que la faim serait bientôt un fléau relégué au passé ; aujourd'hui l'insécurité alimentaire augmente. Aucun continent n'est plus vulnérable que l'Afrique aux effets combinés des changements climatiques, des conflits et de l'insécurité alimentaire croissante. La Norvège est solidaire des personnes qui sont aux prises avec ces crises imbriquées. En 2022, nous avons alloué plus de fonds à l'aide humanitaire et à la coopération au service du développement que jamais auparavant.

La guerre d'agression contre l'Ukraine est une remise en cause des normes et des principes fondateurs de l'Organisation des Nations Unies. Nous réagissons face à cette remise en cause. Certains sont convaincus que les régimes autoritaires sont forts, tandis que les démocraties sont fragiles et susceptibles de craquer sous la pression. Nous leur montrons qu'ils ont tort. Avec une solide alliance de partenaires, nous sommes aux côtés de l'Ukraine et nous soutenons sa légitime défense. En tant que premier pays fournisseur d'énergie en Europe, nous faisons ce que nous pouvons pour renforcer la résilience de l'Europe.

Nous défendons les droits de la personne et les libertés fondamentales ailleurs dans le monde. La Norvège continuera à promouvoir l'espace civique, à

protéger les défenseurs et les défenseuses des droits humains et à favoriser la diversité des médias et le journalisme indépendant dans le monde entier. La participation des femmes et des filles à la société et leur droit de décider de leur propre corps sont essentiels au développement démocratique et durable, notamment en période de conflit et de guerre. Préserver ces droits de la personne reste une de nos priorités absolues.

Tout en soutenant l'Ukraine, nous ne devons pas oublier les conflits qui sévissent ailleurs. La Norvège poursuit sa diplomatie de paix et ses efforts de consolidation de la paix dans les conflits majeurs sur toute la planète. Dans le cadre de notre engagement de longue date au Moyen-Orient, nous œuvrons en faveur de la cessation du conflit israélo-palestinien, et notamment d'une solution des deux États qui soit viable.

En Colombie, le nouveau Gouvernement a manifesté son intention de mettre en œuvre l'accord de paix avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie–Armée populaire et d'entamer des négociations officielles avec la guérilla de l'Armée de libération nationale (ELN). L'ELN semble également encline à renouer le dialogue. En tant que pays garant, la Norvège reste attachée à la quête de la paix en Colombie et au soutien des parties dans cette démarche.

Dans tous les processus de paix auxquels la Norvège prend part, nous défendons l'implication et la participation actives des femmes, conformément au programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Nous parlons à toutes les parties afin de parvenir à un règlement pacifique des conflits. Sans dialogue, il nous est impossible d'influencer les parties et de les encourager à s'orienter dans une direction plus positive.

De plus, la Norvège soutient fermement les bons offices du Secrétaire général dans les conflits du monde entier. Nous les félicitons, lui et son équipe dévouée, pour leur travail important concernant l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire, et nous félicitons aussi la Türkiye pour son rôle précieux. Les prix des denrées alimentaires, des carburants et des engrais étaient déjà élevés avant la guerre en Ukraine, mais cette guerre a fortement aggravé la situation. Si la communauté internationale n'agit pas rapidement, la crise actuelle des prix des denrées alimentaires se transformera en une crise de la disponibilité et de l'approvisionnement en denrées alimentaires, un problème trop grave pour être ignoré.

Outre la lutte contre les changements climatiques, la Norvège a placé la sécurité alimentaire en tête de ses priorités de développement. Cette année, nous allouons plus de 300 millions de dollars rien qu'aux initiatives en faveur de la sécurité alimentaire. Nous devons accroître l'aide humanitaire et améliorer les filets de sécurité sociale, promouvoir la production alimentaire locale dans les pays du Sud, garantir l'accès aux semences, aux engrais et aux technologies pour les petits agriculteurs et accélérer la transformation vers des systèmes alimentaires durables et résilients face aux changements climatiques. Tout cela doit être fait en tenant dûment compte des besoins des femmes et des filles.

Nous sommes tous tributaires d'une réponse collective dans la lutte contre les changements climatiques et la perte de biodiversité. Pour le moment, nous sommes en retard, et cela doit changer. La Norvège tiendra son engagement de réduction des émissions de gaz à effet de serre et jouera un rôle clef dans la transition verte. Nous avons écouté les préoccupations des pays en développement et nous avons décidé de doubler notre financement de l'action climatique destiné à ces pays d'ici à 2026. Dans le cadre de cet objectif, nous voulons au moins tripler notre financement pour l'adaptation et la résilience aux changements climatiques.

Les changements climatiques touchent des millions de personnes dans le monde et amplifient les besoins des populations vulnérables. Or, le système humanitaire actuel ne pourra pas répondre aux besoins humanitaires croissants. À mesure que la planète se réchauffe, les phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes vont peser de plus en plus fort sur les conflits armés. Le climat et la sécurité sont déjà étroitement liés. La lutte contre les changements climatiques exige des approches inédites et innovantes, et nous devons faire tout notre possible pour assurer le succès de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra prochainement en Égypte. D'ici là, la Norvège ne fléchira pas.

La Global Energy Alliance for People and Planet (Alliance mondiale pour l'énergie au service des populations et de la planète) réunit des ressources privées et publiques en vue d'accélérer le développement. En tant que Coprésidente, la Norvège travaillera avec ses partenaires des pays du Sud pour aider à amorcer la transition vers les énergies renouvelables, réduire les émissions de gaz à effet de serre, développer les sources d'énergie propre et créer des emplois verts.

Nous savons, forts de notre géographie et de notre histoire, que les océans peuvent être, et seront, un facteur essentiel de la solution aux changements climatiques, à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté. S'ils sont bien gérés et protégés, les océans sont la clef pour atteindre de nombreux objectifs de développement durable. Pourtant, l'objectif 14 est celui qui souffre le plus du manque de financement, et c'est pourquoi la Norvège milite pour que cela change.

Le Groupe de haut niveau pour une économie océanique durable, qui est coprésidé par la Norvège, est une initiative rassemblant des dirigeants mondiaux résolus à agir pour la santé et la richesse des océans, à l'appui du Programme 2030. Les membres de ce groupe se sont engagés à gérer durablement 100 % des zones océaniques relevant de leur juridiction nationale. Nous allons établir des plans durables pour les océans et incitons les autres États côtiers à faire de même.

La cinquième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement a ouvert des perspectives importantes pour la coopération multilatérale sur les questions environnementales. La Norvège se mobilisera pour trouver un accord efficace sur la lutte contre la pollution plastique dans le cadre d'une approche fondée sur le cycle de vie.

Nous ne devons pas négliger les crises déjà existantes quand de nouvelles crises apparaissent. La pandémie de COVID-19 n'est pas encore derrière nous ; nous ne pouvons pas passer de la panique à la négligence à son égard. Nous devons tirer profit des enseignements de la pandémie et du Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19. Cela sera essentiel pour prévenir de nouvelles épidémies de maladies infectieuses, s'y préparer et y faire face.

L'acte d'agression illégal de la Russie contre l'Ukraine a accru les tensions géopolitiques et nuit à la coopération multilatérale. Cela est grave. En tant que membre du Conseil de sécurité, la Norvège a systématiquement cherché à renforcer le mandat du Conseil qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales. Malgré des tensions géopolitiques accrues, le Conseil de sécurité a gardé la capacité d'adopter des résolutions importantes. Nous avons obtenu un mandat solide pour l'Organisation des Nations Unies en Afghanistan. De concert avec le Niger, nous avons négocié une résolution novatrice sur la protection de l'éducation en période de conflit armé (résolution 2601 (2021) du Conseil de sécurité), et nous nous sommes associés au Ghana pour élaborer une résolution sur la sécurité maritime dans le

golfe de Guinée (résolution 2634 (2022) du Conseil de sécurité). Toutes ces initiatives sont importantes.

En période de crise et de tensions mondiales croissantes, nous éprouvons tous et toutes une certaine pression pour privilégier les préoccupations nationales aux dépens de la solidarité mondiale. En période de détresse, il est parfaitement logique que les dirigeants politiques cherchent à s'occuper de leur propre population ; c'est leur responsabilité. Mais rappelons-nous qu'il n'y a aucune contradiction entre cette démarche et la collaboration avec le reste du monde – bien au contraire, cela va de l'intérêt de nos citoyens. Nous sommes liés les uns aux autres, nous dépendons les uns des autres et nous avons un destin commun.

À mes yeux, il ne fait aucun doute que, sans une Organisation des Nations Unies forte et efficace, la communauté internationale ne sera pas en mesure de relever les défis auxquels elle est confrontée. C'est pourquoi nous saluons et soutenons le rapport du Secrétaire général intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982). En réalité, la mise en œuvre de ce rapport est encore plus urgente aujourd'hui qu'au moment de son lancement. Le Sommet de l'avenir, qui se tiendra en septembre 2024, constituera une étape importante. Nous attendons une déclaration ambitieuse sur les générations futures et nous œuvrerons en ce sens. Nous nous réjouissons à la perspective de collaborer avec le Conseil consultatif de haut niveau et les États Membres dans le cadre du processus à venir.

Nous vivons une époque difficile, mais ne perdons jamais espoir. Nous devons relever les défis actuels avec détermination et nous rappeler la force que nous pouvons mobiliser lorsque nous agissons ensemble.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la Norvège de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Jonas Gahr Støre, Premier Ministre de la Norvège, est escorté de la tribune.

Allocution de M^{me} Mia Amor Mottley, Première Ministre, Ministre de la sécurité nationale et de la fonction publique et Ministre des finances, des affaires économiques et de l'investissement de la Barbade

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution

de la Première Ministre, Ministre de la sécurité nationale et de la fonction publique et Ministre des finances, des affaires économiques et de l'investissement de la Barbade.

M^{me} Mia Amor Mottley, Première Ministre, Ministre de la sécurité nationale et de la fonction publique et Ministre des finances, des affaires économiques et de l'investissement de la Barbade, est escortée à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M^{me} Mia Amor Mottley, Première Ministre, Ministre de la sécurité nationale et de la fonction publique et Ministre des finances, des affaires économiques et de l'investissement de la Barbade, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M^{me} Mottley (Barbade) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à féliciter M. Csaba Kőrösi pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale et à remercier le Secrétaire général António Guterres et la Vice-Secrétaire générale Amina Mohammed de leur leadership et de leur dévouement courageux en cette période très difficile.

Cette année, nous nous retrouvons et les combats se poursuivent ; en réalité, ils ont pris de l'ampleur. Au cours de l'été et de l'année, nous avons été témoins des conséquences que la guerre en Ukraine a eues sur les citoyens ordinaires du monde entier en termes d'inflation, de pénurie de biens et tout simplement de difficultés. Malheureusement, nous continuons à vivre dans un contexte où l'accès à la nourriture est difficile.

J'avais espéré que nous verrions une amélioration, mais je suis aujourd'hui plus que jamais convaincue qu'il arrive un moment où nous devons répondre à un certain appel, comme celui lancé lorsque d'autres avant nous, à l'époque où j'étais étudiante, ont cherché à lutter contre la grande famine en Afrique et se sont mobilisés comme un seul et même monde pour faire pencher la balance. L'année dernière, je nous ai demandé de faire de même (voir A/76/PV.12) et il se peut, pour reprendre les mots de Jimmy Cliff, que nous devions continuer à essayer, encore et encore, mais le monde doit se mobiliser pour que nos citoyens puissent jouir d'une vie meilleure.

Je le dis aujourd'hui parce qu'il est facile de venir ici et de ne faire que se plaindre. Cependant, nous avons en réalité le pouvoir de changer les choses et de faire pencher la balance. Nous devons décider si nous voulons défendre la paix, l'amour et la prospérité, en sachant que

nous choisissons de le faire au moment le plus délicat et dans le contexte le plus difficile et le plus profondément marqué que nous ayons connu depuis très longtemps. Je crois que c'est possible, mais c'est à nous de convertir les possibilités en réalités.

Que veux-je dire par là ? Nous discutons depuis longtemps de la réforme de cette institution et du fait que seulement un quart des États qui existent aujourd'hui étaient présents lors de sa création. Cette semaine, le Président Biden a évoqué la nécessité de réformer le Conseil de sécurité (voir A/77/PV.6). Nous reprenons cet appel à notre compte, mais nous allons plus loin, car nous estimons qu'un Conseil de sécurité qui conserve le droit de veto entre les mains de quelques-uns nous conduira toujours à la guerre, ainsi que nous l'avons vu cette année. Par conséquent, la réforme doit non seulement porter sur la composition du Conseil, mais aussi sur la suppression du veto.

Nous sommes également d'avis que si le Groupe des Sept et le Groupe des Vingt, en leur qualité de sous-comité informel de la gouvernance mondiale, se veulent équitables, ils doivent reconnaître qu'il est inacceptable que des personnes soient obligées de réclamer année après année l'inclusion des peuples d'Afrique et d'ascendance africaine. En effet, comment le monde peut-il avoir en son centre un sous-comité qui exclut plus de 1,5 milliard de personnes sur la planète, et attendre ensuite de lui qu'il fasse preuve d'équité et de transparence dans ses décisions ?

Nous demandons que ces pays fassent montre de détermination, car ils doivent comprendre que si nous voulons transformer les possibilités en réalités, nous devons adopter un cadre transparent dans lequel nos peuples, qui perdent confiance dans leurs institutions et dans la gouvernance du monde, pourront réaliser que l'équité a un sens – la possibilité pour tous d'avoir une voix – et que nous ne pouvons pas nous contenter d'en discuter dans les coulisses de la démocratie au sein de l'État-nation, car elle n'aura de sens que si elle se reflète également dans notre communauté internationale.

Si je devais retenir un seul thème aujourd'hui, ce serait que l'équité et la solidarité sont nécessaires pour apporter la paix, l'amour et la prospérité dans le monde. Non, ce n'est pas du romantisme. Ce sont là de dures réalités qui exigent simplement des décisions. C'est pourquoi je reprends les paroles du formidable hymne *We Are the World*, car il arrive un moment où nous devons répondre à un certain appel, où le monde doit s'unir.

Oui, malheureusement, trop de personnes meurent dans les conflits et en conséquence de la crise économique, et la main que nous devons tendre pour préserver la vie passe par les décisions que nous devons prendre pour engager des réformes et lutter en faveur de la paix et non pour soutenir la guerre, où qu'elle sévise dans le monde ; pour lutter en faveur de réformes afin que nos citoyens ne soient pas victimes de la pauvreté résultant de la triple crise des changements climatiques, de la pandémie et maintenant du conflit, qui est à l'origine des pressions inflationnistes qui ont malheureusement conduit les populations à prendre les choses en main, comme nous l'avons vu en Haïti la semaine dernière.

Toute tentative d'augmenter le prix des carburants de 150 % dans n'importe quelle région du monde susciterait une profonde consternation et une vive colère des populations dont le revenu est fixe. Mais lorsque cela se produit dans l'un des pays les plus pauvres du monde, qui tente depuis près de 230 ans de trouver la stabilité, avec en toile de fond l'exploitation à laquelle il a été confronté, nous nous demandons ce qu'il faudra pour que le monde se lève et se mobilise pour le peuple haïtien.

De même, nous demandons la même transparence en ce qui concerne la levée du blocus imposé au peuple cubain. C'est la trentième année qu'une résolution appelle à la levée de ce blocus, mais le blocus est en place depuis 60 ans. Je demande simplement à la population des États-Unis d'Amérique de ne pas se laisser aveugler par ses objectifs, car dans cet hémisphère, la paix et la prospérité sont l'affaire de tous. Oui, il existe peut-être des problèmes de part et d'autre, mais rien ne justifie que les populations subissent davantage de souffrances en raison de divergences idéologiques. S'il existe des différends en matière de droits humains, réglons-les, comme nous avons choisi de le faire avec des pays puissants dans le monde entier, sans adopter de sanctions. L'équité et la transparence l'exigent de nous.

Je souhaite également évoquer d'autres solutions qui, selon nous, peuvent améliorer notre situation sans imposer aux populations du monde le poids d'une fiscalité déraisonnable. Comme je l'ai dit l'année dernière, nous vivons dans un monde où la disparité des revenus est trop importante, où certains tirent même un profit disproportionné et flagrant des crises. C'est pourquoi nous devons nous demander si le moment n'est pas venu de revoir l'accord des institutions de Bretton Woods, qui ne remplissent plus au XXI^e siècle la fonction qu'elles remplissaient au XX^e siècle, époque à laquelle elles servaient les intérêts d'un quart des États-nations qui

sont aujourd'hui membres de cette institution. Nous nous demandons si le moment n'est pas venu de faire entendre nos voix pour exiger collectivement une telle révision par l'intermédiaire des conseils d'administration des institutions concernées.

Pourquoi est-ce que je dis cela ? La Banque internationale pour la reconstruction et le développement représente en réalité ce qu'est la Banque mondiale. Peut-être que si nous nous y référons continuellement, nous nous rappellerions que l'objectif de la reconstruction et du développement doit être adapté au siècle dans lequel nous vivons, un siècle qui exige non seulement de nous que nous éradiquions la pauvreté, qui reste un noble objectif, mais également que nous protégions les biens publics mondiaux.

Nous tous ici présents avons souffert de l'incapacité des plus faibles d'entre nous de se montrer à la hauteur de la situation pour protéger la santé publique. Nous savons tous à présent ce que cela signifie que de se trouver en première ligne de la crise climatique. Il y a quelques années, nous disions que les petits États insulaires en développement étaient en première ligne, comme des canaris dans une mine de charbon. Aujourd'hui, nous évoquons tous les pays et cet été caniculaire – des incendies en Californie aux vagues de chaleur en Amérique du Nord et en Europe, en passant par les voies navigables en Europe sur lesquelles les bateaux ne peuvent plus circuler, les inondations en Chine et, surtout, les inondations apocalyptiques au Pakistan, à la suite desquelles nous adressons nos plus sincères pensées aux habitants de ce pays.

Cela ne peut tout simplement pas continuer. Toute tentative de nier que la crise climatique est d'origine humaine revient à se bercer d'illusions et à admettre que nous voulons être complices de la mort, des pertes et des dommages continus que subissent les personnes frappées par cette crise. Nos populations exigent mieux de nous.

Nous estimons qu'aujourd'hui, le cadre le plus approprié pour aborder la question des biens publics mondiaux est en réalité le Groupe de la Banque mondiale. J'en parlerai plus longuement demain, mais je tiens simplement à dire que, si les entreprises multinationales ont concouru au risque public mondial – ou si elles profitent des solutions trouvées pour les biens publics mondiaux –, elles devraient contribuer à son élimination en reversant un petit pourcentage de leurs bénéfices.

Ces fonds serviraient à répondre aux besoins des pays, que ce soit en matière de stabilité climatique, de résilience et d'adaptation ; à protéger la biodiversité, tant sur terre que dans nos eaux ; à protéger la santé publique contre la prochaine pandémie, qu'il s'agisse d'une pandémie de résistance aux antimicrobiens à évolution lente ou d'un tout autre type de pandémie que nous n'avons même pas encore envisagé ; à offrir une éducation à tous nos citoyens, car le fait de séjourner sur Terre sans bénéficier d'une éducation revient à être condamné à la prison à vie dès le plus jeune âge ; à garantir l'accès à l'électricité, sachant que 600 millions de personnes en Afrique en sont privées ; ou l'accès au haut débit, l'équivalent, à notre époque, du droit à la connaissance et à la prospérité.

Bien entendu, comme je l'ai dit au Congrès des États-Unis la semaine dernière, nous devons également répondre aux besoins des pays en ce qui concerne, croyez-le ou non, le droit à un compte bancaire, car des pays du monde entier se voient refuser le droit d'accéder à des opérations par correspondants bancaires, laissant leurs citoyens et leurs économies opérer comme des parias financiers dans un monde qui est censé être globalement interdépendant en termes de circulation des capitaux. Il est indispensable de fournir ce financement pour promouvoir les biens collectifs à l'échelle mondiale si nous voulons changer les choses à l'avenir et parvenir à la paix, à l'amour et à la prospérité, que j'ai évoqués précédemment.

Je tiens à féliciter le Fonds monétaire international (FMI) pour le mécanisme de financement rapide qu'il a mis en place au début de la crise provoquée par la pandémie, ainsi que pour le lancement prochain du Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité. C'est la première fois qu'il est reconnu que les pays à revenu intermédiaire devraient pouvoir accéder à des financements indépendamment de leur revenu par habitant, en fonction de leur vulnérabilité climatique.

Aux personnes qui recommandent cette approche à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, nous leur disons non seulement de la recommander pour les pays qui ont subi une catastrophe, mais aussi avant qu'une catastrophe ne se produise. Chaque dollar consacré à la recherche, comme cela a été le cas, permet d'économiser 7 dollars en dépenses évitées, sans parler des vies sauvées. Nous ne voulons pas seulement payer les pompes funèbres, nous voulons sauver des vies.

J'ai invité le FMI à envisager la possibilité de dissocier le Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité des quotas afin de garantir son efficacité. Je suis consciente que cela dépendra du nombre de pays qui contribueront au capital du Fonds et peut-être du nombre de pays qui accepteront que leurs droits de tirage spéciaux soient utilisés à cette fin. Nous lui avons également demandé d'autoriser l'utilisation de ces droits de tirage spéciaux pour permettre aux banques multilatérales de développement d'accroître sensiblement les fonds accessibles aux pays, surtout en cette période où nous sommes au bord d'une crise de la dette et où plus de 45 pays sont confrontés aux affres du moment en raison de la hausse du coût du capital résultant des politiques monétaires mises en place pour combattre le cancer virulent de l'inflation.

Nous voulons remercier les pays qui se sont unis pour nous aider à maintenir le financement des objectifs de développement durable, que nous associons aux biens publics mondiaux. Pourquoi ? Parce qu'il s'agit essentiellement du droit au développement et du droit de donner à chaque personne la possibilité de vivre une vie décente. Nous ne pouvons pas nous laisser emporter par le conflit, la crise climatique et la pandémie et oublier le sens de notre mission.

Je salue celles et ceux qui ne l'oublient pas et je demande que nous concluons un pacte mondial. Le financement du développement ne peut être à court terme ; il doit être d'au moins 30 ans. Le monde en a fait l'aveu lorsqu'il a autorisé la Grande-Bretagne à participer au refinancement de ses obligations de la guerre mondiale, qui ont seulement été remboursées il y a huit ans de cela, soit 100 ans après le début de la Première Guerre mondiale. Ou lorsqu'il a permis à l'Allemagne de plafonner le service de sa dette à l'équivalent de 5 % de ses exportations, conscient que l'expérience cataclysmique de la guerre ne lui aurait pas permis de financer la reconstruction tout en remboursant les dettes contractées pour les besoins de la guerre.

Notre situation n'est pas différente aujourd'hui. Nous nous sommes endettés à cause de la maladie à coronavirus (COVID-19) et du climat, et nous nous endettons encore aujourd'hui pour faire face à cette période difficile de crise inflationniste et d'incertitude dans l'approvisionnement des marchandises. Alors, pourquoi le monde en développement devrait-il aujourd'hui s'efforcer de trouver des financements sur sept à 10 ans alors que d'autres ont pu profiter de délais de remboursement plus longs ?

Enfin, je voudrais très rapidement aborder la question et faire comprendre à l'Assemblée que toutes ces considérations ne sont pas uniquement le fruit de réflexions vaines ou de commentaires arbitraires de notre part. À la Barbade, nous avons eu la chance, fin juillet et début août, de réunir un grand nombre de membres de la société civile et du monde universitaire et de nous mettre d'accord sur ce que nous avons appelé le programme de Bridgetown, qui est, selon nous, un programme pour la paix et la prospérité inspiré par l'amour de l'humanité.

C'est dans ce programme que nous évoquons la réforme de l'architecture de Bretton Woods. Nous avons demandé et nous demanderons à des pays et à des individus de s'y joindre parce que, selon nous, tant que nous ne prendrons pas nos responsabilités et n'accepterons pas que nous sommes le monde, nous n'assisterons pas à un changement. Pour en venir à la question des changements climatiques, qui sera le thème dominant des 45 à 48 prochains jours alors que nous prenons la direction de l'Égypte, nous devons nous rappeler que la confiance dont nous avons besoin pour nous engager dans la lutte pour les grandes causes de notre époque ne se gagnera pas en reniant nos promesses.

Le monde en développement, en particulier les petits États insulaires en développement, s'est rendu à Paris et a souscrit à un pacte mondial en raison d'un de ses aspects essentiels, à savoir l'engagement relatif aux pertes et dommages. Aujourd'hui, les habitants de la Guadeloupe et de Porto Rico, comme hier dans les Îles Turques et Caïques – et nous sommes loin de savoir ce qui se passera aux Bermudes – sont confrontés aux difficiles perturbations causées par l'ouragan Fiona. Ce matin, j'ai reçu des nouvelles concernant les difficultés d'approvisionnement en gaz naturel dans mon pays, et je soupçonne que d'autres personnes rencontreront des difficultés dans cette région du monde au vu des équipements et installations touchés à Porto Rico. Cela se produit alors que l'accès à cette matière première est déjà perturbé par la guerre en Ukraine et la décision de la Russie de suspendre l'approvisionnement de l'Europe.

Si l'on ajoute à cela le fait que nous n'avons pas planifié avec précision notre capacité à honorer les engagements que nous avons pris en matière de zéro émission nette – je suis une fervente défenseuse de l'objectif de zéro émission nette, comme le sait l'Assemblée –, j'entrevois des difficultés pour l'avenir. Nous devons marquer une pause et rectifier le tir. Nos petits États prennent des engagements que le monde

veut entendre. Toutefois, lorsque ces engagements sont compromis par l'incapacité de fournir les voitures électriques ou les batteries nécessaires pour promouvoir les énergies renouvelables, nous savons que nous avons un problème.

C'est pourquoi le gaz naturel est considéré comme une passerelle vers les énergies propres. Or lorsque l'accès au gaz naturel lui-même est également perturbé, on comprend mieux pourquoi les pays émergents des Caraïbes, dont le mien, et d'Afrique ont décidé qu'ils ne pouvaient pas renoncer à leurs propres sources de gaz naturel tant qu'ils n'étaient pas assurés de pouvoir subvenir aux besoins de leurs populations respectives. C'est là que réside la clef. Je souhaite que nous reconnaissons que ces engagements sur les pertes et les dommages, ainsi que cet engagement détaillé et précis sur les capacités, sont absolument essentiels si nous voulons progresser sérieusement dans le sauvetage de notre monde. Nous savons que notre monde a besoin d'être sauvé.

Je tiens à féliciter le Danemark pour l'engagement qu'il a pris mardi de verser 13 millions de dollars à un fonds pour les pertes et dommages, car c'est la première fois qu'un pays de l'Atlantique Nord reconnaît que la demande d'indemnisation des pertes et dommages répond à un besoin légitime et à un souci de justice. Je demande que nous démontrions une nouvelle fois notre détermination à travailler sur les questions importantes et que nous reconnaissons que si nous ne disons pas la vérité à nos concitoyens, si nous ne nous expliquons pas et si nous ne menons pas de discussions réfléchies, si nous continuons à nous fier aux gros titres et aux belles paroles, nous nous retrouverons dans une situation de déconnexion entre les personnes gouvernées et celles qui les gouvernent. C'est pourquoi nous devons nous mettre au travail dès que possible, non pas pour prononcer des paroles vides de sens, mais pour mener ces discussions difficiles qui garantissent la paix dans le monde et la prospérité de nos peuples, et pour les faire

reposer sur l'amour de l'humanité, l'objectif originel qui a présidé à la création de l'Organisation.

Pour reprendre les paroles de la même chanson : donnons un coup de main à la vie, car c'est le plus beau des cadeaux. Nous ne pouvons pas prétendre jour après jour que quelqu'un, quelque part, apportera ce changement. C'est notre famille, c'est notre monde et c'est notre chance de changer la donne. Nombre des mesures qui nous sont proposées aujourd'hui ne nécessitent pas d'argent, mais elles exigent un engagement et une volonté politique. Grâce au pouvoir de la plume, nous pouvons imposer des clauses relatives aux catastrophes naturelles et aux pandémies dans nos accords de dette et réorienter les capitaux dont disposent les banques multilatérales de développement afin de lever les obstacles qui nous empêchent actuellement de lutter contre la pauvreté.

Grâce à ces engagements, nous pouvons faire bouger les choses dans le monde d'aujourd'hui. Mettons-nous au travail et reconnaissons qu'un monde marqué par l'ordre impérialiste, l'hypocrisie et le manque de transparence ne nous permettra pas d'accomplir cette mission, mais qu'un monde empreint de liberté, de transparence et d'égalité des chances contribuera à modifier le cours des événements.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Première Ministre, Ministre de la sécurité nationale et de la fonction publique et Ministre des finances, des affaires économiques et de l'investissement de la Barbade de l'allocation qu'elle vient de prononcer.

Mme Mia Amor Mottley, Première Ministre, Ministre de la sécurité nationale et de la fonction publique et Ministre des finances, des affaires économiques et de l'investissement de la Barbade, est escortée de la tribune.

La séance est levée à 14 h 30.